



PRÉFET DE LA CHARENTE

Direction départementale des territoires

Arrêté n° 16-2018-08-10-012 portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Tude, commune de Chalais

Le Préfet de la Charente,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 prescrivant le Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation (PPRI) de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais ;

Vu la consultation des collectivités et personnes publiques associées prévue à l'article R 562-7 du code de l'environnement, effectuée par courrier en date du 19 décembre 2016 ;

Vu les avis suivants des personnes publiques associées, à savoir :

- les avis favorables :
 - de la commune de Chalais par délibération du 30 janvier 2017,
 - du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique des bassins Tude et Dronne aval par délibération du 19 décembre 2016,
- les avis réputés favorables de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne, du Conseil départemental de la Charente et de la Chambre d'agriculture de la Charente,
- l'avis réservé du Centre régional de la propriété forestière Nouvelle Aquitaine en date du 18 janvier 2017,
- la demande formulée par la commune de Chalais par courrier du 16 février 2017.

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 23 février 2018 au 26 mars 2018 inclus relative au plan de prévention des risques naturels d'inondation sur le territoire de la commune ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus le 16 avril 2018 émettant un avis favorable au projet d'élaboration du PPRI de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais ;

Considérant que les aléas d'inondation par La Tude et La Viveronne sur la commune de Chalais sont de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;

Considérant la nécessité d'un plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais qui permettra de prendre en compte sur un seul document le risque d'inondation par débordement des rivières de La Tude et de La Viveronne, d'établir une cartographie précise des zones de risque d'inondation et d'assurer la maîtrise de l'urbanisation et la sécurité des personnes et des biens dans les zones exposées au risque ;

Considérant que la procédure de PPRI a fait l'objet d'une association de la commune de Chalais et des personnes publiques associées et d'une concertation publique ;

Considérant les avis recueillis lors de la consultation réglementaire du 19 décembre 2016 ;

Considérant les différentes observations émises lors de l'enquête publique ;

Considérant le rapport de la directrice départementale des territoires du 12 avril 2018 de nature à répondre aux questionnements du commissaire enquêteur dans son procès-verbal d'observations ;

Considérant que les avis exprimés avant l'enquête publique n'ont conduit les services de l'État en charge de l'élaboration du PPR qu'à apporter des modifications mineures au niveau du règlement et du zonage réglementaire, qui ne portent pas à atteinte à l'économie générale du projet de plan ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention des risques d'inondation de la vallée de la Tude, commune de Chalais.

Le dossier comprend :

- une note de présentation avec ses annexes,
- la carte du zonage réglementaire,
- un règlement.

Un exemplaire du plan approuvé est tenu à la disposition du public à la préfecture de la Charente, à la mairie de Chalais ainsi qu'au siège de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne.

Article 2 :

Le plan de prévention des risques naturels d'inondation approuvé vaut servitude d'utilité publique selon les dispositions de l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Article 3 :

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes publiques associées définies à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016.

Il doit être affiché pendant une durée d'un mois à la mairie de Chalais ainsi qu'au siège de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne pour y être porté à la connaissance du public.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet, dans le journal « La Charente Libre ».

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Charente, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

Dans le même délai, il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

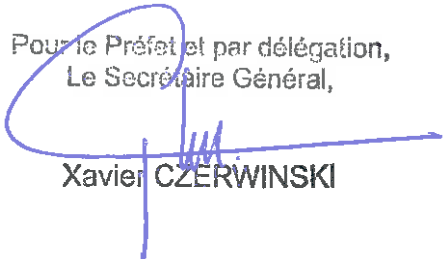
Article 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture de la Charente, la directrice départementale des territoires de la Charente, le maire de la commune de Chalais et le président de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 10 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Xavier CZERWINSKI



PREFET DE LA CHARENTE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION DE LA VALLÉE DE LA TUDE

COMMUNE DE CHALAIS

**INONDATION PAR DÉBORDEMENT DIRECT
DES RIVIÈRES DE LA TUDE ET DE LA VIVERONNE**

- ◆ **PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS
COMPRENANT :**
- **NOTE DE PRÉSENTATION**
 - **CARTE DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE**
 - **RÈGLEMENT**

PPRN approuvé par arrêté préfectoral du 10 août 2018
(arrêté joint à la Note de présentation)

Préfecture de la Charente
Direction Départementale des Territoires
de la Charente
Service Eau, Environnement, Risques





PREFET DE LA CHARENTE

Direction
Départementale
des Territoires de
la Charente

Service Eau,
Environnement,
Risques,

**PLAN DE PRÉVENTION DES
RISQUES NATURELS D'INONDATION
DE LA VALLÉE DE LA TUDE
COMMUNE DE CHALAIS**

**INONDATION PAR DÉBORDEMENT DIRECT
DES RIVIÈRES DE LA TUDE ET DE LA VIVERONNE**

NOTE DE PRÉSENTATION

Vu pour être annexé à mon arrêté
n°16-2018-08-10-012 du 10 août 2018

Signé : Pour Le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Xavier CZERWINSKI



SOMMAIRE

Table des matières

1. CONTEXTE GÉNÉRAL.....	5
1.1. <u>APPROCHE GÉNÉRALE.....</u>	<u>5</u>
1.1.1. <u>contexte de l'étude.....</u>	<u>5</u>
1.1.2. <u>Les conséquences du risque inondation.....</u>	<u>5</u>
1.1.3. <u>Cadre législatif et réglementaire.....</u>	<u>6</u>
1.1.4. <u>LES RAISONS DE LA MISE EN OEUVRE DU PPR.....</u>	<u>9</u>
1.2. <u>MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU PPR.....</u>	<u>10</u>
1.3. <u>PRÉSENTATION DES BASSINS VERSANTS.....</u>	<u>10</u>
2. ÉLABORATION TECHNIQUE DU PPR SUR LE SECTEUR D'ÉTUDE.....	11
2.1. <u>HYDROLOGIE.....</u>	<u>11</u>
2.1.1. <u>Données hydrométriques.....</u>	<u>11</u>
2.1.2. <u>Détermination du débit centennal à la station hydrométrique.....</u>	<u>12</u>
2.1.3. <u>Application des résultats au secteur d'étude complet.....</u>	<u>13</u>
2.1.4. <u>Concomitance des débits de la Viveronne et de la Tude.....</u>	<u>13</u>
2.2. <u>DÉFINITION DE L'ÉVÉNEMENT DE RÉFÉRENCE.....</u>	<u>14</u>
2.3. <u>RECHERCHE ET IDENTIFICATIONS D'INFORMATIONS DE CRUES.....</u>	<u>14</u>
2.4. <u>DÉFINITION DE L'ALÉA.....</u>	<u>14</u>
2.4.1. <u>Levés topographiques et bathymétriques réalisés pour l'étude.....</u>	<u>14</u>
2.4.2. <u>Modélisation des écoulements de crue de la Tude et de la Viveronne.....</u>	<u>18</u>
2.5. <u>CARTOGRAPHIE DES ALÉAS.....</u>	<u>21</u>
2.5.1. <u>Carte des hauteurs d'eau.....</u>	<u>21</u>
2.5.2. <u>Carte des vitesses d'écoulement.....</u>	<u>22</u>
2.5.3. <u>Carte des aléas pour la crue de référence.....</u>	<u>22</u>
2.6. <u>L'ANALYSE DES ENJEUX.....</u>	<u>23</u>
2.6.1. <u>Méthodologie.....</u>	<u>23</u>
2.6.2. <u>Présentation générale.....</u>	<u>23</u>
3. ZONAGE ET PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES.....	25
4. EFFETS ET PORTÉES DU PPR.....	28
4.1. <u>LES OBLIGATIONS.....</u>	<u>28</u>
4.2. <u>LE PPR APPROUVÉ EST UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE.....</u>	<u>28</u>
4.3. <u>LE PPR APPROUVÉ EST OPPOSABLE AUX TIERS.....</u>	<u>29</u>
4.4. <u>LE PPR S'APPLIQUE SANS PRÉJUDICE DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR.....</u>	<u>29</u>
4.5. <u>LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....</u>	<u>29</u>
5. RÉVISION DU PPR.....	30

6 - ARRÊTÉS

Arrêté 1 : Arrêté préfectoral prescrivant le PPRN Inondation et ses deux annexes :

- annexe I : localisation du secteur d'étude
- annexe II : arrêté portant décision d'examen au cas par cas

Arrêté 2 : Arrêté préfectoral portant approbation du PPRN Inondation

7 - FIGURES ANNEXÉES

Figure 1 – Localisation du secteur d'étude

Figure 2 – Plan des laisses de crues disponibles

8- ANNEXES

Annexe 1 : Glossaire

Annexe 2 : Fiches des laisses de crues répertoriées

Annexe 3 : Plan du modèle

Annexe 4 : Détail du recensement des enjeux sur la commune

9 - CARTES PRODUITES EN CHEMISE SÉPARÉE

Figure A – Carte des aléas

Figure E – Carte des enjeux

1.CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1.APPROCHE GÉNÉRALE

1.1.1.CONTEXTE DE L'ETUDE

Les inondations de plaine, par débordement direct du fleuve Charente ou des autres rivières dans le département, sont relativement fréquentes sur le département de la Charente. Depuis plusieurs années, des études techniques et réglementaires sont menées dans différents secteurs et des cartographies réglementaires sont réalisées par l'État. C'est ainsi que 2 atlas réalisés en 2004 et 2005 permettent actuellement d'apprécier le risque inondation dans la vallée de la Tude et de son principal affluent, la Viveronne ; ces documents ont ainsi permis de mettre en avant l'inondabilité du territoire de la commune de Chalais située à la confluence de ces deux rivières.

Cependant, ces documents, élaborés par des méthodes permettant des analyses d'ensemble du débordement sur ces vallées, ont fait apparaître d'importants secteurs à enjeux touchés par les inondations sur la commune de Chalais et ont montré la nécessité de préciser les aléas et d'établir un document opposable de gestion des sols dans les zones exposées de cette commune.

1.1.2.LES CONSÉQUENCES DU RISQUE INONDATION

Les dégâts causés par les inondations en France sont estimés en moyenne à 521 millions d'euros par an sur la période 1995/2013. De plus, d'après les statistiques établies par la Caisse Centrale de Réassurance, les inondations ont représenté en France, entre 1982 et 2013, 58% du coût des catastrophes naturelles. Elles ont mobilisé 80% des remboursements effectués dans le cadre des dossiers traités par la Commission interministérielle au titre des arrêtés de catastrophes naturelles dit arrêtés "Cat-Nat". Encore ce chiffre ne rend-il que partiellement compte de la réalité des dommages. À cela, il faut également ajouter :

- les dommages directs assurables mais non indemnisés : franchise, abattement pour vétusté...
- les dommages indirects assurables mais non indemnisés : pertes d'exploitation consécutives à l'interruption du trafic (usines non ravitaillées, pertes de denrées périssables contenues dans les chambres froides, ...)
- les biens non assurables, tels que les équipements publics.

Sans chercher à l'exhaustivité, on peut signaler dans les zones inondées, mais aussi dans les zones voisines de zones inondées, des dommages liés au débordement de la rivière ou à la remontée des nappes.

Ainsi, pour notre zone d'étude, les conséquences des inondations peuvent être :

- un risque pour la vie des personnes exposées (rappelons que même pour un courant et une hauteur d'eau faibles, le stress provoqué par l'inondation peut générer des comportements imprévisibles),
- l'inondation des routes, des logements situés dans les niveaux inondables, des caves,
- des coupures d'électricité, de gaz, de téléphone, de chauffage,
- des perturbations possibles dans l'alimentation de l'eau potable,
- des remontées d'eau dans les immeubles par les réseaux d'égouts et des perturbations dans l'évacuation des eaux usées,

- un risque pour les biens exposés en termes de dommages sur les structures des immeubles (fondations, humidification des murs, risques d'incendies par court-circuit...),
- un risque économique dû aux interruptions ou aux diminutions des échanges économiques (ponts et voies coupées par l'inondation, usines ou entreprises stoppées,...) ou dans le fonctionnement des services publics (crèches, écoles, ramassage des ordures ménagères...),
- un risque environnemental et économique encore, de par les délais de retrait des eaux et d'assèchement des parcelles pour toutes les zones cultivées,
- une revalorisation du caractère naturel des zones humides même si quelques conséquences ponctuelles néfastes se produisent pendant la crue pour la faune ou la flore touchée.

Les conséquences de l'inondation sont donc, en plus d'un risque évident pour les vies humaines, un coût financier croissant pour la société.

1.1.3. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Diverses lois, décrets (dont certains sont codifiés) et circulaires régissent les procédures d'élaboration des PPR :

⇒ **la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

⇒ **les articles L.562-1 à L.562-9 du Code de l'Environnement** relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (loi n° 95-101 du 2 février 1995 modifiée, codifiée).

L'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR), tels qu'inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous "types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles", ou, dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation,
- de délimiter les zones non directement exposées au risque, mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées,
- de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter (voire réduire) les dommages,
- de définir les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

⇒ **la loi n°2004-811 du 13 août 2004** sur la modernisation de la sécurité publique.

Cette loi institue les plans communaux de sauvegarde (PCS) à caractère obligatoire pour les communes dotées d'un PPR. Ces plans sont un outil utile au maire dans son rôle de partenaire majeur de la gestion d'un événement de sécurité civile ;

⇒ **les articles R.562-1 à R.562-9 du Code de l'environnement** relatifs aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application (décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié, codifié).

Ces articles prescrivent les dispositions relatives à l'élaboration des PPR. Le projet de plan comprend :

- une note de présentation,
- des documents graphiques,
- un règlement.

Après avis, notamment, des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme, le projet de plan est soumis par le Préfet à une enquête publique. Au cours de cette enquête, les maires des communes sont entendus après avis de leur conseil municipal.

Après approbation, le PPR vaut servitude d'utilité publique ;

⇒ **les articles L.561-1 à L.561-5 et R.561-1 à R.561-17** du Code de l'environnement relatifs à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) ;

⇒ **les principales circulaires :**

- **la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994** (parue au JO du 10 avril 1994) relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables définit les objectifs à atteindre :
 - **interdire les implantations humaines dans les zones dangereuses** où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, **et les limiter dans les autres zones inondables**,
 - **préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues, pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval** ; ceci amène à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion de crue,
 - sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées, c'est-à-dire éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés ;
- **la circulaire du 2 février 1994** relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables ;
- **la circulaire n°94-56 du 19 juillet 1994** relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles ;
- **la circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondable. Elle reprend les principes de celle du 24 janvier 1994 pour la réglementation des constructions nouvelles et précise les règles applicables aux constructions existantes. Elle institue le principe des plus hautes eaux connues (PHEC) comme crues de référence et définit la notion de « centre urbain » ;
- **la circulaire du 30 avril 2002** relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;
- **la circulaire du 1^{er} octobre 2002** relative aux plans de prévention des inondations ;

- **la circulaire du 3 juillet 2007** relative à la consultation des acteurs, à la concertation avec la population et à l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles.

Au regard des textes précités, un PPRN a pour objectifs principaux :

- **d'assurer la sécurité des personnes et des biens**, en tenant compte des phénomènes naturels, et de permettre le développement durable des territoires en assurant une sécurité maximum des personnes et un très bon niveau de sécurité des biens,
- **d'analyser les risques sur un territoire donné** et d'en déduire une doctrine pour les zones exposées, en privilégiant le développement sur les zones exemptes de risques, et en définissant des prescriptions en matière d'urbanisme, de construction et de gestion des zones à risques,
- **de préserver les champs d'expansion de crues.**

Dans un premier temps, la zone soumise au risque inondation est déterminée, en détaillant l'importance du phénomène en fonction des connaissances hydrauliques, ainsi que la probabilité d'occurrence du phénomène naturel étudié.

L'examen de ces paramètres permet donc de définir **l'aléa** par la détermination des secteurs susceptibles d'être inondés et pour lesquels vont s'appliquer les prescriptions du PPR.

Notons qu'en termes d'inondation, l'aléa de référence correspond à un événement d'une période de retour choisie pour se prémunir d'un phénomène. En termes d'aménagement, la circulaire du 24 janvier 1994 relative aux implantations en zone inondable précise que **l'événement de référence à retenir pour le zonage est défini comme la plus haute crue historique connue. Toutefois, si celle-ci présente une période de retour inférieure à cent ans, c'est la crue centennale qui sera retenue.**

Ce choix répond d'une part à la volonté de se référer à des événements qui se sont déjà produits, qui sont donc incontestables et susceptibles de se reproduire à nouveau, d'autre part, de privilégier la mise en sécurité de la population en retenant des crues de fréquences exceptionnelles.

Dans un second temps, la méthodologie utilisée permet de connaître l'occupation des sols dans cette zone inondable, surtout en termes d'éléments vulnérables, à savoir les biens et activités situés dans les secteurs soumis à l'aléa. Cette préoccupation aboutit à la définition **des enjeux** sur l'ensemble du territoire.

Le PPR ayant pour vocation de prévenir le risque, il veillera également à définir les règles visant à réduire les risques en cherchant à diminuer la vulnérabilité des biens présents et à venir situés dans une zone d'aléa, ainsi que les activités polluantes susceptibles, lors d'une crue, de porter atteinte à l'environnement et à la qualité des eaux.

Ce document vise à une réduction des risques en diminuant la sensibilité des enjeux exposés sur le secteur d'étude considéré. En aucun cas, il ne vise à la diminution de l'aléa (ampleur de la crue), mais il contribue à ne pas l'aggraver en préservant des zones pour l'expansion des crues.

Le risque est la résultante d'enjeux soumis à l'aléa.

C'est donc à partir de la carte d'aléa, et en ayant connaissance des enjeux existants et futurs, que peut être établi **le document réglementaire du PPR**, qui est constitué :

- de cette **note de présentation**,
- du **zonage réglementaire** qui présente le territoire communal en trois zones principales :
 - une zone pour laquelle aucun risque n'a été retenu, figurée en blanc,
 - une zone pour laquelle sera autorisée la poursuite de l'urbanisation sous certaines conditions, figurée en bleue,
 - une zone pour laquelle sera appliqué un principe d'inconstructibilité, figurée en rouge,
- du **règlement** qui s'applique au zonage réglementaire défini ci-dessus.

Ces documents réglementaires peuvent éventuellement être accompagnés de cartes ou annexes présentant plus en détail le travail réalisé.

1.1.4. LES RAISONS DE LA MISE EN OEUVRE DU PPR

Les raisons pour lesquelles les services de l'État ont engagé une procédure d'élaboration d'un PPR sur la commune de Chalais sont les suivantes :

- La Tude autour et dans le centre de la commune de Chalais présente des débordements relativement fréquents qu'il convient de prendre en compte dans l'aménagement de ce territoire qui c'est déjà beaucoup étendu dans la zone inondable potentielle,
- les enjeux humains touchés par les inondations sont importants sur ce territoire et surtout sur les parties urbanisées basses de la commune,
- les enjeux économiques touchés ou perturbés sont également conséquents comme l'ont montré les dernières inondations qui ont touché notamment le centre commercial le plus important de la commune,
- par ailleurs, le risque inondation sur ce territoire est actuellement identifié par les Atlas de la Tude et de la Viveronne mais ces documents ont été établis en mettant en œuvre des méthodes globales ne pouvant donner une précision compatible avec la gestion des parcelles dans des zones à enjeux de développement urbain ou économique forts. Il convient donc de préciser l'ampleur de l'aléa à attendre dans ces secteurs et d'identifier parallèlement les enjeux de développement envisagés par les élus dans ces zones.

Les études ont porté sur une emprise totale de la vallée au droit du territoire communal.

Dans le cadre de :

- la concertation avec la population, la population de la commune a été associée lors de la tenue d'une réunion publique,
- l'association des collectivités territoriales et des personnes publiques associées s'est faite lors de différentes réunions plénières qui se sont tenues tout au long de l'étude.

1.2.MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU PPR

L'élaboration des documents, couplée avec une concertation permanente entre le maître d'ouvrage, le bureau d'études, le syndicat de rivière et la municipalité, s'est déroulée en plusieurs étapes présentées aux chapitres suivants, à savoir :

- **l'analyse des documents actuels gérant le risque sur ces territoires,**
- **la définition de l'événement de référence et des aléas,**
- **l'évaluation des enjeux,**
- **l'élaboration du zonage et d'un règlement.**

Dans le cadre de cette élaboration, un partenariat a été établi entre les différents acteurs concernés (élus locaux, syndicat de la vallée de la Tude, services de l'État, bureau d'études, ...), afin d'organiser une coopération, un dialogue, et une réflexion partagée à tous les stades d'élaboration de ce PPR.

Ainsi, plusieurs réunions (plénières ou bilatérales) d'association, de concertation et de présentation ont été organisées. Ces réunions ainsi que le détail de l'ensemble des éléments de concertation mis en œuvre font l'objet du document spécifique séparé intitulé « **Bilan de la concertation** ».

1.3.PRÉSENTATION DES BASSINS VERSANTS

➡ LA TUDE

La Tude est un affluent de la rive droite de la Dronne à Médillac. Tout comme la Dronne, elle fait partie du **bassin versant de la Dordogne**. La Tude, d'une longueur totale d'environ 50 km, prend sa source dans la commune de Juillaguet, en Charente, à une altitude de 140 m NGF(IGN69) environ et se jette dans la Dronne à une altitude de 25 m NGF environ. La pente moyenne de son cours principal est donc de 2,3%.

Son bassin versant total (à sa confluence avec la Dronne) a une superficie de 325 km² alors que cette superficie à la confluence de la Viveronne n'est que de 217 km². La Viveronne, qui conflue avec la Tude en aval immédiat du centre ville de Chalais, présente un bassin versant total de 49 km².

En aval de la commune, le long de la limite communale, un dernier affluent important du bassin, conflue en rive droite avec la Tude pour former sa superficie que l'on retrouve à la station hydrométrique de Médillac (BV = 318km²).

Son bassin versant est essentiellement rural avec une occupation agricole et d'élevage et le centre ville de Chalais est le principal secteur urbanisé de cette zone.

2.ÉLABORATION TECHNIQUE DU PPR SUR LE SECTEUR D'ÉTUDE

2.1.HYDROLOGIE

2.1.1.DONNÉES HYDROMÉTRIQUES

Une station de mesures de débits, dont les données sont disponibles sur la Banque Hydro, est implantée le long de la Tude. C'est la station de Médillac (code Hydro : P8394310) qui est située juste en amont de la confluence de la Tude avec la Dronne. Le bassin versant à la confluence a une superficie de 325 km² et celui à la station de 318 km².

Le tableau suivant regroupe les informations disponibles directement sur la Banque Hydro.

Tabl. 1 - La Tude à Médillac (source Banque HYDRO)

	Q ₁₀ (m ³ /s)	Q ₂₀ (m ³ /s)	Q ₅₀ (m ³ /s)	Q ₁₀₀ (m ³ /s)
La Tude à Médillac (Pont des Corps)	54 [47-65]	64 [56-79]	78 [67-96]	--

Précisons que ces ajustements sont effectués sur les données disponibles dans la base de données de la banque HYDRO. A noter que la période d'enregistrements des données (1969 à 2015) est trop courte pour qu'un débit centennal soit estimé.

Les débits maximaux enregistrés annuels disponibles sur la rivière sont disponibles dans la banque Hydro ; le débit instantané maximal recensé par la station est celui du 1^{er} avril 1986 où le débit enregistré a atteint une valeur de 66 m³/s, seul enregistrement sur la période où la valeur a été supérieure à 60 m³/s. La crue correspond à une crue ayant une période de retour de 20 ans environ.

Comme la rivière est jaugée les données de la station de la Tude à Médillac n'ont pas besoin d'être comparées à celles situées aux alentours car la station retranscrit correctement le régime hydrologique de la Tude.

Par ailleurs les méthodes classiques de détermination du débit décennal (Socose, Crupedix,...) ne s'appliquent pas forcément pour des bassins versants de telles superficies et nous resterons donc sur l'analyse des données à la station.

Ainsi, au final et en fonction des données disponibles, nous retiendrons comme débit décennal à la station de Médillac une valeur de 54m³/s.

2.1.2. DÉTERMINATION DU DÉBIT CENTENNAL À LA STATION HYDROMÉTRIQUE

Le débit centennal va être estimé de deux manières différentes :

- Par application d'un coefficient multiplicateur adapté à la zone d'étude,
- Par extrapolation des valeurs à l'aide de la loi de Gumbel.

2.1.2.1. APPLICATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

Le débit de la crue centennale peut-être estimé à partir de la valeur du débit décennal par application d'un coefficient multiplicateur adapté à la zone d'étude. Ce coefficient est compris généralement entre 1,5 et 2 et dépend des conditions géomorphologiques des bassins versants. Pour le secteur de la Charente, nous retenons habituellement la valeur également choisie dans la précédente étude (faite en mars 2004 par SOGREAH) de 1,8.

On trouve alors un débit centennal de 97 [compris entre 85 et 117] m³/s à la station de la Tude à Médillac.

2.1.2.2. EXTRAPOLATION DE LA LOI DE GUMBEL

Avec les valeurs des débits maximaux instantanées décennal, vicennal, cinquantenal estimés à la station hydrométrique (cf. paragraphe précédent), il est également possible de prolonger la droite d'ajustement afin d'obtenir une valeur pour le débit centennal.

Par prolongement de la droite de Gumbel (droite d'ajustement donnée par la banque Hydro) il est ainsi identifié un débit centennal de 90 m³/s à la station de la Tude à Médillac.

Par mesure de sécurité, et comme les valeurs sont très proches, nous retiendrons la valeur de crue centennale la plus élevée, celle obtenue par application du coefficient multiplicateur, soit 97 m³/s.

2.1.3. APPLICATION DES RÉSULTATS AU SECTEUR D'ÉTUDE COMPLET

Pour tenir compte de l'apport des différents affluents de la Tude et de la superficie du bassin versant qui varie sur la traversée du territoire communal, 3 points de référence pour l'identification des débits de référence ont été définis pour calculer les débits de crue utiles à notre future modélisation sur la commune de Chalais :

- ✓ 1 sur la Tude 500m en amont du centre ville (BV de 217 km²),
- ✓ 1 sur la Viveronne en amont immédiat du pont de la D20 (BV de 49 km²),
- ✓ 1 sur la Tude en amont immédiat de la confluence avec l'Argentonne (Pont du Pirouat) (BV de 278 km²).

Pour extrapoler les données de la station hydrométrique, et pour définir le débit décennal en ces trois points, nous avons appliqué la formule de Myers pour les 3 sites de référence :
 $Q_1 = (S_1/S_2)^{0.75} \times Q_2$

La détermination du débits centennal est ensuite obtenue par application du coefficient multiplicateur adapté à la zone d'études (1.8.)

Tabl. 2 - Détermination des débits sur la zone d'étude

	Superficie BV	Q ₁₀	Q ₁₀₀ = 1.8 x Q ₁₀
La Tude en amont de Chalais	217 km ²	41 m³/s	74 m³/s
La Tude en amont du pont de Pirouat	278 km ²	48 m³/s	86 m³/s
La Viveronne en amont de la confluence	49 km ²	13 m³/s	24 m³/s

2.1.4. CONCOMITANCE DES DÉBITS DE LA VIVERONNE ET DE LA TUDE

Les bassins versants de ces 2 rivières étant fortement différents en terme de pente et de superficie au niveau de leur confluence, les valeurs Q₁₀ et Q₁₀₀ identifiées ci avant pour la Viveronne ne pourront pas s'appliquer en concomitance avec les débits maximaux de la Tude. Pour la simulation de la crue de référence de la Tude, le débit concomitant de la Viveronne sera donc pris égal à 12 m³/s (phase de décrue de la Viveronne) afin que les débits identifiés sur la Tude soient conservés (74 m³/s + 12 m³/s).

Par contre, pour la simulation de la crue de la Viveronne, nous considérerons que, lors du maximum du débit de la Viveronne, la crue de la Tude n'a pas encore atteint son maximum et le calcul se fera avec un débit de 62 m³/s sur la Tude ; cette valeur permet ainsi dans la simulation de conserver le débit centennal en aval de la confluence des 2 rivières.

2.2. DÉFINITION DE L'ÉVÉNEMENT DE RÉFÉRENCE

En fonction des données hydrologiques obtenues précédemment, et des prescriptions de l'État dans le cadre de ces dossiers, l'événement de référence qui permettra de définir l'aléa a été retenu. Les prescriptions de l'État précisent qu'il faut retenir l'événement historique le plus important, si celui-ci est au moins de période de retour 100 ans.

La plus forte crue connue ou tout au moins suffisamment répertoriée à Chalais n'étant que de période de retour de 20 ans environ, il a été retenu, dans le cadre de ce document, la crue centennale comme étant la crue de référence pour établir la cartographie des aléas de ce PPR. Cette crue présente une valeur de $74 \text{ m}^3/\text{s}$ au centre de Chalais et de $86 \text{ m}^3/\text{s}$ en aval de la commune.

Cette crue a été identifiée par une simulation des écoulements de la vallée, calée sur la description de la crue de 1986, et qui est décrite ci-après.

2.3. RECHERCHE ET IDENTIFICATIONS D'INFORMATIONS DE CRUES

Dans le cadre de l'analyse, Artelia a engagé, au début de la prestation, une recherche d'informations sur le déroulement des crues historiques dans la zone d'étude. Cette recherche vient compléter et préciser une première recherche engagée en 2004 pour l'étude sur l'ensemble du linéaire. Au final, 26 informations ont été recensées sur les hauteurs de différentes crues (surtout 2012 et 1986 qui sont 2 crues similaires en terme de niveau maximal) atteintes en plusieurs points de la zone d'étude ; il est à noter que 2 informations ont été recensées sur la crue de 1944 et que celles-ci montrent que cette crue était supérieure aux crues plus récentes mais cette crue ne peut être caractérisée en terme de débits car aucune station limnimétrique n'était en service à cette époque.

Les informations sur les laisses de crues ont été répertoriées dans des fiches objet de l'annexe 2 et sont également reportées en situation sur la carte de la figure 2.

Ces informations vont servir pour caler ensuite la modélisation.

2.4. DÉFINITION DE L'ALÉA

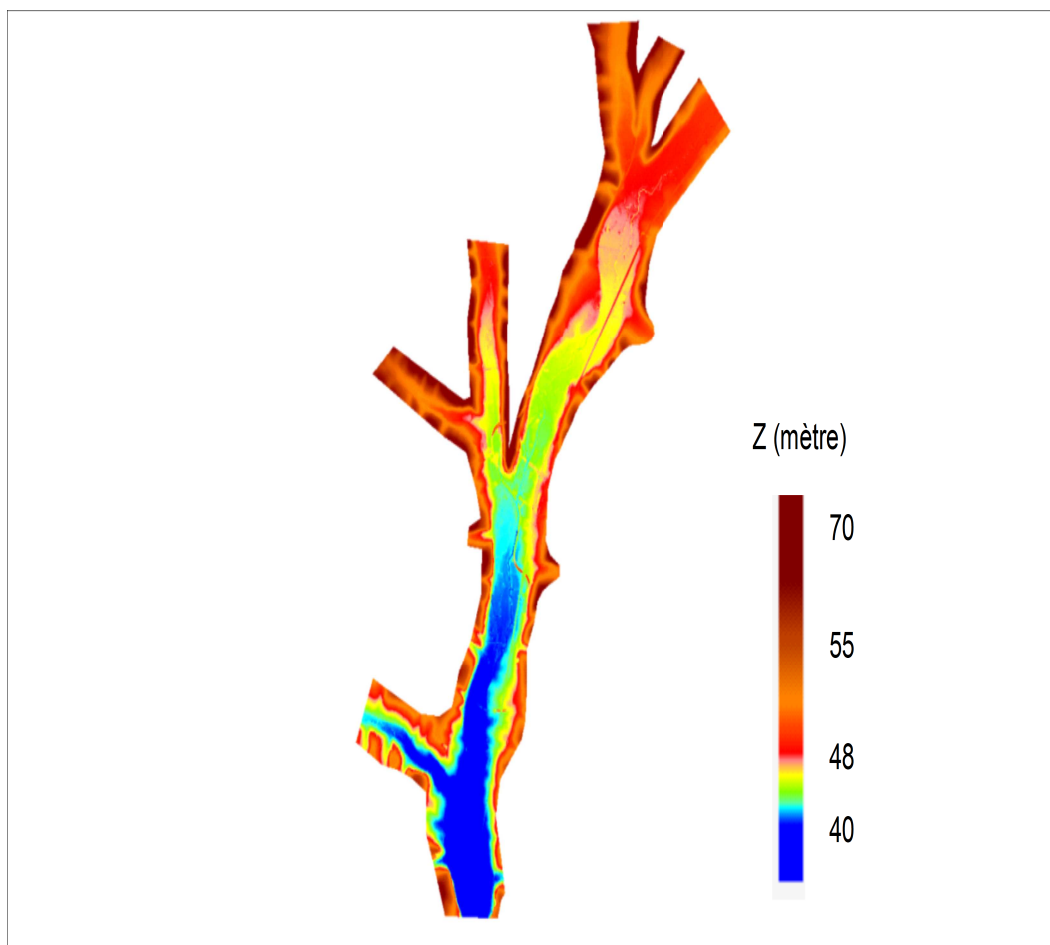
2.4.1. LEVÉS TOPOGRAPHIQUES ET BATHYMÉTRIQUES RÉALISÉS POUR L'ÉTUDE

2.4.1.1. DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DU LIT MAJEUR (LEVÉ LIDAR)

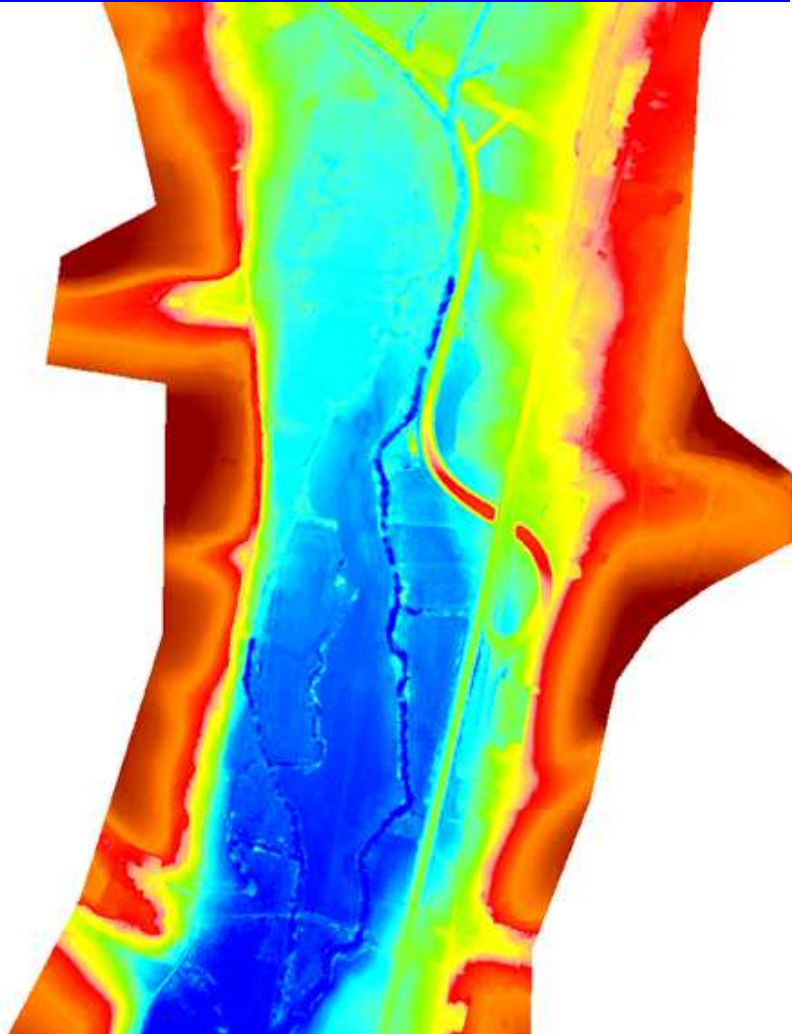
Une campagne de levé de télédétection par laser (LIDAR) a été demandée par Artelia à la société FIT conseil et a donc été réalisée spécifiquement pour les besoins de cette étude de PPR.

Ce levé LIDAR (cf présentation de l'ensemble sur la figure suivante) possède de très nombreux avantages par rapport aux autres données topographiques pouvant être recueillies ou déjà disponibles :

- levé récent représentatif de la configuration actuelle de la zone d'étude,
- grande précision spatiale et altimétrique :
 - densité spatiale de restitution : $4 \text{ point}/\text{m}^2$,
 - précision altimétrique du levé : 10 cm,
- couverture spatiale dense, uniforme et homogène du secteur d'étude.



La figure suivante fournit un exemple de rendu, après traitement et montre la finesse du levé topographique réalisé. Les principaux éléments structurants (route /seuil/ lit mineur) ressortent en effet du levé réalisé sur le secteur de la Tude en aval du centre urbain (secteur du seuil de Velgor).



Nous possédons avec ce levé spécifique que nous avons engagé une dense et précise du li majeur qui va nous servir pour l'élaboration du modèle mais également pour la cartographie finale des paramètres de la crue de référence du PPR.

2.4.1.2. DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DU LIT MINEUR

Parallèlement au levé LIDAR et pour caractériser finement le lit mineur et l'ensemble des ouvrages présents sur les linéaires d'études, un travail de relevé topographique terrestre a été réalisé.

L'ensemble des travaux terrestres a été réalisé par la société S.G.E.A. (en septembre 2015), basée à Aire-sur-Adour (40), qui intervient régulièrement pour Artélia depuis plus de 15 ans pour ce type de prestation. Sa connaissance des problématiques hydrauliques et de la finalité d'utilisation de son travail (pour la modélisation notamment) permettent d'arriver à une qualité d'acquisition en parfaite adéquation avec les nécessités réelles de nos hydrauliciens.

Notons que l'ensemble de la topographie réalisée a été livré selon les caractéristiques suivantes :

- projection : Lambert 93
- système de référence altimétrique : IGN69,
- la précision des points mesurés est une précision centimétrique.

Au total, ont été relevés :

- 14 profils du lit mineur de la Tude, en amont de Chalais,
- 5 profils du lit mineur de la Tude en aval de Chalais, après sa confluence avec la Viveronne,
- les sections hydrauliques et les caractéristiques de l'ensemble des ouvrages hydrauliques principaux présents sur le secteur d'étude (sur la Tude et la Viveronne).

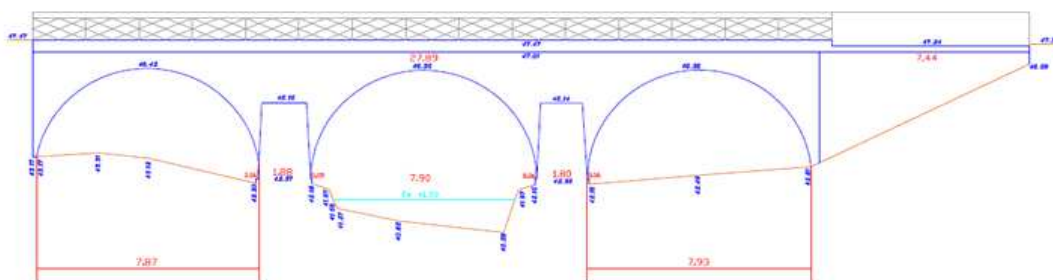
L'ensemble de la topographie, réalisée par la société SGEA en septembre 2015, a fait l'objet d'un rendu sous forme de profil en travers.

Les figures situées page suivante permettent de mettre en avant la précision du rendu et les éléments recueillis :

- Précision centimétrique,
- Pour chaque profil bathymétrique :
 - nivellement du fond,
 - sommet des berges,
 - niveau d'eau lors du levé (niveau daté),
- Pour chaque ouvrage,
 - nivellement du radier,
 - nivellement du tablier,
 - schéma présentant les caractéristiques de l'ouvrage
 - niveau d'eau lors du levé (niveau daté),

La figure suivante présente un exemple de rendus de ces levés

OH34



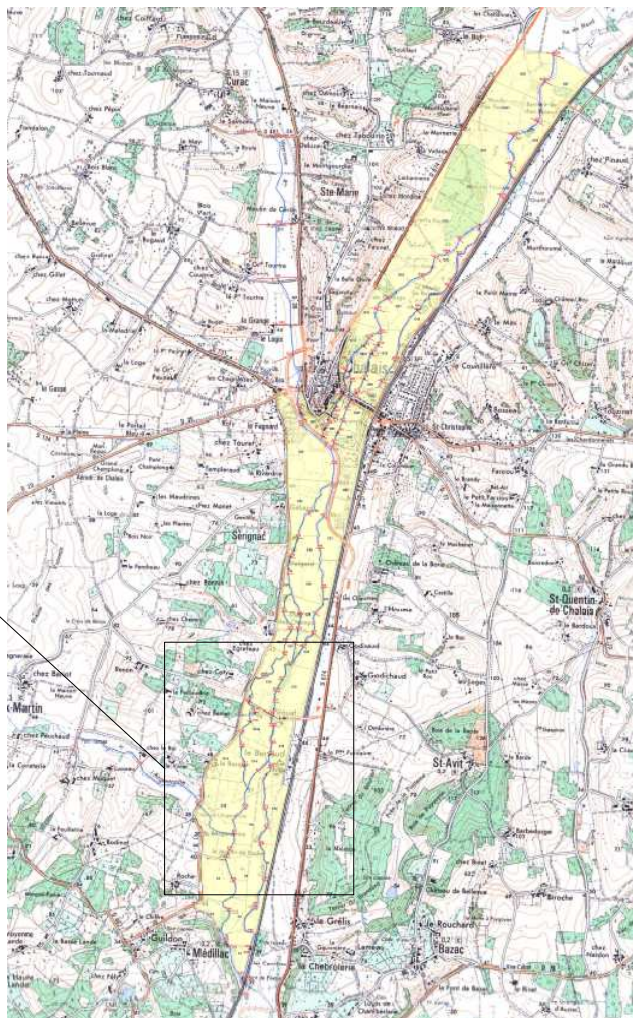
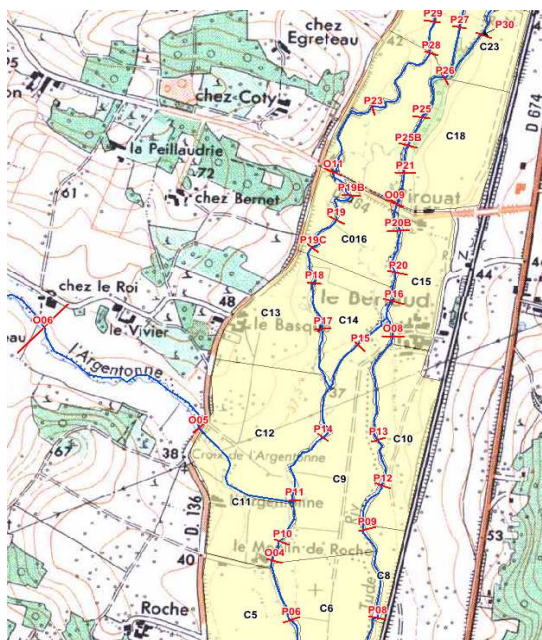
2.4.2. MODÉLISATION DES ÉCOULEMENTS DE CRUE DE LA TUDE ET DE LA VIVERONNE

2.4.2.1. MONTAGE DU MODÈLE

Le code de calcul utilisé pour simuler les écoulements de crue de ces cours d'eau est CARIMA, qui permet la simulation d'écoulement monodirectionnel maillé avec casier. Ainsi, le maillage des cours d'eau sur le secteur d'étude est représenté au plus proche de la réalité, et les lits majeurs sont définis sous la forme de casiers en liaison entre eux et avec les lits mineurs.

L'ensemble des écoulements est donc représentés dans ce modèle numérique, ce qui permet, par la suite, de simuler l'événement historique pour le calage du modèle, puis l'événement de référence permettant de définir les aléas.

Le schéma du modèle est présenté sur le plan suivant où figurent les principaux points de calcul, ainsi que les ouvrages hydrauliques (ponts, vannes...) pris en compte dans la modélisation.

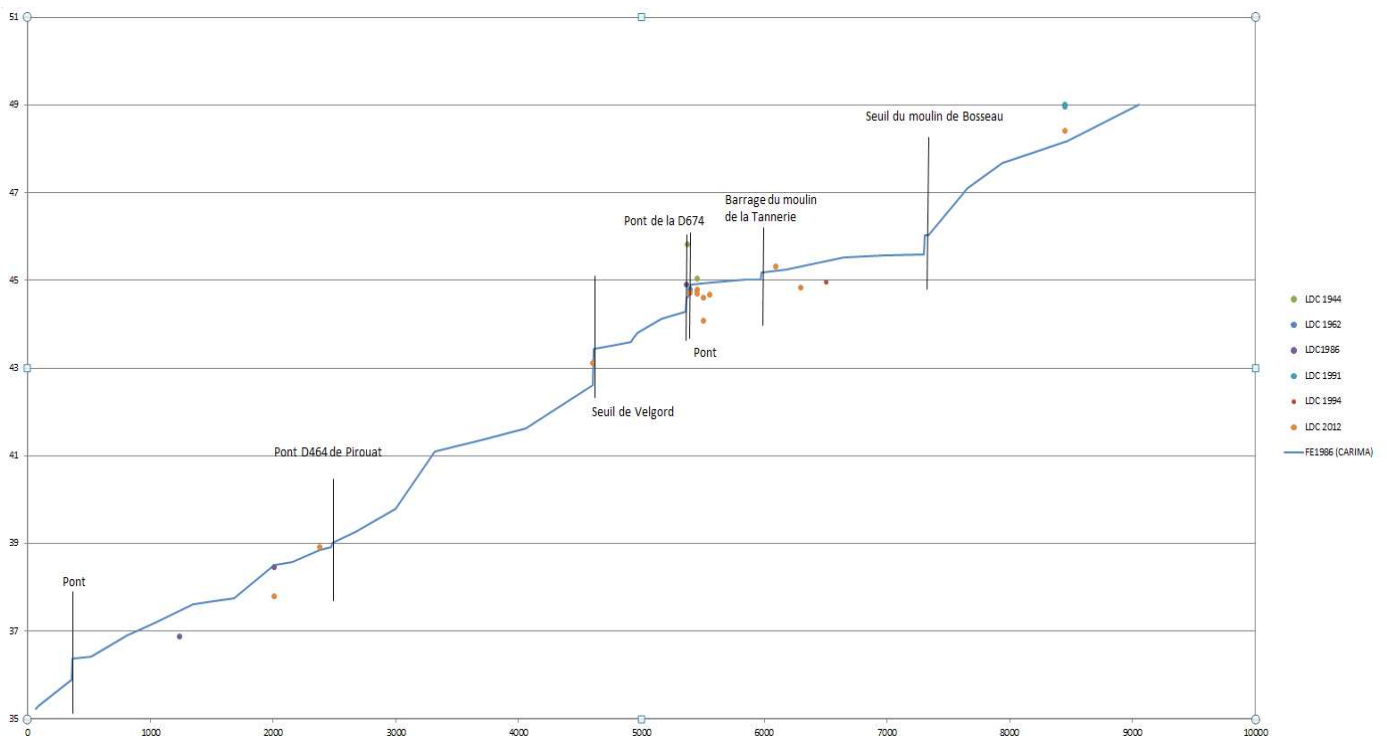


On peut remarquer que la zone de définition du modèle est plus grande que la zone d'étude identifiée. Ceci s'explique par le fait que les résultats de la partie aval dépendent de la condition limite aval imposée. Ainsi, en définissant le modèle plus en aval de la zone d'étude, on s'affranchit de cette influence sur la zone d'étude.

2.4.2.2.CALAGE DU MODÈLE

Le modèle a été calé en se basant sur les données des crues de 1986 et 2012 qui ont présenté une ligne d'eau similaire sur le secteur d'étude et des hauteurs d'eau connues par témoignages et laisses de crues.

À partir de ces données, le modèle a pu être calé en ajustant les coefficients de rugosité, tout en les maintenant dans des valeurs réalistes. Le résultat de ce calage est présenté ci-dessous, sous la forme d'un profil en long de la Tude.



Pour la partie Viveronne, les débits de la crue de 1986 n'étant pas appréciables avec les données disponibles, le calage a été réalisé en prenant des coefficients de rugosité similaires à ceux de la Tude et nous vérifierons au final que la crue de référence centennale passe bien au dessus de la seule valeur disponible sur le linéaire en amont de la RD20.

On remarque que les résultats de la modélisation de la Tude correspondent bien aux laisses de crues relevées sur l'ensemble de la zone d'étude pour cette crue.

Au vu des résultats, le calage du modèle a donc été validé. Il est donc possible de procéder à la simulation de l'événement de référence.

2.4.2.3.CALCUL DE L'ÉVÉNEMENT DE RÉFÉRENCE

Les conditions hydrologiques de la Tude et de la Viveronne sont trop différentes pour que les deux rivières aient leurs pointes de crue en même temps au niveau de la commune de Chalais (Cf.paragraphe précédent) Deux simulations doivent alors être faites :

- Une simulation pour la Tude avec un débit centennal de cette rivière (couplé à un débit inférieur à un centennal sur la Viveronne) pour déterminer l'emprise maximale de la crue dans le lit majeur de la Tude,

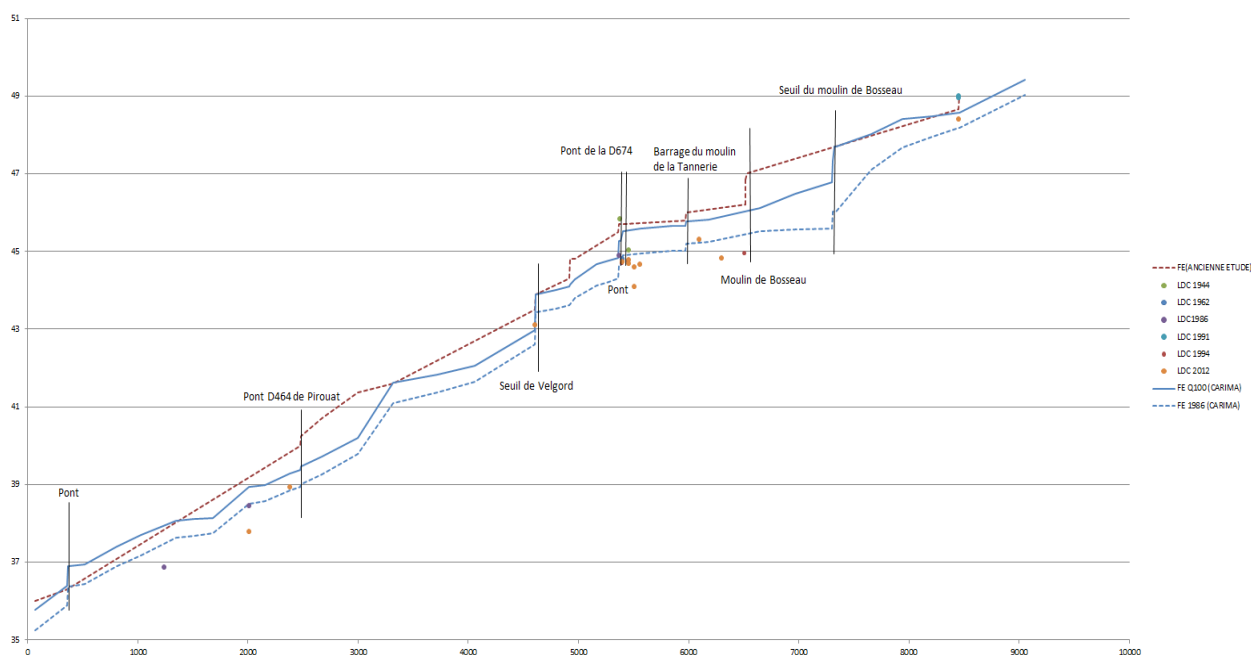
- Une simulation pour la Viveronne avec un débit centennal de cette rivière (couplé à un débit inférieur à un centennal sur la Tude) pour déterminer l'emprise maximale de la crue dans le lit majeur de la Viveronne.

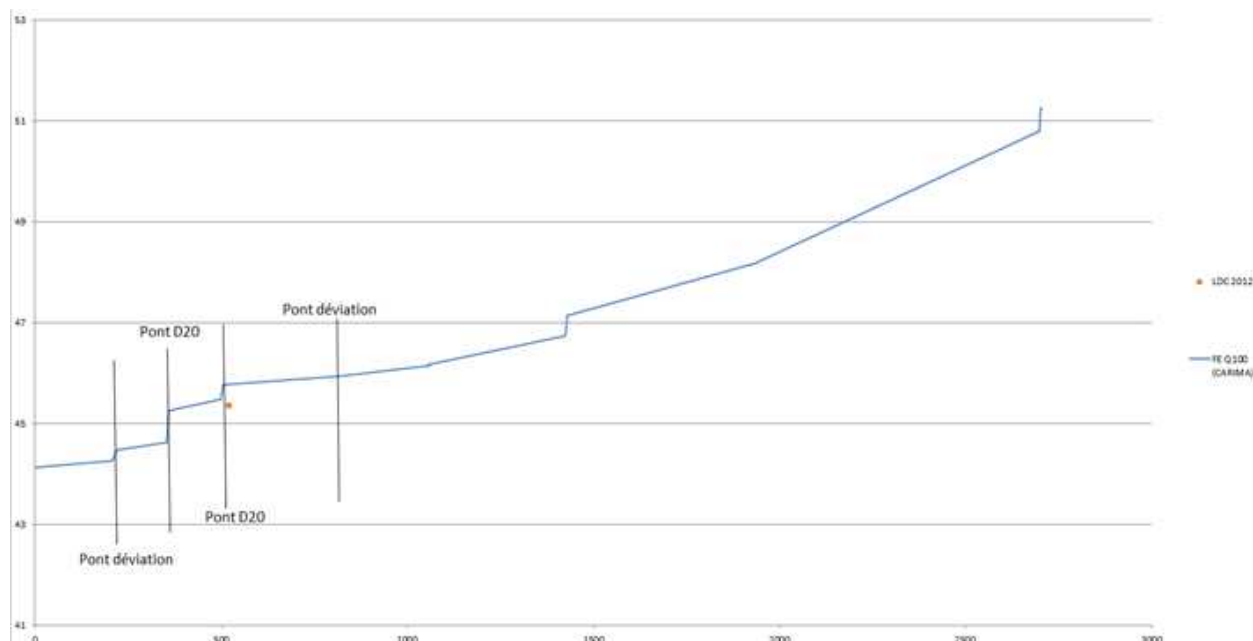
En phase précédente, l'étude hydrologique a montré que le débit retenu à la station de Médillac pour la crue centennale était de 97 m³/s. Comme pour le calage, on applique la formule de Myers pour déterminer les débits à imposer aux différentes conditions limites du modèle. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Tude en amont de Chalais	Viveronne	Tude à sa confluence avec la Viveronne	L'Argentonne	Tude à la station de Médillac
BV	217 km ²	49 km ²	278 km ²	--	318 km ²
Simulation 1 : Crue centennale de la Tude	74 m ³ /s	12 m ³ /s	86 m ³ /s	11 m ³ /s	97 m ³ /s
Simulation 2 : Crue centennale de la Viveronne	62 m ³ /s	24 m ³ /s	86 m ³ /s	11 m ³ /s	97 m ³ /s

A l'aval on impose une cote de fil d'eau à 35.50 m NGF, cote légèrement supérieure à celle identifiée sur la Tude lors de la crue de 1986 ; par ailleurs, comme la limite aval du modèle est loin de la limite aval de la commune, la modélisation sur le secteur d'étude n'est pas influencée par une légère imprécision de cette cote.

Les figures ci-dessous correspondent au profil en long de la Tude puis de la Viveronne pour un événement de crue centennale.





2.5.CARTOGRAPHIE DES ALÉAS

2.5.1.CARTE DES HAUTEURS D'EAU

À partir des résultats du modèle (cf. paragraphe précédent), nous avons élaboré, sur le territoire complet de la commune, la carte des hauteurs d'eau au 1/5 000^{ème} sur fond cadastral. Cette carte a été produite et fournie aux élus dans le cadre de la concertation.

Sur cette carte, apparaissent :

- la limite de la zone inondable pour l'événement de référence centennal,
- la limite des zones de hauteurs d'eau supérieures à 0,5 m,
- la limite des zones de hauteurs d'eau supérieures à 1 m,
- la zone où les hauteurs d'eau sont comprises entre 0 et 0,5 m,
- la zone où les hauteurs d'eau sont comprises entre 0,5 et 1 m,
- la zone où les hauteurs d'eau sont supérieures à 1 m,
- les isocotes et cotes maximales de la crue de référence en différents points de la zone d'étude.

2.5.2. CARTE DES VITESSES D'ÉCOULEMENT

À partir des résultats de la modélisation, nous avons également élaboré la carte des vitesses d'écoulement au 1/5 000^{ème} sur fond cadastral. Cette carte a également été produite et fournie aux élus dans le cadre de la concertation.

Sur cette figure, apparaissent :

- la limite des zones de vitesses supérieures à 0,2 m/s,
- la limite des zones de vitesses supérieures à 0,5 m/s,
- les zones où les vitesses d'écoulement sont comprises entre 0 et 0,2 m/s,
- les zones où les vitesses d'écoulement sont comprises entre 0,2 et 0,5 m/s,
- les zones où les vitesses d'écoulement sont supérieures à 0,5 m/s.

2.5.3. CARTE DES ALÉAS POUR LA CRUE DE RÉFÉRENCE

À partir des informations présentées dans les cartes précédentes (cartes des hauteurs d'eau et des vitesses), nous avons élaboré un croisement de ces deux paramètres physiques, permettant d'aboutir à la carte des aléas sur ces secteurs modélisés.

Le croisement adopté pour réaliser cette cartographie est présenté dans le tableau suivant, définissant au final 3 classes d'aléas retenus et cartographiés (cf. carte A de la commune à l'échelle du 1 / 5 000^{ème}).

QUALIFICATION DE L'ALÉA :

	Hauteur d'eau (m)	
Vitesse d'écoulement (m/s)	0 – 1	> 1
0 – 0,2	Faible	Fort
0,2 – 0,5	Moyen	Fort
> 0,5	Fort	Fort

Ces différentes classes d'aléas ont été représentées sur les cartes où sont donc situées :

- les limites de la zone inondable,
- les isocotes et cotes maximales de la crue de référence,
- les zones soumises à un aléa faible,
- les zones soumises à un aléa moyen,
- les zones soumises à un aléa fort.

2.6.L'ANALYSE DES ENJEUX

2.6.1.MÉTHODOLOGIE

Une des préoccupations essentielles dans l'élaboration du projet de PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone à risque.

Cette démarche a pour objectifs :

- a) l'identification d'un point de vue qualitatif des enjeux existants et futurs,
- b) l'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui seront définies ensuite dans le document réglementaire.

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux a été obtenu par :

- visite sur le terrain,
- enquête auprès des élus de la commune, portant sur les éléments suivants situés en zone inondable :
 - l'identification de la nature et de l'occupation du sol,
 - l'analyse du contexte humain et économique,
 - l'analyse des équipements publics et voies de desserte et de communication,

Les enjeux humains et socio-économiques des crues ne sont analysés qu'à l'intérieur de l'enveloppe maximale des secteurs potentiellement inondés.

La prise en compte des enjeux amène à différencier dans la zone d'étude :

- les secteurs urbains, vulnérables en raison des enjeux humains et économiques qu'ils représentent ; il s'agit d'enjeux majeurs,
- les autres espaces qui eux contribuent à l'expansion des crues par l'importance de leur étendue et leur intérêt environnemental ; il s'agit des espaces agricoles, des plans d'eaux et cours d'eau et des espaces boisés.

L'analyse des enjeux est présentée ici pour l'ensemble de la commune et fait également l'objet d'une figure spécifique (figure E).

2.6.2.PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Cette notice a été établie après contact direct entre ARTELIA et la commune.

2.6.2.1.HABITAT

Une grande partie de la zone inondable est constituée de prairies. Néanmoins, la partie centre ville étant particulièrement touchée par une crue de l'importance de la crue de référence, on dénombre un nombre total de **230 personnes vivant en zone inondable** ; la plupart de ces habitants sont situés en centre ville mais l'on trouve également 4 personnes à Les Chaintres et 4 autres au moulin de Velgord.

Ce nombre de personnes a été déterminé de façon la plus précise possible par les élus mais ne peut, en centre ville dense, être prise de manière complètement exhaustive.

2.6.2.2.ACTIVITÉS

Les emplois se trouvant en zone inondable sont principalement situés au centre ville en amont du pont et ,sur ce secteur on dénombre environ **190 emplois impactés** par l'inondation de référence dont 110 salariés répartis dans 25 petites entreprises, 30 pour le magasin de bricolage et 50 pour le supermarché.

Par ailleurs, une entreprise de 4 salariés est touchée à Les Chaintres, deux comptant 8 salariés en tout sont touchées à Velgord et une exploitation agricole avec deux personnes est impactée au Moulin de Bosseau.

2.6.2.3.ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)

Les principaux ERP (hors équipement sportifs) situés en zone inondable sont la gendarmerie (6 gendarmes + 20 habitants), le centre social avec 4 personnes, la Poste avec 10 employés et la maison départementale des solidarités avec également 10 personnes environ.

2.6.2.4.TOURISME, SPORT ET LOISIRS

2 zones distinctes présentent des structures liées au sport et loisirs :

- la zone sud en bord de la Viveronne avec 1 terrain de football et de pétanque avec local , vestiaire et club-housse,
- la zone du centre en amont du pont de la Bodéga avec le skate Park et le Gymnase.

2.6.2.5.VOIES DE COMMUNICATION IMPACTÉES

Différentes routes départementales ou communales sont coupées pour une crue de référence telle que celle identifiée dans ce document. Ainsi, la D674 et la D40 seront coupées mais également les rues de Barbezieux, de la Tude, d'Angoulême et l'avenue de la Gare pour les principales d'entre elles.

2.6.2.6.LES PROJETS

Des projets à court ou moyen terme ont été présentés par la municipalité lors de la rencontre spécifique à la définition des enjeux.

La liste présentée ci-après ne préjuge pas de l'autorisation et la réalisation future de ces projets ; en effet, la prise en compte des textes officiels régissant les PPR ne permettra peut-être pas à l'État de valider l'ensemble des projets en les autorisant dans le cadre du PPR.

Citons ici les projets qui nous ont été présentés dans le cadre de notre rencontre tenue fin juin 2016 :

- x sur la place du « Près de Lamballerie », projet de réhabilitation de l'ancienne caserne des pompiers en marché couvert et lieux ouvert pour des concerts ; ce projet a déjà été accepté par les services instructeurs,
- x Projet de création d'une aire de jeux pour enfants près de la Poste,
- x projet de connexion douce entre la poste et la Gare,
- x création d'une piste cyclable pour sécuriser l'accès vélo au terrain de football,
- x création, au sud du tennis-club, d'une structure semi-fixe sur 4 piliers permanents pour disposer d'une scène couverte et de possibilités de gérer des stands avec cuisine lors de manifestations culturelles ou sportives exceptionnelles et ponctuelles.

2.6.2.7.GESTION DU TERRITOIRE : LE DOCUMENT D'URBANISME

Les PPR instaurent des servitudes qui sont annexées aux PLU ou aux POS, sans qu'il y ait pour autant obligation stricte de révision des documents d'urbanisme.

La commune de Chalais dispose d'un POS qui est en cours de révision en PLU.

Ainsi, la mise à jour de ce document, nécessaire après approbation du PPR, sera faite en intégrant dans les réflexions en cours les nouvelles contraintes du PPR.

3. ZONAGE ET PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, les actions de prévention prévues par un P.P.R. s'appliquent non seulement aux biens et activités, mais aussi à toute autre occupation et utilisation des sols, qu'elle soit directement exposée, ou de nature à modifier ou à aggraver les risques.

Ainsi, le P.P.R. peut réglementer, à titre préventif, toute occupation ou utilisation physique du sol, qu'elle soit soumise ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration, assurée ou non, permanente ou non.

En conséquence, le P.P.R. s'applique notamment aux :

- bâtiments et constructions de toute nature,
- murs et clôtures,
- terrains de camping et de caravanage,
- équipements de télécommunication et transports d'énergie,
- plantations,
- dépôts de matériaux,
- affouillements et exhaussements du sol,
- carrières,
- aires de stationnement,
- démolitions de toute nature,
- occupations temporaires du sol,
- drainages de toute nature,
- méthodes culturales,
- autres installations et travaux divers.

Les dispositions du P.P.R. prennent en compte les phénomènes physiques connus et leurs conséquences prévisibles sur les occupations du sol présentes et futures, pour la crue de référence qui, sur le secteur, présente une période de retour centennale.

Le zonage réglementaire résulte du croisement des aléas et des enjeux selon le schéma suivant :

Aléas	Enjeux	Zones naturelles	Zones urbanisées (P.A.U. et centre urbain)
Fort		Zone rouge R	Zone rouge R
Moyen			Zone bleue B
Faible			

Ce zonage réglementaire est reporté, à l'échelle du 1/5 000, sur support cadastral fourni par les services de l'État, sur une carte pour l'ensemble de la commune.

- **La zone rouge R**

Elle correspond aux zones d'expansion des crues. Sa vocation première est de permettre un stockage des eaux pour favoriser l'écrêtement de la crue. Elle est indispensable pour éviter l'aggravation des risques, pour organiser la solidarité entre l'amont et l'aval de la rivière et pour préserver les fonctions écologiques des terrains périodiquement inondés. Sur le secteur du centre - ville et en aval, elle doit être encombrée du moins d'obstacles possibles afin de permettre le libre écoulement de l'eau. Il est donc nécessaire de laisser cet espace le plus possible libre de toute construction volumétrique.

Elle comprend donc les espaces ruraux peu urbanisés (champs, bois, terrains agricoles, les espaces verts, les terrains de sports et de loisirs...) **et ceci quel que soit le niveau de l'aléa.**

Cette zone comprend également tous les secteurs urbanisés où l'intensité du phénomène naturel a été identifiée en zone d'aléa fort, c'est-à-dire les secteurs où la hauteur d'eau par rapport à la cote de référence est supérieure à 1,00 m ou les vitesses d'écoulement supérieures à 0,50 m/s.

En effet, l'intensité du phénomène naturel ne permet pas de garantir la sécurité des personnes et des biens (rupture des ancrages ou des fixations destinés à retenir du mobilier, des matériaux, véhicules emportés, effondrement des constructions...).

Les contraintes réglementaires définies dans cette zone visent à éviter toute augmentation des risques sur les biens et les personnes menacés par les crues, à favoriser les échanges hydrauliques vers le sol pour permettre la rétention de volumes d'eau, de ne pas réduire la capacité d'écoulement des rivières concernées et donc de ne pas aggraver les conséquences de l'inondation sur les communes situées en amont.

Cependant, dans certains de ces secteurs est admis un développement mesuré d'activités ou de biens existants et considérés comme stratégiques pour le développement économique ou social. Il s'agit ainsi de pouvoir pérenniser l'existence de ces activités ou biens, tout en tenant compte du risque inondation pour les personnes exposées, par la préconisation de mesures relatives à la réduction de la vulnérabilité (mise hors d'eau des réseaux techniques...), tout en préservant la capacité d'écoulement de l'eau.

Sont par exemple concernés les installations et équipements publics (sans hébergement temporaire ou permanent de personnes) lorsque la collectivité est en capacité d'assurer la sécurité des personnes et des biens, certaines activités soumises ou non à la législation sur les installations classées lorsqu'elles ne détiennent pas de produits toxiques ou polluants susceptibles d'engendrer une pollution des rivières d'affecter gravement la qualité des eaux, la survie aquatique et tous les secteurs situés en aval de la pollution, l'extension limitée de logements existants pour des raisons de confort de vie.

- **La zone bleue B**

Cette zone comprend les secteurs du centre urbain ou des parties actuellement urbanisées où l'intensité du phénomène naturel a été identifiée en zone d'aléa faible ou moyen, c'est-à-dire les secteurs où la hauteur d'eau par rapport à la cote de référence est inférieure ou égale à 1,00 m et les vitesses d'écoulement inférieures à 0,50 m/s,

Dans ces secteurs, le risque a été identifié comme permettant, dans une certaine mesure, la poursuite de l'urbanisation.

Les contraintes réglementaires définies dans cette zone bleue ont pour objectifs :

- la réduction des activités pouvant présenter un risque pour l'environnement et à prévenir les dommages à l'environnement par l'intermédiaire des eaux de la rivière,
- la réduction des risques en interdisant le stockage de biens sensibles ou coûteux dans les niveaux inondés sauf à prendre des dispositions de protection particulières,
- de limiter l'exposition au risque de la population la plus fragile susceptible de rendre son évacuation difficile voire très difficile,
- l'obligation d'intégrer, pour les constructions nouvelles, la connaissance du risque dans les techniques constructives et dans l'occupation des niveaux inondables.

Les règles sont, en raison de la présence du risque, plus restrictives pour les installations et équipements recevant du public, ainsi que pour les installations et activités relevant de la législation sur la protection de l'environnement pouvant préexister dans cette zone.

Il est en effet nécessaire de concilier les objectifs de prévention du risque inondation avec les contraintes de développement d'un centre urbain existant.

❖ Les prescriptions

Outre les prescriptions d'urbanisme et les règles de construction précitées, le PPR peut définir des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation du PPR, en application du point 4 du paragraphe II de l'article L.562-1 du Code de l'environnement. Ces mesures peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans.

Ces travaux, imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Dans ce cadre, les services de l'État et les élus ont réfléchi sur la question « Comment diminuer le coût des dégâts, c'est-à-dire comment diminuer la vulnérabilité des biens existants au regard des inondations ? ».

Le règlement du P.P.R. identifie les mesures prises à ce titre.

❖ Les recommandations

Indépendamment des prescriptions définies dans le règlement du P.P.R. et opposables à tout type d'occupation ou d'utilisation du sol, des mesures, dont la mise en application aurait pour effet de limiter les dommages aux biens et aux personnes, peuvent être recommandées tant pour l'existant que pour les constructions futures. Elles visent d'une part à réduire la vulnérabilité à l'égard des inondations, et, d'autre part, à faciliter l'organisation des secours.

Elles ont pour but :

a) de limiter les risques induits :

Pour les établissements les plus sensibles (distribution de carburants, stockage de denrées périssables, ...), il est recommandé d'exécuter une étude de vulnérabilité spécifique visant :

- à mettre hors d'eau les équipements les plus sensibles,
- à permettre une meilleure protection des personnes et des biens.

b) de faciliter l'organisation des secours :

L'ensemble des recommandations prises dans le cadre de ce document fait l'objet de paragraphes spécifiques dans le règlement du PPR.

4. EFFETS ET PORTÉES DU PPR

4.1. LES OBLIGATIONS

- En application de l'article L.125-2 du Code de l'environnement, le maire de la commune a l'obligation d'informer la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan de prévention des risques naturels, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la mairie pour gérer le risque ainsi que sur les garanties prévues à l'article L.125-1 du Code des assurances¹.
- En application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, le maire de la commune a l'obligation d'élaborer un plan communal de sauvegarde (PCS) dans le délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPR.
- En application de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR prescrit ou approuvé doivent être informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan, à savoir, dans le cas présent, le risque d'inondation par débordement direct des rivières Tude et Viveronne.

4.2. LE PPR APPROUVÉ EST UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le PPR vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article L.562-4 du Code de l'environnement. À ce titre, il doit être annexé au plan local d'urbanisme (PLU) conformément à l'article L 153-60 du Code de l'urbanisme.

Le Préfet est tenu de mettre le Maire en demeure d'annexer au document d'urbanisme la nouvelle servitude. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le Préfet y procède d'office.

L'annexion du PPR au document d'urbanisme s'effectue par une mise à jour en application de l'article R. 153-18 du Code de l'urbanisme.

Il y a lieu de noter que le PPR n'efface pas les autres servitudes en zone inondable : servitude de marchepied le long des rivières domaniales et servitude constituée par les articles 55 à 61 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle ; elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'urbanisme. Les dispositions du PPR prévalent sur celles du PLU en cas de dispositions contradictoires, et s'imposent à tout document d'urbanisme existant.

La mise en conformité du document d'urbanisme avec les dispositions du PPR approuvé n'est, réglementairement, pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, dès lors que celles-ci sont divergentes dans les deux documents.

¹ cf. paragraphe 4.5 relatif aux assurances

4.3.LE PPR APPROUVÉ EST OPPOSABLE AUX TIERS

Comme indiqué précédemment, le PPR approuvé s'applique directement lors de l'instruction des demandes de permis de construire et des autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'urbanisme.

Les règles du PPR, autres que celles qui relèvent de l'urbanisme, s'imposent également au maître d'ouvrage. Ainsi, les maîtres d'ouvrage qui s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du Code de la construction et de l'habitation en application de son article R.126-1.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'urbanisme.

4.4.LE PPR S'APPLIQUE SANS PRÉJUDICE DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

Comme indiqué au paragraphe 4.2, en cas de différences entre les règles d'un document d'urbanisme et celles du PPR, les plus contraignantes des deux s'appliquent.

Il peut arriver que les règles d'un document d'urbanisme soient plus contraignantes que celles du PPR.

En effet, la zone inondable non urbanisée peut aussi être un espace à préserver de toute construction, en raison de la qualité de ses paysages, de l'intérêt de ses milieux naturels, de nuisances particulières (odeurs, bruit), ou parce que d'autres servitudes d'utilité publique interdisent la construction.

En zone inondable urbanisée, la prise en compte de la forme urbaine, de la qualité du bâti, de projets d'aménagement d'espaces publics peut aussi conduire, dans les documents d'urbanisme, à des règles plus strictes que celles du PPR.

4.5.LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est régie par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou aux véhicules, d'étendre leur garantie aux effets des catastrophes naturelles, qu'ils soient situés dans un secteur couvert par un PPR ou non.

Lorsqu'un plan de prévention des risques naturels approuvé existe, le Code des assurances, par son article L.125-6, précise que l'obligation de garantie ne s'impose pas dans les terrains classés inconstructibles par le PPR, sauf pour les "biens et activités existant antérieurement à la de publication de ce plan".

Toutefois, les assureurs ne peuvent se soustraire à cette obligation qu'à la date normale de renouvellement d'un contrat ou à la signature d'un nouveau contrat.

Enfin, les assureurs, peuvent sous certaines conditions, déroger à l'obligation de garantie, lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux prescriptions imposées par le PPR².

En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du bureau central de tarification (BCT).

² cf. le § « prescriptions » du chapitre 3

5. RÉVISION DU PPR

Le PPR est un document évolutif et il peut être modifié ou révisé à l'occasion de l'apparition de nouveaux phénomènes historiques ou après la mise en place de mesures compensatoires conduisant à une modification du niveau de l'aléa. Comme pour son élaboration et sa mise en œuvre, l'État est compétent pour la modification ou la révision du PPR.

Selon l'article R.562-9 du Code de l'environnement, le PPR est modifié selon la même procédure que celle suivie pour son élaboration.

L'approbation du nouveau plan, ainsi modifié, emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.



6 – ARRÊTÉS

ARRÊTÉ 1
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LE PPRN INONDATION ET SES DEUX ANNEXES



PRÉFET DE LA CHARENTE

Direction départementale des territoires
Service eau, environnement, risques

Arrêté prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Le Préfet de la Charente,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-8 et les articles R.562-1 à R.562-10 relatifs à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la circulaire du 28 novembre 2011 relative au décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la circulaire interministérielle du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation des populations et l'association avec les collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05/DREAL/2016 en date du 3 février 2016 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R 122-18 du code de l'environnement, relatif à l'élaboration du plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Tude à Chalais ;

Considérant que les risques encourus nécessitent l'adoption de mesures visant à maîtriser l'urbanisation des zones exposées au risque inondation, à assurer la sécurité des personnes et des biens, à réduire la vulnérabilité des biens existants et à préserver les champs d'expansion des crues ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Charente ;

A R R Ê T E

Article 1er : Prescription

L'élaboration du plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la vallée de la Tude est prescrite sur le territoire de la commune de Chalais.

Article 2 : Périmètre d'étude

Le périmètre d'étude concerné est délimité par la carte figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte concernent les inondations par débordement de la rivière la Tude et de ses affluents La Viveronne et l'Argentonne sur la commune de Chalais.

Article 4 : Service instructeur

La direction départementale des territoires de la Charente est chargée d'élaborer le plan de prévention des risques naturels d'inondation prévu à l'article 1, sous l'autorité du Préfet de la Charente.

Article 5 : Évaluation environnementale

En application de l'article R 122-18 du code de l'environnement, le projet du PPRI de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais a fait l'objet d'une demande d'examen préalable au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Par arrêté préfectoral du 3 février 2016, l'examen a conclu que le projet de ce PPRI n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement et qu'il n'est pas soumis à évaluation environnementale. Cette décision est jointe en annexe II du présent arrêté.

Article 6 : Modalités de l'association

Les personnes publiques associées à l'élaboration du plan de prévention du risque d'inondation sont les représentants :

- de la commune de Chalais,
- de la communauté de communes Tude et Dronne,
- du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique des bassins Tude et Dronne aval,
- du conseil départemental de la Charente,
- de la chambre d'agriculture de la Charente,
- du centre régional de la propriété forestière de Poitou-Charentes.

Des réunions d'association des personnes publiques associées précitées sont organisées avec le service instructeur, sous l'autorité du préfet de la Charente, dès le lancement de la procédure et aux étapes importantes de l'élaboration du PPRI (présentation des différentes cartographies, présentation et examen du projet de PPRI,...).

D'autres réunions peuvent être organisées en tant que de besoin à la demande des personnes publiques associées ou à celle du service instructeur.

D'autres personnes expertes pourront être conviées aux réunions suivant l'ordre du jour.

Le projet de PPRI sera soumis pour avis, avant enquête publique, aux personnes publiques associées. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception de la saisine, leur avis sera réputé favorable, conformément à l'article R 562-7 du code de l'environnement.

Article 7 : Modalités de la concertation avec le public

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées s'effectue pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Des panneaux descriptifs reprenant régulièrement l'avancement des études seront exposés en mairie.

Une plaquette à destination du public sera réalisée afin d'explicitier l'ensemble de la démarche du PPRI.

Une réunion publique d'information sera organisée en mairie de Chalais, préalablement à l'enquête publique. Le maire portera à la connaissance du public par voie d'affichage, la date, l'objet et le lieu de cette réunion.

Les actions conduites et les comptes-rendus réalisés dans le cadre de la concertation feront l'objet d'un dossier intitulé « bilan de la concertation ». Ce bilan sera joint au dossier mis à l'enquête publique. Il sera consultable par le public durant l'enquête publique.

Article 8 : Mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes publiques associées définies à l'article 6 précité.

Il doit être affiché pendant un mois dans la mairie de Chalais.

Mention de cet affichage sera insérée par les soins du préfet dans le journal «La Charente Libre».

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 9 : Délai d'approbation

Le PPRI doit être approuvé dans un délai de trois ans à compter de la date de prescription du présent arrêté.

Le préfet pourra, par arrêté motivé, proroger une fois ce délai dans la limite de dix-huit mois.

Article 10 : voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Charente, soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Dans le même délai, il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

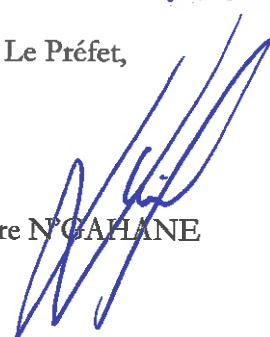
Article 10 : exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Charente, la directrice départementale des territoires de la Charente et le maire de la commune de Chalais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **11 JUIL. 2016**

Le Préfet,

Pierre N'GAHANE







Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

ANNEXE II

**Arrêté préfectoral n° 05 /DREAL/2016
Portant décision d'examen au cas par cas en application de
l'article R. 122.18 du code de l'environnement**

***Élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude, à Chalais***

**LE PRÉFET DE LA CHARENTE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, concernant l'évaluation des incidences de certains plans, schémas, programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.562-1 et R.122-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Préfet du département de la Charente le 6 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la Direction départementale des territoires (DDT) de la Charente et relative à l'élaboration du Plan de prévention des risques inondation (PPRI) de la vallée de la Tude reçue le 21 décembre 2015 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 8 janvier 2016 ;

Considérant le projet d'élaboration du PPRI de la vallée de Tude, qui couvrira l'ensemble du territoire de la commune de Chalais et concernera les communes limitrophes riveraines de la Tude, dans la perspective d'un futur PLUI comprenant les communes de Montboyer et de Orival au nord, de Saint-Avit, de Rioux Martin et éventuellement de Médillac au sud ;

Considérant que les plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés à l'article L.562-1 du code de l'environnement ont pour finalité d'assurer la protection civile des populations contre les risques naturels ;

Considérant que le paragraphe 8 de l'article 3 de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement exclut clairement les plans ou programmes ayant pour finalité d'assurer la protection des populations contre les risques naturels, alors même qu'ils seraient par ailleurs susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant de plus qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, **le projet de Plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Tude, n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du Code de l'environnement, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL

Fait à POITIERS, le 03 février 2016

Pour le Préfet et par délégation

La Directrice Régionale Adjointe

Marie-Françoise BAZERQUE

Voies et délais de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à :

Monsieur le Préfète du département de la Charente
Préfecture de la Charente
CS 92 301
16 023 Angoulême cedex

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- Décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Monsieur le Préfet du département de la Charente
Préfecture de la Charente
CS 92 301
16 023 Angoulême cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92 055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers
15 rue Blossac
86 000 POITIERS

ARRÊTÉ 2
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PPRN INONDATION



PRÉFET DE LA CHARENTE

Direction départementale des territoires

Arrêté n° 16-2018-08-10-012 portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Tude, commune de Chalais

Le Préfet de la Charente,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 prescrivant le Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation (PPRI) de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais ;

Vu la consultation des collectivités et personnes publiques associées prévue à l'article R 562-7 du code de l'environnement, effectuée par courrier en date du 19 décembre 2016 ;

Vu les avis suivants des personnes publiques associées, à savoir :

- les avis favorables :
 - de la commune de Chalais par délibération du 30 janvier 2017,
 - du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique des bassins Tude et Dronne aval par délibération du 19 décembre 2016,
- les avis réputés favorables de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne, du Conseil départemental de la Charente et de la Chambre d'agriculture de la Charente,
- l'avis réservé du Centre régional de la propriété forestière Nouvelle Aquitaine en date du 18 janvier 2017,
- la demande formulée par la commune de Chalais par courrier du 16 février 2017.

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 23 février 2018 au 26 mars 2018 inclus relative au plan de prévention des risques naturels d'inondation sur le territoire de la commune ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus le 16 avril 2018 émettant un avis favorable au projet d'élaboration du PPRI de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais ;

Considérant que les aléas d'inondation par La Tude et La Viveronne sur la commune de Chalais sont de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;

Considérant la nécessité d'un plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais qui permettra de prendre en compte sur un seul document le risque d'inondation par débordement des rivières de La Tude et de La Viveronne, d'établir une cartographie précise des zones de risque d'inondation et d'assurer la maîtrise de l'urbanisation et la sécurité des personnes et des biens dans les zones exposées au risque ;

Considérant que la procédure de PPRI a fait l'objet d'une association de la commune de Chalais et des personnes publiques associées et d'une concertation publique ;

Considérant les avis recueillis lors de la consultation réglementaire du 19 décembre 2016 ;

Considérant les différentes observations émises lors de l'enquête publique ;

Considérant le rapport de la directrice départementale des territoires du 12 avril 2018 de nature à répondre aux questionnements du commissaire enquêteur dans son procès-verbal d'observations ;

Considérant que les avis exprimés avant l'enquête publique n'ont conduit les services de l'État en charge de l'élaboration du PPR qu'à apporter des modifications mineures au niveau du règlement et du zonage réglementaire, qui ne portent pas à atteinte à l'économie générale du projet de plan ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention des risques d'inondation de la vallée de la Tude, commune de Chalais.

Le dossier comprend :

- une note de présentation avec ses annexes,
- la carte du zonage réglementaire,
- un règlement.

Un exemplaire du plan approuvé est tenu à la disposition du public à la préfecture de la Charente, à la mairie de Chalais ainsi qu'au siège de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne.

Article 2 :

Le plan de prévention des risques naturels d'inondation approuvé vaut servitude d'utilité publique selon les dispositions de l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Article 3 :

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes publiques associées définies à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016.

Il doit être affiché pendant une durée d'un mois à la mairie de Chalais ainsi qu'au siège de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne pour y être porté à la connaissance du public.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet, dans le journal « La Charente Libre ».

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Charente, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

Dans le même délai, il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

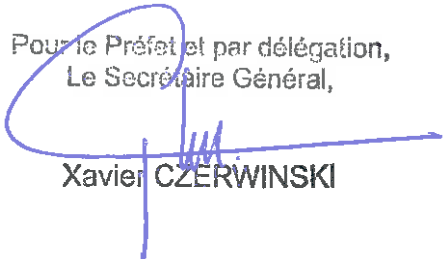
Article 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture de la Charente, la directrice départementale des territoires de la Charente, le maire de la commune de Chalais et le président de la communauté de communes Lavalette-Tude-Dronne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 10 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Xavier CZERWINSKI

7 – FIGURES ANNEXÉES

FIGURE 1
LOCALISATION DU SECTEUR D'ÉTUDE

RÉALISATION DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL D'INONDATION (PPRI)
DE LA VALLEE DE LA TUDE SUR LA COMMUNE DE CHALAIS

Localisation du secteur d'étude

Affaire N°: 8310918

Echelle: 1/50 000

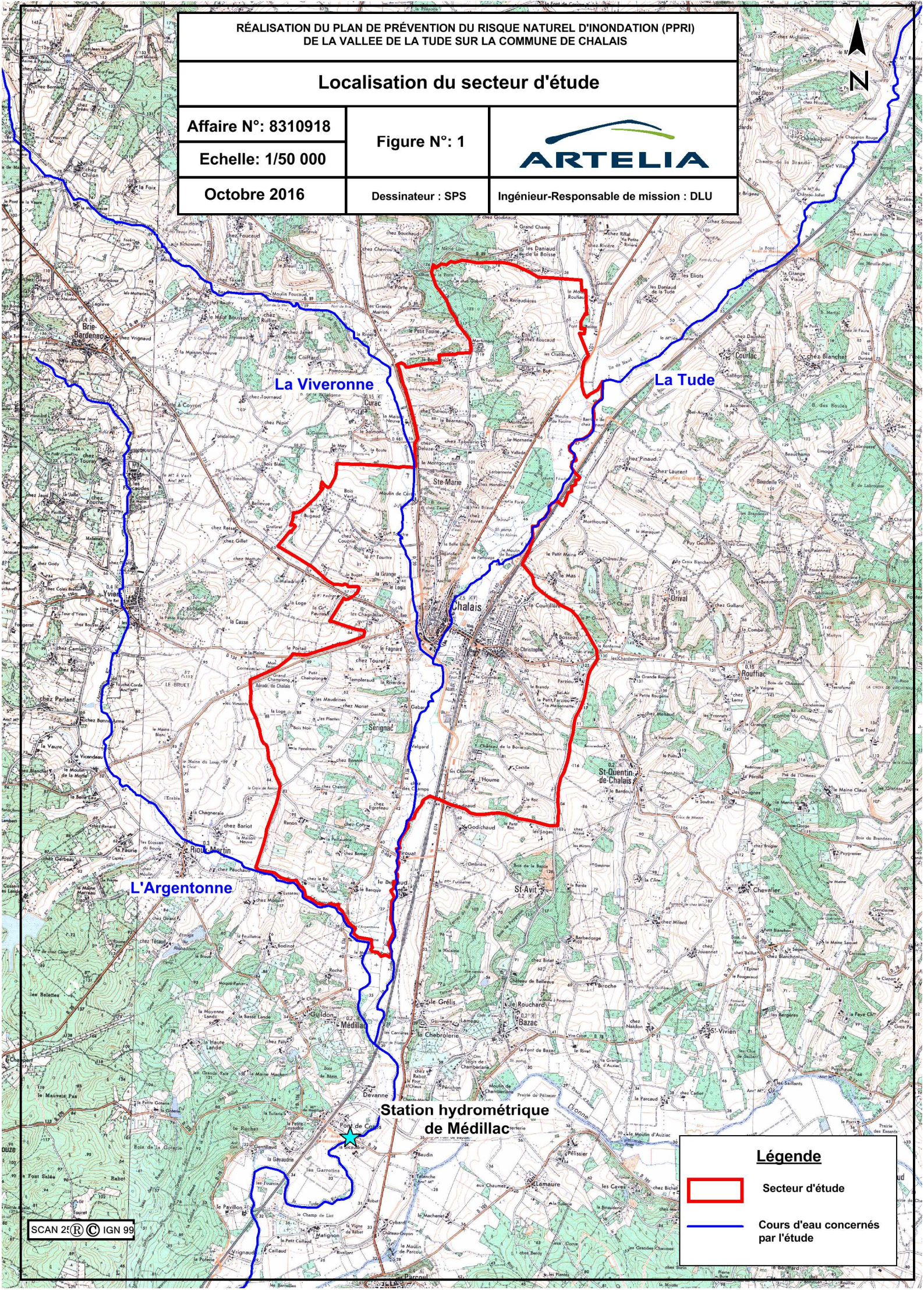
Octobre 2016

Figure N°: 1

Dessinateur : SPS



Ingénieur-Responsable de mission : DLU



Légende



Secteur d'étude



Cours d'eau concernés
par l'étude

FIGURE 2
PLAN DES LAISSES DE CRUES DISPONIBLES

RÉALISATION DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL D'INONDATION (PPRI)
DE LA VALLÉE DE LA TUDE SUR LA COMMUNE DE CHALAIS

Carte des laisses de crues

Affaire N°: 8310918

Figure N°: 2



Echelle: 1/50 000

Octobre 2016

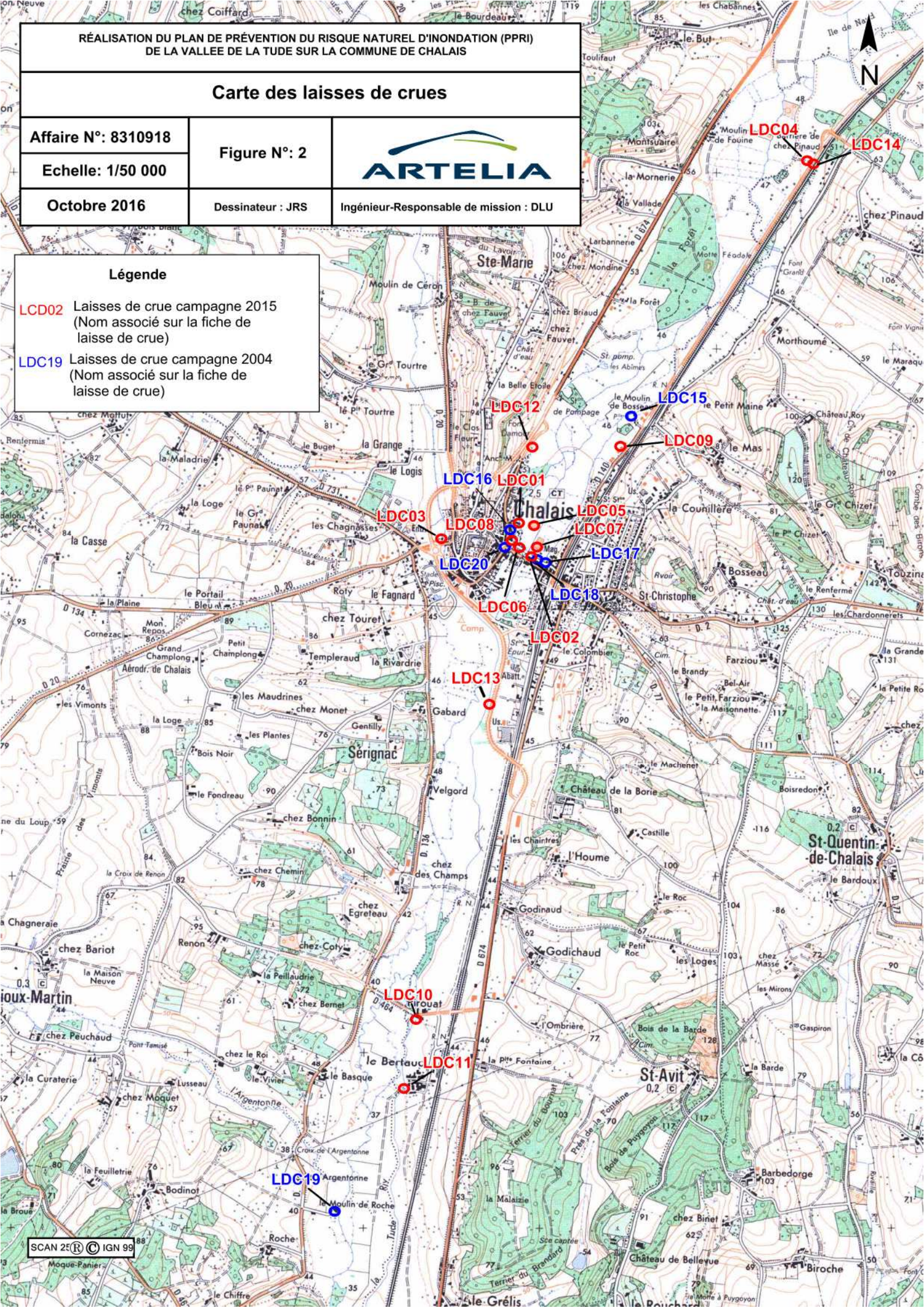
Dessinateur : JRS

Ingénieur-Responsable de mission : DLU

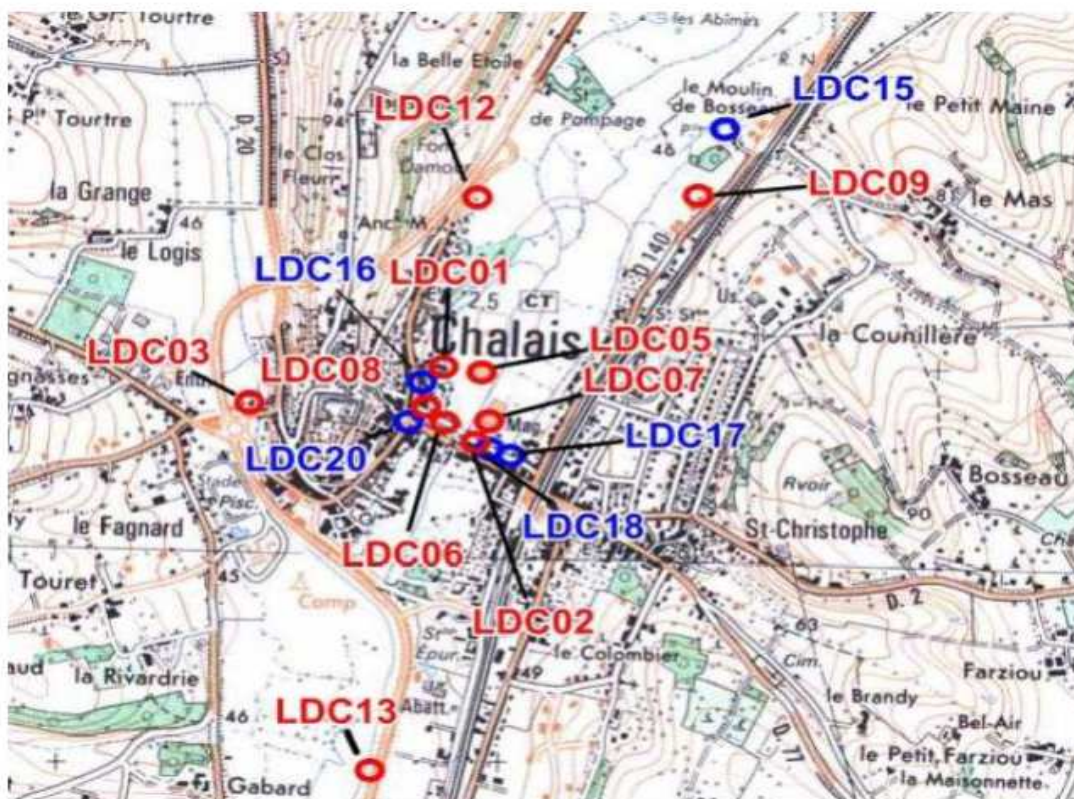
Légende

LDC02 Laisses de crue campagne 2015
(Nom associé sur la fiche de
laisse de crue)

LDC19 Laisses de crue campagne 2004
(Nom associé sur la fiche de
laisse de crue)



Carte des laisses de crues (zoom)



8- ANNEXES

ANNEXE 1

GLOSSAIRE

Aléa	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donné. L'aléa doit ainsi être hiérarchisé et cartographié en plusieurs niveaux, en croisant l'intensité des phénomènes avec leur probabilité d'occurrence. Cela est vrai pour les PPR inondation, qui devront indiquer et croiser des hauteurs de submersion et des vitesses d'écoulement pour une période de retour au moins centennale.
Anthropique	Qui est dû directement ou indirectement à l'action de l'homme.
Bassin versant	Zone limitée par une ligne de partage des eaux.
Cartographie	Opération qui consiste à transcrire une information sous la forme d'une carte. Cette opération permet donc de représenter la répartition spatiale d'un phénomène, ou d'une variable, ou d'attacher une information à un lieu donné.
Catastrophe naturelle	Il s'agit d'un phénomène ou d'une conjonction de phénomènes naturels, dont les effets peuvent être dommageables, aussi bien vis-à-vis des personnes, des biens matériels ou immatériels, que du milieu naturel.
Centre urbain	Il se caractérise par son histoire, une occupation des sols importante, une continuité du bâti et la mixité des usages entre logement, commerce et services.
Champ d'inondation	Pour un événement donné, c'est l'ensemble des sols inondés, quelle que soit la hauteur d'eau les recouvrant.
Changement de destination	Transformation d'une surface pour en changer l'usage au regard des destinations établies à l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, fonction d'entrepôt, et constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif.
Clôture	La clôture est une « barrière », construite ou végétale, qui délimite une parcelle vis-à-vis d'une propriété mitoyenne ou de l'espace public, lorsque leur séparation n'est pas assurée par un bâtiment. Elle permet d'enclore un espace et de séparer deux propriétés, voire de les isoler visuellement. Une clôture transparente à l'eau doit permettre à l'eau de circuler pratiquement librement, entre un côté et l'autre de celle-ci. Ainsi, n'est pas considérée comme une clôture transparente à l'eau, une clôture ajourée qui : • constitue un obstacle au passage des eaux de la rivière en crue, • crée un frein à l'évacuation des eaux de la rivière en décrue. Les portails et portillons, s'ils sont pleins, ne sont pas considérés comme surface de clôture transparente à l'eau.
Cote NGF	Niveau altimétrique d'un terrain ou d'un niveau de submersion, ramené au Nivellement Général de la France.
Cote projet du terrain	Cote prévue du terrain après travaux.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA CHARENTE
PPRI DE LA VALLÉE DE LA TUDE SUR LA COMMUNE DE CHALAIS
NOTE DE PRÉSENTATION

Cote de référence	La cote de référence correspond à la cote atteinte par la crue de référence dite « centennale ». Cette hauteur est le résultat d'un calcul hydraulique. Elle est exprimée en m NGF. Cette cote est indiquée sur les cartes d'aléas. Ces cotes indiquées sur les profils en travers permettent de caler les niveaux de planchers (cote de seuil), mais ne sauraient remettre en cause le zonage retenu sur le terrain au regard d'une altimétrie moyenne du secteur.
Cote de seuil	C'est la cote utilisée dans le présent règlement aux fins de réduire la vulnérabilité des bâtiments ; cette cote représente le niveau à partir duquel devront être implantés les planchers pour se prémunir du risque inondation considéré.
Cote TN (terrain naturel)	Cote du terrain naturel avant travaux, avant projet.
Crue	C'est l'augmentation du débit du cours d'eau, pendant une durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes.
Crue de référence	C'est la crue qui sert de base à l'élaboration du PPRI. Elle correspond à la plus forte crue historique connue ou à la crue centennale calculée si cette dernière est plus forte (ce qui est le cas pour le présent règlement).
Dent creuse	Au sens du présent règlement, une dent creuse est une unité foncière non bâtie qui se caractérise en tant que discontinuité dans la morphologie urbaine environnante.
Dommages	Ce sont les conséquences défavorables d'un phénomène naturel sur les biens, les activités et les personnes, exprimés généralement sous forme quantitative ou monétaire. Il peut s'agir de dommages directs, indirects (induits), intangibles (non quantifiables), ...
Embâcle	Il s'agit de l'accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, bidons...) qui réduisent la section d'écoulement, et que l'on retrouve en général bloqués en amont d'un ouvrage (pont) ou dans des parties resserrées d'une vallée (gorge étroite). Les conséquences d'un embâcle sont, dans un premier temps, la rehausse de la ligne d'eau en amont de l'embâcle, une augmentation des contraintes sur la structure supportant l'embâcle et, dans un second temps, un risque de rupture brutale de l'embâcle, et de sa structure porteuse, occasionnant une onde potentiellement dévastatrice en aval.
Emprise au sol	Au sens du présent règlement, l'emprise au sol est définie comme étant la projection verticale des bâtiments au sol, hormis les débords (balcons, encorbellement, débords de toits...). Tous bâtiments ou toute partie de bâtiment reposant sur le sol et construits au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) sur une structure de type pilotis ou autre surélévation détermine une superficie d'emprise au sol.
Enjeux	Les personnes, biens, activités, moyens, patrimoine... susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils peuvent être quantifiés à travers de multiples critères : dommages corporels ou matériels, cessation de production ou d'activité.
Équipement collectif	Installations et bâtiments qui permettent d'assurer à la population résidente et aux entreprises les services collectifs dont elles ont besoin.
Équipement d'intérêt général	Ce sont les équipements non ouverts au public dont la présence ou la construction sont déclarées d'utilité publique, ou nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services gestionnaires d'infrastructures publiques. Dans le présent règlement, sont considérés comme équipement d'intérêt général : les stations d'épuration, les stations d'eau potable, les barrages régulateurs, les postes transformateurs, les infrastructures et superstructures de distribution de fluides.

ERP	Établissement Recevant du Public, au sens de l'article R-123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique .
ERP sensible ou activité sensible	ERP ou activité faisant partie de la liste ci-dessous : • Établissements accueillant spécifiquement des personnes à mobilité réduite (maisons de retraite, Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes ou EHPAD), foyers-logements, établissements scolaires, de soin, post-cure, maisons de l'enfance, crèches, haltes garderies, maisons de l'enfance...), • Établissements utiles en cas de crise : casernes de pompiers et de gendarmerie, police, mairie, et plus généralement tout équipement qui sera impliqué dans la gestion d'une crise en lien avec un sinistre survenu sur l'établissement, • Établissements difficilement évacuables dans un temps restreint vers des lieux de protection identifiés, en fonction de l'effectif, des grandes dimensions, de la configuration de l'établissement et de son environnement, etc : gymnase, cinéma, salle polyvalente, salle de spectacles, piscine...
Existant	Ensemble des constructions, infrastructures, usages, qui existaient légalement à la date d'approbation du PPRI.
Extension	Sont considérés comme extensions, toutes constructions attenantes au bâtiment principal ayant pour effet de modifier le volume existant par addition contigus.
Fluides	Dans le présent document, les fluides regroupent : • les courants forts (haute, moyenne et basse tension), • les courants faibles (sécurité, alarme, téléphonie, données,...), • l'eau potable, • les eaux usées, • les fluides caloporteurs, • les hydrocarbures (liquides ou gazeux), • tous les produits industriels transportés dans des tuyauteries.
Hauteur d'eau	Différence entre la cote de la cote de référence et la cote du TN (terrain naturel).
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, au sens de l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.
Lit majeur	Partie de la vallée où les eaux du cours d'eau s'étalent lors des inondations.
Lit mineur	Partie de la vallée empruntée habituellement par le cours d'eau.
Mesures compensatoires	Mesures prises par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, pour annuler les impacts induits par un projet situé en zone inondable, qui portent sur les points suivants, de manière non cumulative : • la vitesse d'écoulement, • les cotes de lignes d'eau, • la capacité de stockage des eaux de crue. Les capacités de stockage des eaux de crue peuvent faire l'objet de mesures compensatoires dès lors que le volume neuf d'un projet est compensée par l'enlèvement d'un volume équivalent.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA CHARENTE
PPRI DE LA VALLÉE DE LA TUDE SUR LA COMMUNE DE CHALAIS
NOTE DE PRÉSENTATION

Mesures compensatoires (suite)	Le volume doit être calculé en dessous de la cote de référence et dans la partie de lit majeur concernée. À ce titre, indépendamment des dispositions prévues au titre du présent PPRI ou du code de l'urbanisme, ils sont soumis à autorisation par application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Dans ce cadre, ils peuvent être soumis à la réalisation d'une étude d'incidence portant sur l'écoulement des eaux des cours d'eau, laquelle doit définir si besoin les mesures compensatoires nécessaires pour annuler leurs impacts.
Modification de construction	Transformation de tout ou partie de la surface existante, sans augmentation d'emprise, sans création de planchers supplémentaires. Cela suppose de ne pas toucher au volume du bâtiment ni aux surfaces des niveaux, sinon le projet relèvera de l'extension.
Nouveau logement	Sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son (ses) occupant(s) d'y vivre en autonome (exemple : studio d'étudiant dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe...).
Opérations d'aménagement	Les opérations d'aménagement sont les ZAC, les lotissements, les opérations de restauration immobilière, les opérations de mise en valeur des secteurs sauvegardés auxquelles il faut ajouter les permis de construire groupés et les remembrements et regroupements de parcelles par des AFU.
Surface ou plancher habitable	Pour les constructions à caractère d'habitation, d'hébergement hôtelier, de bureaux, d'activités commerciales ou artisanales, correspond à la surface de plancher d'une construction définie par l'article R.111-22 du code de l'urbanisme. Les bâtiments ou parties de bâtiments destinées exclusivement à l'exploitation forestière ou agricole, d'industrie, à la fonction d'entrepôt, et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne constituent pas de la surface habitable. Ainsi, dans un bâtiment d'activité industrielle, seules les surfaces de vente, de bureaux, de logement seront considérées comme habitables, contrairement aux entrepôts et autres salles de production.
Projet	On entend par « projet » l'ensemble des projets : • « nouveaux » : projets de constructions nouvelles, quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), d'infrastructures nouvelles, ou d'équipements nouveaux, • « sur biens existants » : projets de réalisation d'aménagements ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions existantes, d'infrastructures existantes ou d'équipements existants).
Reconstruction	La reconstruction d'un bâtiment correspond à la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs, conformément à l'article L 111-23 du code de l'urbanisme.
Reconstruction après sinistre	Projet correspondant à la réédification d'un bâtiment existant, et ne constituant pas une ruine avant le sinistre, sans modification extérieure (sauf liée à la rehausse éventuelle des cotes de planchers imposée par le PPRI). La reconstruction du bâtiment à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans, conformément aux dispositions de l'article L 111-15 du code de l'urbanisme et sauf notamment si le plan de prévention des risques naturels en dispose autrement. Si le bâtiment constituait une ruine avant le sinistre, sa réédification sera traitée comme une construction nouvelle. La reconstruction de bâtiments n'est pas autorisée si le sinistre est la conséquence d'une inondation.
Risque	Évaluation des pertes en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel. C'est le croisement des enjeux et des aléas.
Unité foncière	Une unité foncière représente une parcelle ou un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire.

Zonage réglementaire	Il détermine le risque affiché qui provient du croisement des zones d'aléas et d'enjeux. Il définit les zones où sont applicables les mesures d'interdictions et les prescriptions du règlement du PPRI. Dans le présent PPRI, on aboutit à la définition de deux zones réglementaires.
Zones d'aléas	Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les aléas. Ils permettent de localiser et hiérarchiser les zones soumises au phénomène d'inondation. Ces zones sont définies à partir d'une analyse qualitative au cours de laquelle les hauteurs d'eau sont croisées avec les vitesses d'écoulement. Les hauteurs d'eau sont déterminées à partir de l'estimation faite de la hauteur atteinte par les eaux en m NGF par la crue de référence centennale modélisée et représentée sur les cartes d'aléas à l'aide d'un certain nombre d'isocotes par comparaison au niveau du terrain naturel. Les vitesses sont définies sur deux catégories de zones : • les zones où les vitesses sont importantes (supérieures ou égales à 0,50 m/s) d'après les résultats d'une étude qualitative sur les vitesses, • les zones où les vitesses sont faibles ou négligeables (inférieures à 0,50 m/s). En les croisant avec les hauteurs d'eau, on obtient les classes d'aléas suivants : • aléas forts de type 1 : zones de vitesses importantes et/ou dans lesquelles les hauteurs d'eau sont supérieures à 1 m, • aléas forts de type 2 : secteur situé à moins de 50 m d'une digue dans une zone où les conditions de surverses et/ou de rupture de la digue peuvent générer des phénomènes de « turbulence », • aléas faibles : vitesses inférieures à 0,50 m/s et hauteurs d'eau inférieures à 1 m, absence d'ouvrage de protection à moins de 50 m.
Zone d'enjeux	Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les enjeux. Ils permettent de définir les différents types d'occupation des sols. Une reconnaissance a été faite sur chacune des communes concernées par des visites de terrain. Quatre zones d'enjeux ont été reconnues : • les zones non urbanisées qui sont les zones d'expansion des crues à conserver et le présent règlement a pour objectif de les préserver de toute nouvelle urbanisation, • les zones urbanisées autres que centres urbains qui regroupent les zones de bâti homogènes comme les quartiers pavillonnaires ou les ensembles collectifs isolés. Les critères dominants retenus pour les identifier ont été la continuité du bâti et l'homogénéité de la morphologie urbaine. Ces zones doivent répondre au principe de ne pas aggraver la situation, et donc de ne pas favoriser l'extension d'une nouvelle urbanisation, • les zones dites centres urbains définies par la circulaire du 24 avril 1996 comme « des ensembles qui se caractérisent par leur histoire, une occupation du sol importante, une continuité du bâti et une mixité des usages entre logements, commerces et services ».
Zone d'expansion	Champ d'expansion des crues : ce sont les secteurs peu ou pas urbanisés, indispensables au stockage des importants volumes d'eau apportés par la crue. Les champs d'expansion des crues participent au laminage de celles-ci.

ANNEXE 2
FICHES DES LAISSES DE CRUES RÉPERTORIÉES



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°01



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 16/06/2015

Dressé par : DLU

Fiabilité du repère * : 1



Situation : Rue d'Angoulême (impasse Tannerie) 16210 Chalais

Source de l'information :

Description : Crue de 2012, 15cm par rapport au seuil de la maison : **44.59 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°02



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

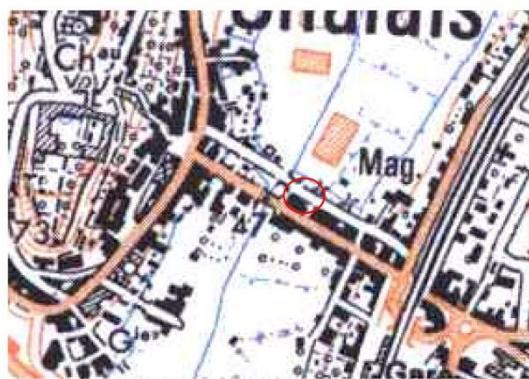
Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 16/06/2015

Dressé par : DLU

Fiabilité du repère * : 1



Situation : Le Marché Fermier, rue de la TUDE 16210 Chalais

Source de l'information :

Description : Crue de 2012, au raz du tableau de la fenêtre : **44.69 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



**FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX**
Fiche n°03



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d'eau : La Viveronne

Date de l'enquête : 16/06/2015

Dressé par : DLU

Fiabilité du repère * : 1



Situation : N°8 sur la D20 16210 Chalais

**Source de
l'information :**

Description : Crue de 2012, au raz de la terrasse : : **45.37 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°04



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d’Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d’eau : La Tude

Date de l’enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 2



Situation : Sur la D140 avant le pont

Source de l’information : M. Pannetier (technicien rivière)

Description :
En 2012, sur le chemin blanc, l’eau est arrivée à environ 7m de la route goudronnée : **48.40 m IGN69**
En 1991, 5cm sur la D140 : **48.99 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°05



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

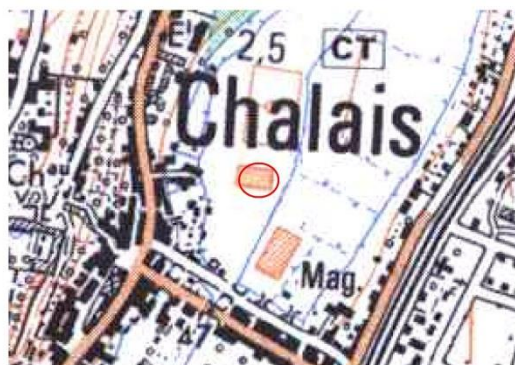
Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 2



Situation : Salle Omnisports de Chalais (à proximité de l'Intermarché)

Source de l'information : M. Pannetier (technicien rivière)

Description : EN 2012, l'eau est arrivée au seuil de l'entrée : **44,67 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°06



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

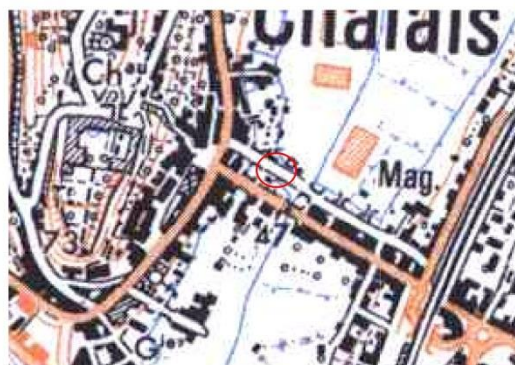
Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 2



Situation : Rue de la Tude, pont à côté du restaurant « La Bodega »

Source de l'information : M. Pannetier (technicien rivière)

Description : En 2012, environ 5 cm sur le pont : **44.08 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°07



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

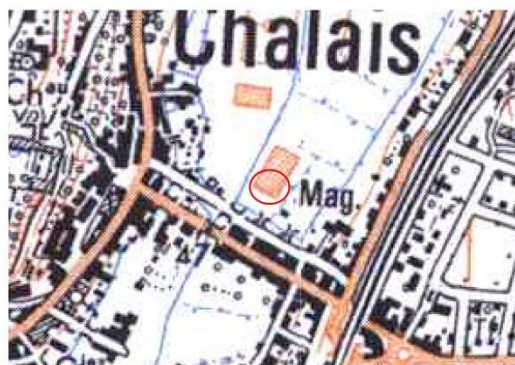
Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 1



Situation : Supermarché « Intermarché » de Chalais

Source de l'information : M. Pannetier (technicien rivière)

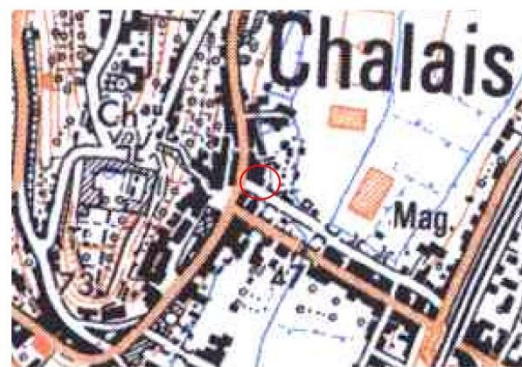
Description :
En 1994 : niveau 50cm au-dessus du sol de Intermarché : **44.74m IGN69**
En 2012, le repère se fait par rapport aux poteaux rouges devant l'entrée du supermarché, 60cm par rapport au sol : **44.78 m IGN69**

Photo/ Localisation



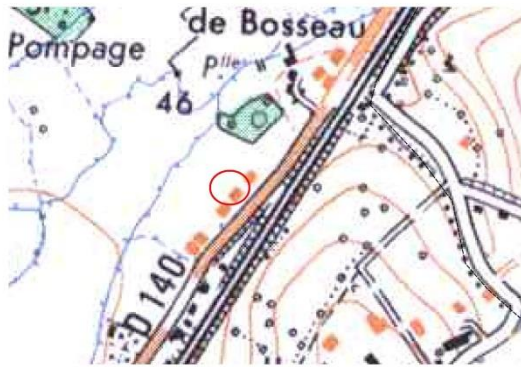
* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise

Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	08/07/2015	
Dressé par :	SPS	
Fiabilité du repère * :	1	
Situation :	6 rue d'Angoulême, côté rue de la Tude, 3 ^{ème} fenêtre en partant du carrefour	
Source de l'information :	Propriétaire du 6, rue d'Angoulême	
Description :	En 2012, 50cm par rapport au trottoir : : 44.72 m IGN69	
Photo/ Localisation		

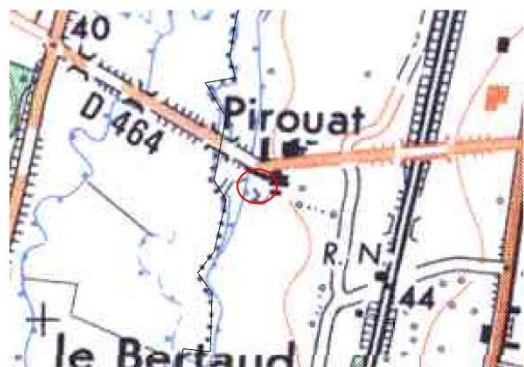
* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise

Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude (bief)	
Date de l'enquête :	08/07/2015	
Dressé par :	SPS	
Fiabilité du repère * :	2	
Situation :	57, rue du Moulin (D140)	
Source de l'information :	M et Mme Songne	
Description :	En 2012, l'eau est arrivée dans le jardin derrière la maison, au-niveau du pommier : 44.82 m IGN69	
Photo/ Localisation		

* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise

Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	08/07/2015	
Dressé par :	SPS	
Fiabilité du repère * :	3	
Situation :	Moulin de Pirouat	
Source de l'information :	Propriétaire (anglais)	
Description :	En 2012, derrière le hangar (cf. photo) : 38.92 m IGN69	
Photo/ Localisation		

* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



**FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX**
Fiche n°11



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 2



Situation : Le Bertaud

Source de l'information : M. Barreau

Description :

1986 : niveau 20cm sur le pont : **38.45m IGN69**

2012 : l'eau est arrivée au-niveau du tablier du pont : **37.78 m IGN69**

Photo/ Localisation



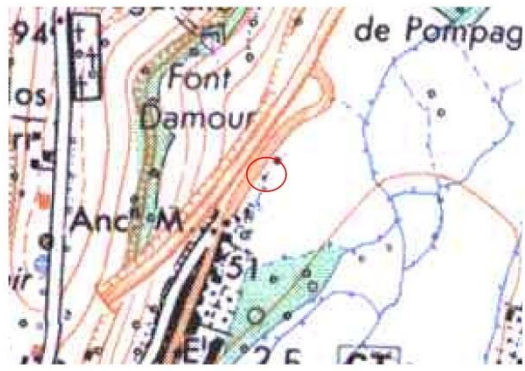
* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°12



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	08/07/2015	
Dressé par :	SPS	
Fiabilité du repère * :	3	
Situation :	Croisement D674 et Le Temple	
Source de l'information :	M. Pannetier (technicien rivière)	
Description :	En 2012, 40cm en-dessous du niveau de la route (fossé plein) : 45,30 m IGN69	
Photo/ Localisation		

* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°13



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 1



Situation : D674

Source de l'information : M. Pannetier (technicien rivière)

Description : Ouvrage hydraulique OP13
En 2012, 80cm par rapport au seuil en béton : **43,10 m IGN69**

Photo/ Localisation



* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise

Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune : Chalais

Cours d'eau : La Tude

Date de l'enquête : 08/07/2015

Dressé par : SPS

Fiabilité du repère * : 2



Situation : Sur la D140 avant le pont, sur le bord de la ligne SNCF

Source de l'information : M. Pannetier (technicien rivière)

Description : En 1991, 5cm sur la D140 : **48,96 m IGN69**

Photo/ Localisation



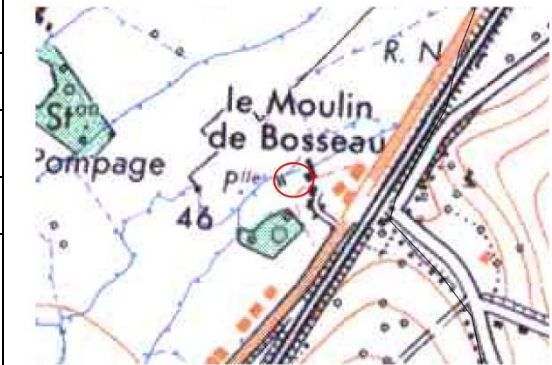
* : 1 = bonne ; 2 = moyenne ; 3 = mauvaise



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°15



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

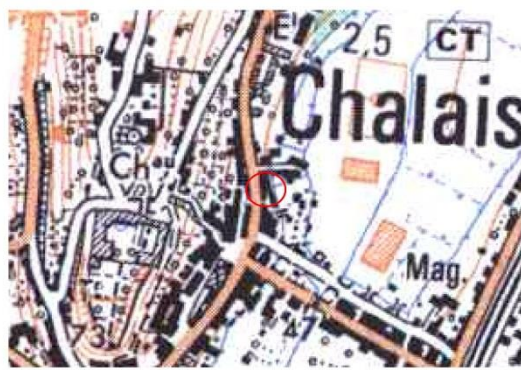
Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	2	
Situation :	Moulin de Bosseau	
Source de l'information :	M. Bicrel	
Description :	1994 : Niveau 10cm sur le ponton bois : 44.94m IGN69 « Attention chiens méchants klaxonner »	
Photo/ Localisation		



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°16



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	1	

Situation : 12, rue d'Angoulême

Source de l'information : Mme Bourrinet

Description : 1944 : Niveau 80cm sur le seuil de la maison : **45.03m IGN69**

Photo/ Localisation





FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°17



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	3	
Situation :	Rue de la Tude	
Source de l'information :		
Description :	En 1944, au –niveau de la lucarne : 45.82m IGN69	
Photo/ Localisation		



**FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX**
Fiche n°18



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	2	
Situation :	Le petit Atelier rue de la Tude	
Source de l'information :		
Description :	En 1994 : sur le seuil du magasin : 44.69m IGN69 En 1962 : 10cm sur le suil : 44.79m IGN69	
Photo/ Localisation		



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°19



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Médillac	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	1	
Situation :	Moulin de Roche	
Source de l'information :	M Deschamps	
Description :	1986 : niveau au-dessus de la 2 ^{ème} marche façade sud : 36.86m IGN69	
Photo/ Localisation		



FICHE DES PLUS
HAUTES EAUX
Fiche n°20



Réalisation du Plan de Prévention du Risque naturel d'Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tude sur la commune de Chalais

Commune :	Chalais	
Cours d'eau :	La Tude	
Date de l'enquête :	06/2003	
Dressé par :	JL. Vidorreta	
Fiabilité du repère * :	3	

Situation : Rue d'Angoulême

Source de l'information : M le Maire

Description : 1986 : niveau 15 à 20 cm sur la route au carrefour : **44,90 m IGN69**

Photo/ Localisation

ANNEXE 3
PLAN DU MODÈLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA CHARENTE

RÉALISATION DU PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL D'INONDATION (PPRI)
DE LA VALLÉE DE LA TUDE SUR LA COMMUNE DE CHALAIS

Plan du modèle

Octobre 2016

Affaire n° 8310918

ARTELIA

Agence de Bordeaux

Le Secteur - 6-8 avenue des Sables - 33318 LE HAILLAN - Tél : 05 56 13 85 82 - Fax : 05 56 13 85 63

LÉGENDE

- O26 Points de calcul en lit mineur
- C34 Points de calcul en lit majeur

0 0.2 0.4 0.6 0.8 1
Kilomètres

Échelle: 1:10 000

ANNEXE 4

DÉTAIL DU RECENSEMENT DES ENJEUX SUR LA COMMUNE

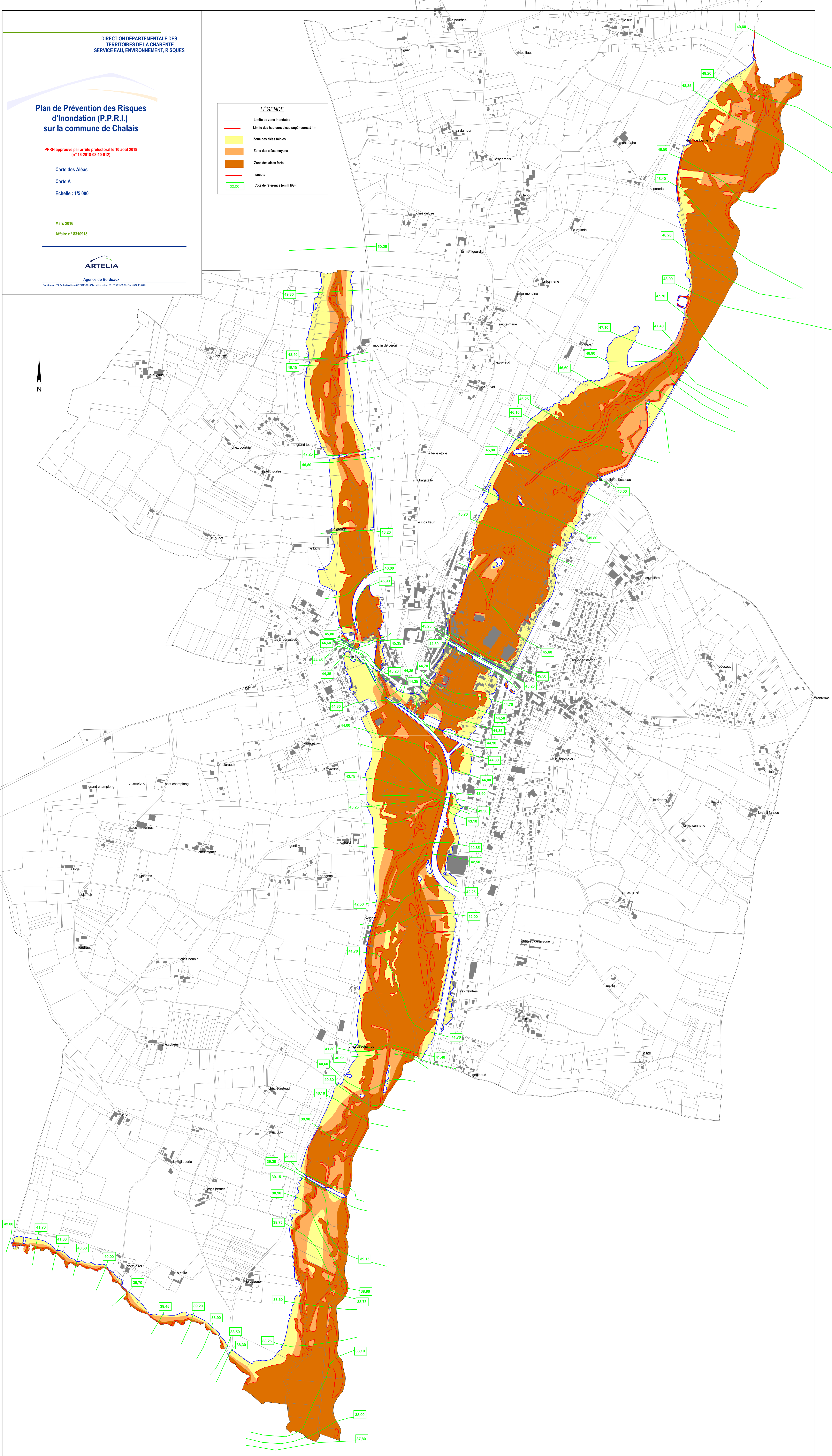
Commune de Chalais

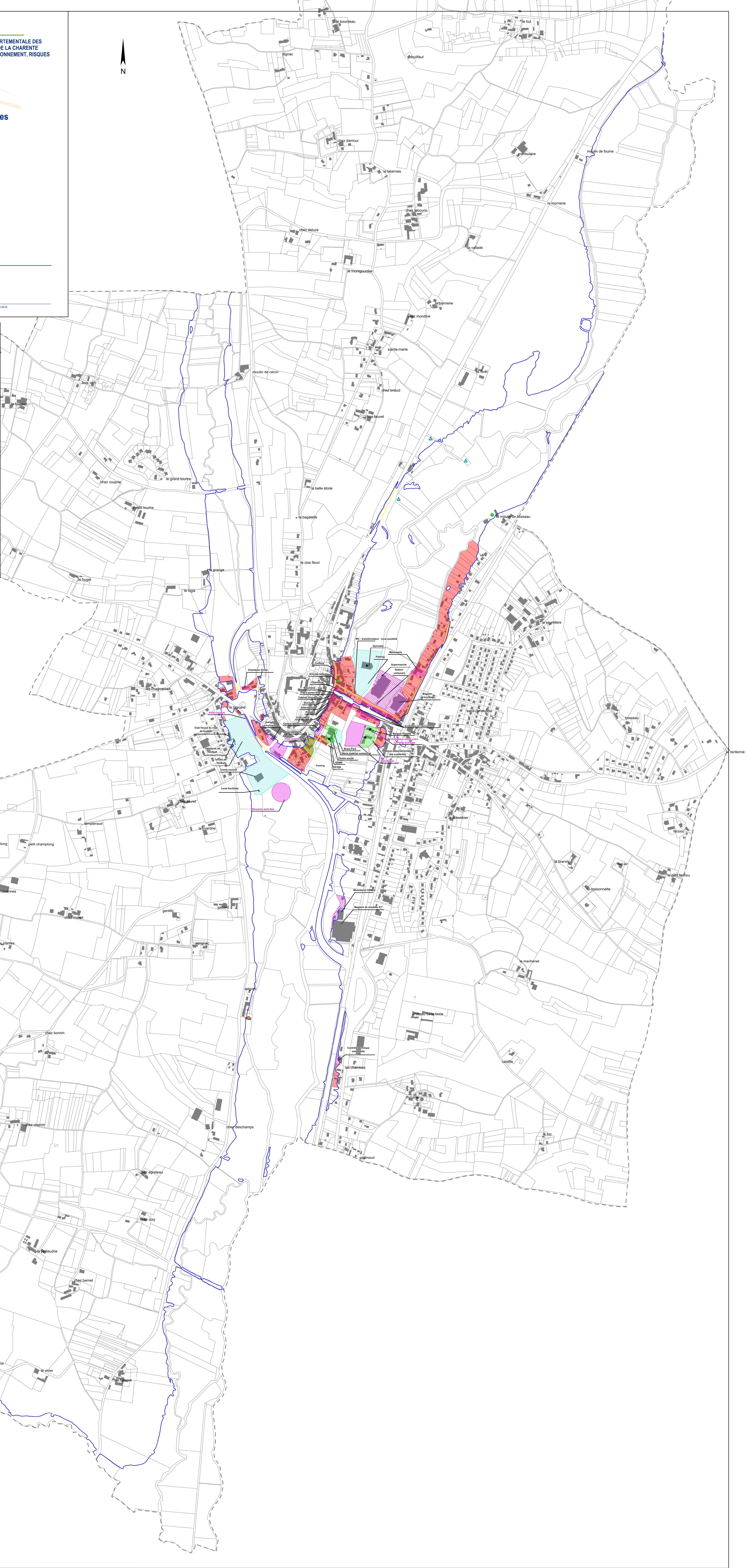
Entretiens réalisés le 29 juin 2016

Personnes rencontrées : Monsieur MAURY(Maire) + Monsieur DUFLOT (Adjoint)

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat regroupé	- Environ 220 habitants sur l'ensemble du centre-ville et de sa périphérie. Les Chaintres : 4 habitants.
diffus	Velgord (moulin) : 4 habitants.
Activités économiques	Les Chaintres : 1 entreprise : 4 salariés. La Mothe 2 entreprises : Menuiserie CBMEC 17 salariés Magasin ICT 23 salariés Centre-Ville : - Environ 25 entreprises : 110 salariés. - Supermarché : 50 salariés. - Magasin de bricolage : 30 salariés. Le Moulin de Bosseau : - Exploitation agricole : environ 2 salariés
Tourisme, sport et loisirs	Au Sud de Chalais : 1 terrain de football avec vestiaires et club house. - Tennis Club de Chalais. - Local pour les joueurs de pétanque. Centre : - Skate Park. - Gymnase.
Équipements publics	Centre : - Gendarmerie : environ 6 salariés, 20 habitants. - Centre social : 4 personnes. - ADMR : environ 5 personnes. - La Poste- Banque Postale : environ 10 personnes. - Maison départementale des solidarités : 10 personnes

	- Amicale Laïque • Amont Centre ville : - Captage d'eau Potable en Zone inondable - 2 Stations de traitement Eau Potable dont une récente hors du champ d'inondation
Voies de communication soumises aux risques	• D674 • Rue de Barbezieux • Rue de la Tude • Avenue de la Gare • Rue d'Angoulême • D140
Projets	• Au sud du centre-ville, un projet de réhabilitation d'hangars désaffectés en halle ouverte : Marché couvert, concerts.... (projet déjà accepté). • Projet d'une aire de jeux près de la Poste. • Connexion douce entre la Poste et la Gare. • Piste cyclable aux abords du terrain de football. • Au sud du tennis Club, structure semi-fixe sur 4 piliers (scène, possibilité de stand avec cuisine....) lors de manifestations culturelles ou sportives.
Document d'urbanisme	• POS (révision en cours en PLU)
Occupation du sol	• Secteur essentiellement rural et occupée par de la prairie • Centre-ville avec commerces occupant la totalité de la largeur du lit majeur
Remarques	• Beaucoup de commerces et de sociétés se situant rue de la Tude ou avenue de la Gare se trouvent identifiés dans la zone inondable mais ne sont pas forcément impactés ; En effet, beaucoup se trouvent sur la partie haute de l'avenue de la Gare, et seules leurs caves ou pièce en sous-sol sont potentiellement inondables ce qui les fait apparaître en zone de risque.







PREFET DE LA CHARENTE

Direction
Départementale
des Territoires de
la Charente

Service Eau,
Environnement,
Risques,

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION DE LA VALLÉE DE LA TUDE

COMMUNE DE CHALAIS

**INONDATION PAR DÉBORDEMENT DIRECT
DES RIVIÈRES DE LA TUDE ET DE LA VIVERONNE**

CARTE DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Vu pour être annexé à mon arrêté
n° 16-2018-08-10-012 du 11 août 2018

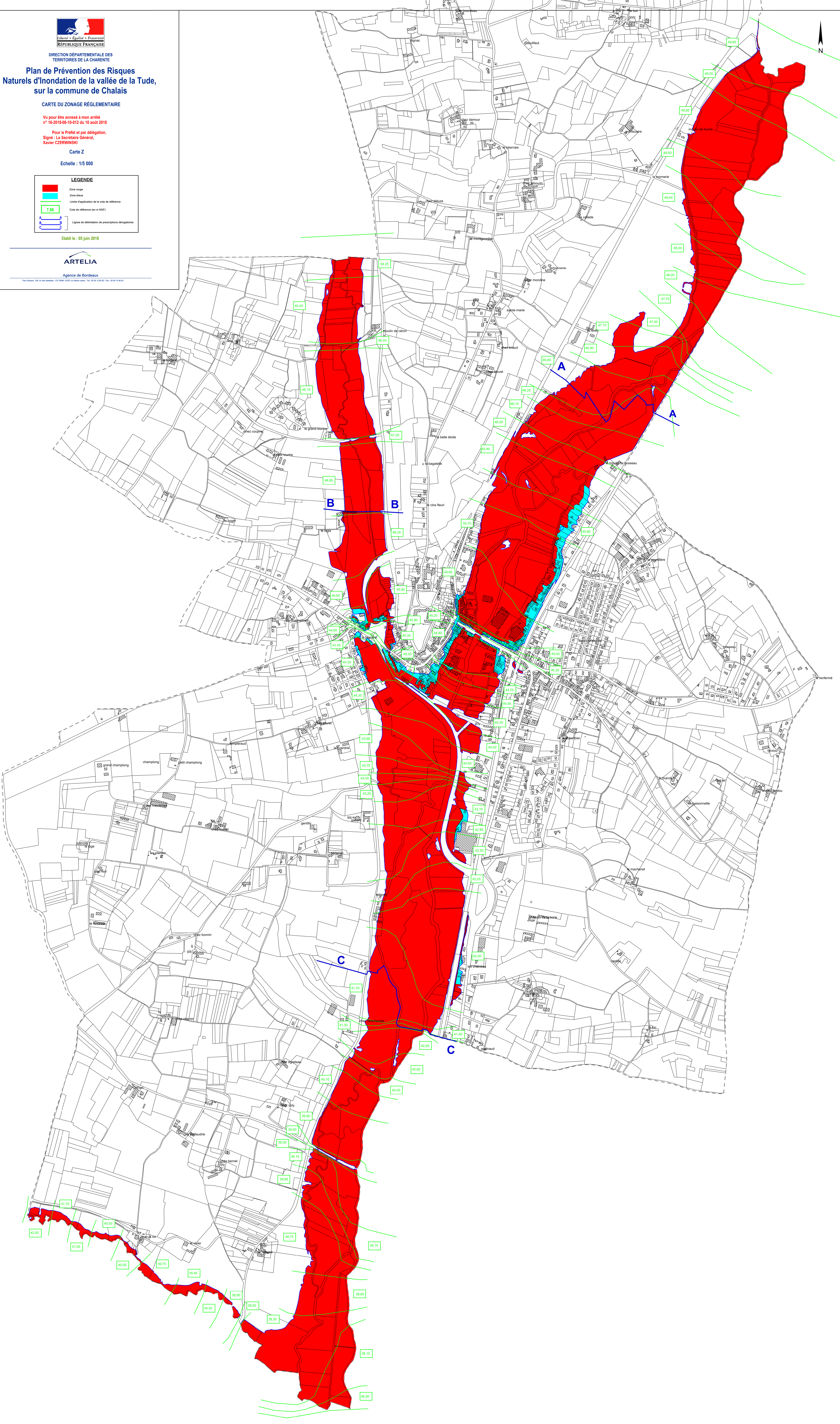
Pour le Préfet et par délégation,
Signé : Le Secrétaire Général,

Xavier CZERWINSKI



Le dossier « Carte du zonage réglementaire » comprend le document suivant :

Figure Z – Carte du zonage réglementaire au 1/5 000 sur l'ensemble du secteur d'étude





PREFET DE LA CHARENTE

Direction
Départementale
des Territoires de
la Charente

Service Eau,
Environnement,
Risques,

**PLAN DE PRÉVENTION DES
RISQUES NATURELS D'INONDATION
DE LA VALLÉE DE LA TUDE
COMMUNE DE CHALAIS**

**INONDATION PAR DÉBOREMENT DIRECT
DES RIVIÈRES DE LA TUDE ET DE LA VIVERONNE**

REGLEMENT

Vu pour être annexé à mon arrêté
n° 16-2018-08-10-012 du 10 août 2018

signé : Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Xavier CZERWINSKI



SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Principes directeurs.....	4
1.2. Effets du PPR.....	5
1.2.1. <i>LE PPR Approuvé est une servitude d'utilité publique.....</i>	<i>5</i>
1.2.2. <i>Le ppr est opposable aux tiers.....</i>	<i>5</i>
1.2.3. <i>Le PPR s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.....</i>	<i>6</i>
1.2.4. <i>Les conséquences en matière d'assurance.....</i>	<i>6</i>
1.3. Objet du règlement.....	7
1.4. Prescriptions.....	7
2. PRESCRIPTIONS.....	9
2.1. Prescriptions applicables en zone rouge R.....	9
2.1.1. <i>Utilisations et occupations du sol interdites.....</i>	<i>9</i>
2.1.1.1. Habitat.....	10
2.1.1.2. Activités économiques.....	10
2.1.1.3. Aménagements (autres que ceux visés aux articles ci-dessus).....	10
2.1.2. <i>Utilisations et occupations du sol admises sous conditions.....</i>	<i>11</i>
2.1.2.1. Habitat.....	11
2.1.2.2. Activités économiques.....	12
2.1.2.3. Aménagements (autres que ceux visés aux articles ci-dessus).....	14
2.1.2.4. Mesures propres aux activités liées à l'agriculture.....	17
2.2. Prescriptions applicables en zone bleue B.....	18
2.2.1. <i>Utilisations et occupations du sol interdites.....</i>	<i>18</i>
2.2.1.1. Activités économiques.....	18
2.2.1.2. Aménagements (autres que ceux visés aux articles ci-dessus).....	18
2.2.2. <i>Utilisations et occupations du sol admises sous conditions.....</i>	<i>19</i>
2.2.2.1. Habitat.....	20
2.2.2.2. Activités économiques.....	21
2.2.2.3. Aménagements (autres que ceux visés aux articles ci-dessus).....	23
2.2.2.4. Mesures propres aux activités liées à l'agriculture.....	24
2.3. Prescriptions liées aux biens et activités existants applicables dans les deux zones- mesures obligatoires.....	25
3. RÈGLES DE CONSTRUCTION.....	26
4. RECOMMANDATIONS.....	28
5. INFORMATION PRÉVENTIVE.....	30
6. ANNEXES.....	31
6.1. glossaire.....	31

PRÉAMBULE

Instauré par la loi Barnier du 2 février 1995, le PPR est l'outil privilégié de l'Etat en matière de prévention des risques naturels. Il a pour objet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions. Il permet de rassembler la connaissance des risques sur un territoire donné, d'en déduire une délimitation des zones exposées, de définir des conditions d'urbanisation, de construction et de gestion des constructions futures et existantes dans ces zones. Il définit en outre, des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que des mesures visant à réduire la vulnérabilité des biens existants.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. PRINCIPES DIRECTEURS

Dans l'objectif principal de limiter la vulnérabilité, le PPR à partir de l'analyse des risques sur un territoire donné, édicte des prescriptions en matière d'urbanisme, de construction et de gestion dans les zones exposées aux risques.

Ainsi, le volet réglementaire de ce Plan de Prévention contre le Risque d'inondation a pour objectif d'édicter, sur les zones définies ci-après, des mesures visant à :

- **préserver les champs d'expansion des crues et la capacité d'écoulement des eaux**, et limiter l'aggravation du risque inondation par la maîtrise de l'occupation des sols,
- **réduire l'exposition aux risques des personnes, des biens et des activités tant existants que futurs**,
- faciliter l'organisation des secours et informer la population sur le risque encouru,
- prévenir ou atténuer les effets indirects des crues.

Cela se traduit par :

- des mesures d'interdiction ou des prescriptions vis à vis des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations qui pourraient s'y développer. Ces prescriptions concernent aussi bien les conditions de réalisation que d'utilisation ou d'exploitation.
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à prendre par les collectivités et les particuliers dans le cadre de leurs compétences,
- les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants.

Le PPR traduit l'exposition aux risques de la commune dans l'état actuel des aménagements des sols et de la connaissance des crues. Il est susceptible d'être modifié à la suite de travaux de prévention de grande envergure ou à la suite d'une aggravation du risque connu.

Il a pour objectif une meilleure protection des personnes et des biens, ainsi qu'une limitation du coût pour la collectivité de l'indemnisation systématique des dégâts engendrés par les phénomènes.

Il détermine les principes réglementaires et prescriptifs à mettre en œuvre contre le risque d'inondation par débordement des grands cours d'eau, seul risque prévisible pris en compte dans ce document.

La nature et les conditions d'exécution des principes réglementaires et prescriptifs, ainsi que les mesures de protection, de prévention et de sauvegarde, pris pour l'application du présent règlement, sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Le maître d'ouvrage a également une obligation d'entretien des mesures exécutées.

1.2. EFFETS DU PPR

1.2.1. LE PPR APPROUVÉ EST UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Il doit, à ce titre, être annexé aux documents d'urbanisme.

Le Préfet demande au Maire d'annexer la nouvelle servitude au document d'urbanisme. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le Préfet y procède d'office.

L'annexion du PPR au document d'urbanisme s'effectue par une mise à jour : la liste et le plan des servitudes d'utilité publique sont modifiés (le PPR se substitue aux plans des surfaces submersibles et aux plans d'exposition aux risques d'inondation lorsqu'ils existent). Un arrêté du Maire constate qu'il a été procédé à la mise à jour du plan.

Il y a lieu de noter que le PPR n'efface pas les autres servitudes en zone inondable : servitude de marchepied le long des rivières domaniales et servitude constituée par les articles 55 à 61 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

Par ailleurs, les documents d'urbanisme en cours de révision doivent être mis en cohérence avec cette nouvelle servitude. Le rapport de présentation doit notamment justifier comment les dispositions du document d'urbanisme respectent cette nouvelle servitude.

Toute autorité administrative qui délivre une autorisation doit tenir compte des règles définies par le PPR.

1.2.2. LE PPR EST OPPOSABLE AUX TIERS

Il s'applique directement lors de l'instruction des certificats d'urbanisme et demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol : permis de construire, déclarations de travaux, lotissements, stationnement de caravanes, camping, installations et travaux divers, clôtures.

Dès l'approbation des PPR, les articles R.421-38.14 et R.442-14 du code de l'urbanisme sont abrogés. L'avis du Préfet, pris après consultation du service de la navigation, n'est donc plus requis pour les permis de construire ou les autorisations pour installations et travaux divers à l'intérieur du plan des surfaces submersibles.

Les règles du PPR, autres que celles qui relèvent de l'urbanisme, s'imposent également au maître d'ouvrage qui s'engage notamment à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire.

Le non-respect des prescriptions du PPR est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

1.2.3. LE PPR S'APPLIQUE SANS PRÉJUDICE DES AUTRES LégISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

En cas de différences entre les règles d'un document d'urbanisme POS ou PLU, d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur et celles du PPR, **les plus contraignantes des deux s'appliquent.**

Il peut arriver que les règles d'un document d'urbanisme soient plus contraignantes que celles du PPR.

En effet, la zone inondable non urbanisée peut aussi être un espace à préserver de toute construction, en raison de la qualité de ses paysages, de l'intérêt de ses milieux naturels, de nuisances particulières (odeurs, bruit), ou parce que d'autres servitudes d'utilité publique interdisent la construction.

En zone inondable urbanisée, la prise en compte de la forme urbaine, de la qualité du bâti, de projets d'aménagement d'espaces publics peut aussi conduire à des règles plus strictes que celles du PPR dans les documents d'urbanisme (POS, PLU, plans de sauvegarde et de mise en valeur).

1.2.4. LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est régie par la loi du 13 juillet 1982, qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou aux véhicules, d'étendre leur garantie aux effets de catastrophes naturelles, qu'ils soient situés dans un secteur couvert ou non par un PPR.

Lorsqu'un plan de prévention des risques existe, le Code des assurances précise même que l'obligation de garantie est maintenue pour les "biens et activités existant antérieurement à la publication de ce plan", sauf pour ceux dont la mise en conformité avec des mesures rendues obligatoires par ce plan n'a pas été effectuée par le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur.

Par ailleurs, **les assureurs ne sont pas tenus d'assurer les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur mise en place.** Cette possibilité offerte aux assureurs est encadrée par le Code des assurances et ne peut intervenir qu'à la date normale de renouvellement d'un contrat où la signature d'un nouveau contrat. En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du bureau central de tarification (BCT), compétent en matière de catastrophes naturelles.

Au préalable, il convient de se reporter à la note de présentation qui :

- explique et motive la démarche, les choix de zonage et les mesures réglementaires,
- mentionne la portée et les effets du présent plan de prévention du risque inondation (chapitre 5).

1.3. OBJET DU RÈGLEMENT

L'objet du présent règlement est de déterminer :

- la réglementation applicable aux **projets nouveaux** :
 - les types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements ou d'exploitations interdits,
 - les types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements ou d'exploitations dont l'autorisation est soumise à des prescriptions particulières,
 - les recommandations qui n'ont pas force réglementaire mais qui peuvent utilement être prises par le maître d'ouvrage,
- la réglementation applicable aux **biens et activités existants** :
 - les prescriptions applicables aux travaux sur les biens et activités existants, notamment pour les extensions, transformations, reconstructions,
 - les prescriptions visant à réduire la vulnérabilité des biens,
 - les recommandations qui n'ont pas force réglementaire mais qui peuvent utilement être prises par le maître d'ouvrage,
- les mesures de prévention et de sauvegarde incombant aux collectivités publiques et aux particuliers,

et ce, dans les deux zones soumises à l'aléa inondation par débordement direct des rivières **la Tude et ses affluents principaux, la Viveronne et l'Argentonne**, définies dans la note de présentation et figurées dans la carte du zonage réglementaire, à savoir :

- **la zone rouge R,**
- **la zone bleue B.**

L'ensemble de ces mesures s'applique qu'il y ait ou non autorisation d'urbanisme.

1.4. PRESCRIPTIONS

Indépendamment des prescriptions édictées par ce Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI), les projets de construction restent assujettis aux dispositions prévues dans les documents d'urbanisme. L'ensemble des prescriptions édictées dans le présent règlement ne s'applique qu'aux travaux et installations autorisés postérieurement à la date d'approbation du présent PPRI.

Les utilisations et occupation du sol soumises sous condition sont soumises aux règles de construction définies au chapitre 3.

L'approche opérationnelle a été intégrée dans le règlement afin de pouvoir admettre certains aménagements. Il s'agit :

- soit, de la prise en compte de l'aménagement par le plan communal de sauvegarde (PCS) qui est obligatoire dans une commune dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé,
- soit, de la mise en place d'une gestion saisonnière de l'aménagement, qui pour le phénomène inondation par débordement des deux rivières, s'étend du 01 mai au 15 octobre.

Rappel :

La carte du zonage réglementaire a été établie à partir de l'événement de référence défini comme étant la crue centennale simulée par modélisation des écoulements dans la vallée.

Les cotes de référence mentionnées dans le présent règlement sont celles figurant sur le plan de zonage. Elles sont issues de la cote du plan d'eau identifiée sur l'isocote amont de la carte des aléas.



2. PRESCRIPTIONS

Zone rouge R

2.1. PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE R

La zone rouge R (cf. page 21 de la note de présentation) correspond aux :

- **zones qualifiées de naturelles (zones d'expansion des crues) ou peu urbanisée quelle que soit la hauteur d'eau par rapport à la cote de référence,**
- **zones urbanisées où la hauteur d'eau par rapport à la cote de référence est supérieure à 1 m, ou soumises à des vitesses de courant supérieures à 0,50 m/s,**

Le contrôle strict de l'urbanisation de cette zone a pour objectifs :

- la sécurité des populations,
- la préservation du rôle déterminant des champs d'expansion des crues par l'interdiction de toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux, ou de restreindre le volume de stockage de la crue,
- la non aggravation, voire la diminution, de la vulnérabilité des biens et des activités exposés,
- de ne pas entraîner la pollution des eaux.

L'inconstructibilité est la règle générale.

Sont toutefois admis sous conditions, certaines constructions, certains travaux d'extension limitée, d'aménagement et certains ouvrages techniques et d'infrastructures, ainsi que les constructions nécessitant la proximité immédiate de l'eau.

Les dispositifs nécessaires à la mise aux normes des bâtiments assujettis à la loi du 11 février 2005 relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sont autorisés sans réserves. Une attention particulière sera cependant portée sur ces installations dans le but d'assurer la meilleure transparence aux écoulements des crues.

2.1.1. UTILISATIONS ET OCCUPATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes les nouvelles réalisations de constructions, d'ouvrages, d'installations, de travaux sont interdites notamment :

- les constructions nouvelles à l'exception de celles visées au 2.1.2, les ouvrages ou obstacles de toute nature pouvant ralentir l'écoulement de la crue (y compris les clôtures qui ne permettent pas le libre écoulement de l'eau), les exhaussements de sol dont les remblais, à l'exception de ceux existants ayant une vocation économiques (dans leur périmètre lors de l'approbation du PPR) et ceux visés au 2.1.2 ;
- la création ou l'aménagement de sous-sol (le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située en-dessous du terrain naturel) ;
- la construction et l'aménagement d'établissements accueillant des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières. Il s'agit notamment des hôpitaux et cliniques, centres de rééducation, maisons de retraite, instituts ou centres de rééducation pour déficients moteurs et déficients mentaux, centres de réadaptation fonctionnelle et maisons de repos et de convalescence, de crèches, d'écoles, de centres aérés,... ;
- les implantations les plus sensibles, tels que les bâtiments, équipements et installations dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public (centre de secours, gendarmerie, police, mairie,...).

2.1.1.1. HABITAT

- l'augmentation du nombre de logements ;
- le changement de destination vers des bâtiments à usage d'habitation à l'exception de ceux à gestion saisonnière.

2.1.1.2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

- toute augmentation significative de la population exposée (sauf gestion saisonnière) ;
- les installations et/ou les activités détenant et exploitant des produits dangereux et/ou polluants susceptibles de constituer un danger pour la santé publique ou de provoquer un risque de pollution en cas d'inondation.

2.1.1.3. AMÉNAGEMENTS (AUTRES QUE CEUX VISÉS AUX ARTICLES CI-DESSUS)

- toute augmentation significative de la population exposée (sauf gestion saisonnière) ;
- la création de terrains de camping et de caravanage à gestion non saisonnière ;
- toute nouvelle implantation de mobile homes, ainsi que le stockage de caravanes à l'année hors campings ;
- toute création ou extension d'aires d'habitations légères de loisir de type Parc Résidentiel de Loisirs (PRL) ;
- toute création ou extension d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- toute création de station d'épuration. En cas d'impossibilité technique, une dérogation peut être accordée si la commune justifie la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables, en référence, notamment, à l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les centres de stockage et installations d'élimination de déchets, ainsi que les centres de transit temporaires ou de regroupement susceptibles de générer des risques ou des nuisances incompatibles avec le voisinage de la rivière et/ou les nappes phréatiques, sauf à ce que l'exploitant mette en œuvre, sur son unité foncière, des mesures compensatoires visant à remédier à ces risques ou nuisances ;
- tout stockage au dessous de la cote de référence de produits dangereux ou polluants susceptibles de générer des risques ou des nuisances incompatibles avec le voisinage de la rivière et/ ou les nappes phréatiques ;
- tout dépôt au-dessous de la cote de référence de produits ou matériaux susceptibles de flotter ou de faire obstacle à l'écoulement des eaux, même stockés de façon temporaire à l'exception des matériaux ou stockages nécessaires à la gestion de crise des crues ;
- tout remblai à l'exception de ceux nécessaires à la construction des aménagements admis, auquel cas ils sont strictement limités à l'emprise de la construction sans utilisation possible des parties situées au-dessous de la cote de référence.

2.1.2. UTILISATIONS ET OCCUPATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations ou utilisations du sol énumérées ci-dessous sont admises sous réserve de l'être également par les documents d'urbanisme en vigueur sur la commune. Celles-ci devront en outre respecter les règles de construction définies au chapitre 3 destinées à réduire leur vulnérabilité. Par ailleurs :

- les constructions et les installations admises ci-après ne devront pas, par leur implantation, entraver l'écoulement des eaux ou aggraver les risques à l'exception des constructions et installations démontables pour des activités saisonnières ;
- **le niveau bas du premier plancher aménagé devra être situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence**, sur vide sanitaire, sur remblai strictement limité à l'emprise de la construction ou sur tout autre dispositif limitant l'entrave à l'écoulement de l'eau et sans utilisation possible des parties situées au-dessous de la cote de référence.
- Cette disposition ne s'applique pas aux annexes des habitations existantes (garages, abri de jardin, annexes techniques...) admises et construites en matériaux légers ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sont admis sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée ;
- la reconstruction totale ou partielle des bâtiments détruits, depuis moins de dix ans, par un sinistre accidentel autre que l'inondation, est admise dans la limite de l'emprise au sol initiale, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens.

Sont donc admis sous conditions :

2.1.2.1. HABITAT

- la surélévation des constructions à usage d'habitation, à condition qu'elle ne conduise pas à la création de logement(s) supplémentaire(s) et que le plancher créé soit situé au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m afin de pouvoir disposer d'une « zone refuge » ;
- l'extension des bâtiments à usage d'habitation, par augmentation de l'emprise au sol, limitée à 30 m² (d'emprise au sol) en une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet. Cette extension n'est pas admise si les travaux prévus concourent à augmenter le nombre de logements, à l'augmentation de la population exposée ou la quantité stockée de produits polluants.
- des extensions conduisant à des dépassements des normes précitées pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue d'améliorer l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.

- les constructions annexes aux habitations existantes, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet :
 - du type garage, annexe technique, construites en « matériaux légers » non isolés, dans la limite maximale de 30 m² d'emprise au sol pour l'ensemble de ces constructions implantées sur l'unité foncière . Pour ces constructions, le plancher pourra au minimum être situé au niveau du terrain naturel et les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est à dire au-dessus de la cote de référence) ;
 - du type abri de jardin, construites en « matériaux légers » non isolés et sans raccordement aux réseaux, dans la limite maximale de 15 m² d'emprise au sol. Pour ces constructions, le plancher pourra au minimum être situé au niveau du terrain naturel; la notion de « matériaux légers » exclut les élévations à ossatures béton et brique de terre cuite.
 - du type garage, annexe technique, construites en « dur » dans la limite maximale de 30 m² d'emprise au sol pour l'ensemble de ces constructions implantées sur l'unité foncière . Pour ces constructions, le niveau du plancher bas sera situé au-dessus de la cote de référence et les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est à dire au-dessus de la cote de référence).
- les bassins et piscines privés sous réserve qu'ils soient démontables ou enterrés et réalisés sans exhaussement et avec une clôture transparente hydrauliquement (sinon un autre dispositif de sécurité sera à prévoir). Les emprises de ces piscines et bassins seront matérialisées en permanence par un dispositif de balisage en raison de leur effacement lors d'une inondation.

2.1.2.2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

- l'extension des bâtiments existants par augmentation d'emprise au sol limitée à un maximum de 10% de l'emprise existante ou à un maximum de 30 m² pour le cas des emprises existantes inférieures ou égales à 300 m² , en une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet. Cette extension n'est pas admise si les travaux prévus concourent à la création de logement(s), à l'augmentation de la population exposée ou la quantité stockée de produits polluants.

Des extensions conduisant à des dépassements des normes précitées pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.

- le changement de destination, l'aménagement et la réhabilitation dans le volume actuel des constructions existantes présentant un caractère patrimonial (aménagement internes, traitement et modification de façades, réfection de toiture notamment), à condition qu'il n'y ait ni augmentation significative de la population exposée, ni création de logement(s) permanent(s) et, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, par exemple par :
 - une prise en compte de l'activité dans le plan communal de sauvegarde (PCS),
 - l'affichage d'une activité saisonnière,
 - de ne pas aggraver, voire diminuer, la vulnérabilité des biens et des activités,
 - de ne pas augmenter l'exposition aux risques liés à la pollution d'installations et/ou d'activités détenant et/ou exploitant des produits dangereux et/ou polluants ;

- les terrains de camping et de caravanage sous réserve d'une gestion saisonnière et à condition que , pour une création ou une extension :
 - les installations nécessaires à leur exploitation soient implantées hors de la zone inondable ou soient démontées en dehors des périodes d'exploitation,
 - les installations mobiles (chalets, mobil homes,..) susceptibles d'être emportées par la montée des eaux et pouvant constituer des embâcles soient retirées du 16 octobre au 30 avril,
 - le sol ne soit pas imperméabilisé.

- Les remblais mis en dépôt à des fins commerciales (type sable de construction) sous réserve de ne pas dépasser un volume total stocké de 20 m3 en dessous de la cote de référence.

2.1.2.3. AMÉNAGEMENTS (AUTRES QUE CEUX VISÉS AUX ARTICLES CI-DESSUS)

- l'extension des bâtiments existants par augmentation d'emprise au sol limitée à 30 m² en une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet. Cette extension n'est pas admise si les travaux prévus concourent à augmenter le nombre de logements pour les bâtiments à usage d'habitation, la population exposée pour les autres bâtiments ou la quantité stockée de produits polluants.

Des extensions conduisant à des dépassements des normes précitées pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie. En tout état de cause, la démolition-reconstruction totale est interdite ;

- les terrains de sports, loisirs de plein air et les aires de jeux sous réserve d'être conçus en tenant compte du risque de crue, à savoir :
 - démonter et retirer du 16 octobre au 30 avril toute installation et construction située au-dessus du terrain naturel,
 - ou être intégrés dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- les constructions et installations techniques liées à l'activité des rivières (les ouvrages piscicoles ou autres ouvrages hydrauliques d'intérêt général, les stations de prélèvement d'eau,...), ainsi que celles nécessaires au fonctionnement des services publics et qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, notamment : les pylônes, les postes de transformation, les stations de pompage..., à condition de ne pas entraver l'écoulement des crues, et de ne pas modifier les périmètres exposés et sous réserve de la mise hors d'eau des équipements (exceptés les ouvrages "en rivière");
- les postes de refoulement d'eaux usées qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux dès lors que le fonctionnement du réseau principal ne subit aucune discontinuité dans le traitement des effluents ;
- la modification ou l'extension des stations d'épuration et usines de traitement d'eau potable à condition de limiter la gêne à l'écoulement de l'eau, de diminuer la vulnérabilité, d'éviter les risques de pollution en favorisant notamment une remise en fonction rapide de la station d'épuration après la crue.
Le choix de la modernisation et de l'extension sur le site de la station existante doit résulter d'une analyse démontrant l'équilibre entre les enjeux hydrauliques, environnementaux et économiques. La compatibilité du projet de modernisation et/ou d'extension de la station d'épuration et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables devront être justifiées, en référence, notamment, à l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les travaux de voirie et d'infrastructures publiques à condition d'être dotés de dispositifs permettant d'assurer la libre circulation des eaux et de ne pas modifier les périmètres exposés.
Les ouvrages cités aux trois alinéas précédents devront être conçus de façon à assurer la stabilité de l'équipement, la transparence hydraulique ou la compensation de l'obstacle.
- le stationnement isolé de caravane sous réserve que l'installation soit retirée du 16 octobre au 30 avril ;

- les parcs de stationnement uniquement aménagés au niveau du terrain naturel sous réserve :
 - que le sol ne soit pas imperméabilisé ou que l'exploitant mette en œuvre des mesures compensatoires n'aggravant pas la situation antérieure (cf. en ce sens la loi sur l'eau) et
 - d'une gestion saisonnière ou d'être intégrés dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- les constructions, installations et les équipements à vocation de loisirs pour le sport nautique, à l'exclusion de tout bâtiment à usage d'habitation, sous réserve :

pour une création :

- de la mise hors d'eau (cote de référence majorée de 0,20 m) des biens vulnérables, y compris les locaux techniques sanitaires (toilettes, douches, vestiaires) dont l'emprise au sol ne devra pas excéder 30 m² en une seule opération.
- que la surface ne soit pas imperméabilisée, ou que l'exploitant mette en place des mesures compensatoires n'aggravant pas la situation antérieure (cf. en ce sens la loi sur l'eau),
- que le matériel d'accompagnement soit démontable et démonté du 16 octobre au 30 avril ;

pour l'existant :

- l'extension des installations existantes nécessaires à leur exploitation, par augmentation d'emprise au sol limitée à 30 m² en une seule fois à compter de la date d'approbation du présent PPRI, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50% de la superficie de l'unité foncière du projet, et qu'en cas d'inondation, cela n'entraîne pas de pollution ; par ailleurs, il est imposé la mise hors d'eau (cote de référence majorée de 0,20 m) des biens vulnérables.
Des extensions conduisant à des dépassements des normes précitées pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.
 - que la surface ne soit pas imperméabilisée, ou que l'exploitant mette en place des mesures compensatoires n'aggravant pas la situation antérieure (cf. en ce sens la loi sur l'eau),
 - que le matériel d'accompagnement soit démontable et démonté du 16 octobre au 30 avril ;
- les installations et ouvrages liés aux extractions de matériaux. Ces ouvrages ou les dispositifs d'exploitation qui leurs sont liés devront démontrer leur incidence sur le milieu naturel inondé et inclure des mesures compensatoires vis à vis de l'impact sur le régime hydraulique de la rivière ;
 - les installations de criblage, de concassage et de broyage devront être soit déplaçables, soit ancrées afin de résister à la pression de l'eau jusqu'à la cote de référence. Dans ce dernier cas, le matériel électrique doit être démontable et les installations doivent être placées dans le sens du courant ;
 - les techniques de génie végétal vivantes permettant la protection des écosystèmes existants le long des berges. Les enrochements grossiers non maçonnés pourront exceptionnellement être admis sous réserve des prescriptions énoncées par la loi sur l'eau et de ses décrets d'application ;
 - les fouilles archéologiques à condition qu'aucun stockage de matériaux de déblai ne s'effectue dans la zone inondable et que les installations liées aux fouilles soient déplaçables ou que leur enlèvement soit intégré dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;

- les clôtures devront permettre l'écoulement des eaux, avoir une hauteur inférieure ou égale à 1,50 m et devront être entièrement ajourées et à larges mailles. Les fondations des poteaux ne devront pas faire saillies au dessus du terrain naturel .

La prescription qui précède n'est pas applicable en amont des lignes AA et BB ainsi qu'en aval de la ligne CC du zonage réglementaire.

- la pose de clôture spécifique visant à protéger l'espèce Vison d'Europe sous réserve de ne pas créer d'obstacles physiques importants (cas des ouvrages de protection de l'espèce à poser à proximité des voiries en vue d'éviter les collisions routières).
- la construction d'installation d'assainissement non collectif en remblais sous réserve de la mise hors d'eau des équipements électriques propres aux dispositifs de traitement et d'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées.
- Les clôtures de protection des stations de prélèvement, de traitement ou de distribution d'eau potable pourront avoir une hauteur supérieure à 1,50 m et être ainsi conformes à la réglementation relative à la sécurisation des sites.
- Les ouvrages de franchissement de type passerelles destinés aux piétons et aux deux-roues doivent être conçus pour résister aux affouillements et résister à la pression de la crue de référence pour ne pas être emportés.

Ces ouvrages qui entrent dans ces 2 catégories sont autorisés sous réserve que :

- les ouvrages implantés parallèlement au sens de l'écoulement des crues ne devront pas réduire significativement la section d'écoulement des eaux ;
- la sous face ou intrados des ouvrages implantés perpendiculairement au sens d'écoulement des crues devra être située au-dessus de la cote de référence.

Ces ouvrages sont autorisés sans préjudice du respect des prescriptions découlant de la loi sur l'eau qui prendront en compte les conditions d'écoulement des plus hautes eaux dans l'étude d'incidence à fournir.

- Les constructions amovibles et les structures démontables à vocations culturelle et sportive sous réserve d'une gestion saisonnière.
- Les structures de type poteaux ou piliers en attente attachés au sol avec charpente et toiture à demeure, destinées à recevoir des équipements amovibles en période de gestion saisonnière (voiles latéraux bâchés) sous réserve :
 - de répondre à des activités à vocations culturelle et sportive,
 - que l'emprise au sol totale des différents équipements admis ne dépasse pas 600 m²,
 - d'être implantées à plus de 30 m du lit mineur des cours d'eau,
 - de respecter un écartement de 5 mètres minimum entre les unités de poteaux ou de piliers,
 - de ne pas dépasser un diamètre ou une largeur maximale de 35 cm pour chaque unité de poteaux ou de piliers,
 - que la partie basse de la toiture soit implantée à une hauteur minimum d'1,50 mètre au-dessus de la cote de référence,
 - que les équipements amovibles (voiles latéraux bâchés) soient démontables et démontés du 16 octobre au 30 avril,
 - d'être implantées dans la mesure du possible dans le sens du flux des écoulements de crue,
 - d'être implantées en aval du bourg de chalais et des installations des terrains de tennis existants.

2.1.2.4. MESURES PROPRES AUX ACTIVITÉS LIÉES À L'AGRICULTURE

- la construction de structures agricoles légères, d'installations techniques (station de prélèvement, de forage, ou de pompage), de tunnels bas ou serres-tunnels, liés et nécessaires aux exploitations agricoles en place à la date d'approbation du présent PPRI, ainsi que leurs extensions, à l'exclusion de tout bâtiment conduisant à l'implantation permanente ou temporaire de populations supplémentaires, dans la limite de 30 m² d'emprise au sol, sous réserve :
 - que la hauteur d'eau du secteur soit inférieure à 1,00 m,
 - de ne pas entraver l'écoulement des crues et donc de mettre en place, éventuellement, des mesures compensatoires,
 - de la mise hors d'eau des biens vulnérables,
 - qu'il n'y ait ni chauffage fixe, ni soubassement ;
- les constructions nécessaires à l'observation du milieu naturel (observatoire ornithologique,...) ou à l'hébergement du bétail dans la limite de 20 m² d'emprise au sol à l'exclusion de tout bâtiment à usage d'habitation. Cette mesure ne s'applique qu'une seule fois par unité foncière à partir de la date d'approbation du présent PPRI ;
- les réseaux d'irrigation et de drainage et leurs équipements, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et sous réserve que le matériel d'irrigation soit démontable ou déplaçable et stocké hors zone inondable en dehors des périodes d'irrigation ; les installations de drainage devront être ancrées de façon à pouvoir résister à la pression hydrostatique correspondant à la crue de référence.
- les plantations forestières et paysagères à condition de respecter une distance minimale de 5 mètres entre le haut de berge et le premier rang ainsi qu'entre plants ;

La prescription qui précède est applicable sans réserves ou respect de conditions en amont des lignes AA et BB ainsi qu'en en aval de la ligne CC du zonage réglementaire.

- les travaux de plantation et de restauration de ripisylve constitués d'essences locales (aulnes, frênes, érables, chênes pédonculés,...) associés à des espèces buissonnantes (saules pourpres, roux, des vanniers,...)
- dans le cas de la mise aux normes d'installations existantes classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et celles classées au règlement sanitaire départemental (RSD), et par dérogation au paragraphe 2.1.1.3, sont admises les installations nécessaires sous réserve :
 - de ne pas aggraver les impacts sur l'environnement (pollution...),
 - de ne pas aggraver les inondations en générant des obstacles à l'écoulement,
 - de ne pas permettre d'enlever des volumes conséquents aux champs d'expansion des crues.
- les cultures sont autorisées sous réserve de remise à nu des terres en hiver sauf prescriptions relevant de la réglementation applicable aux espaces agricoles et à celle relevant de la directive Nitrates.

La prescription qui précède est applicable sans réserves en amont des lignes AA et BB ainsi qu'en en aval de la ligne CC du zonage réglementaire.



2.2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B

La zone bleue B (cf. page 28 de la note de présentation) correspond aux zones urbanisées où la hauteur d'eau par rapport à la cote de référence est égale ou inférieure à 1,00 m et soumises à des vitesses inférieures à 0,50 m/s.

Le contrôle de l'urbanisation a pour objectifs :

- de s'assurer de la sécurité des personnes (au travers des conditions d'évacuation : accès non inondable ou inondable par une hauteur d'eau au maximum égale à 0,50 m),
- de maintenir, voire d'améliorer, le libre écoulement des eaux,
- de ne pas aggraver, voire de réduire, la vulnérabilité des biens et des activités exposés,
- de ne pas entraîner la pollution des eaux.

Les dispositifs nécessaires à la mise aux normes des bâtiments assujettis à la loi du 11 février 2005 relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sont autorisés sans réserves. Une attention particulière sera cependant portée sur ces installations dans le but d'assurer la meilleure transparence aux écoulements des crues.

La constructibilité sous conditions est la règle générale.

2.2.1. UTILISATIONS ET OCCUPATIONS DU SOL INTERDITES

Les occupations ou utilisations du sol suivantes sont interdites :

2.2.1.1. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

- la construction et l'extension d'établissements accueillant des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées. Il s'agit notamment des hôpitaux et cliniques, centres de rééducation, maisons de retraite, instituts ou centres de rééducation pour déficients moteurs et déficients mentaux, centres de réadaptation fonctionnelle et maisons de repos et de convalescence, de crèches, d'écoles, de centres aérés,... ;
- les implantations les plus sensibles, tels que les bâtiments, équipements et installations dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public (centre de secours, gendarmerie, police, mairie,...) ;
- la création de terrains de camping et de caravanage à gestion non saisonnière ;
- les installations et/ou les activités détenant et exploitant des produits dangereux et/ou polluants susceptibles de constituer un danger pour la santé publique ou de provoquer un risque de pollution en cas d'inondation.

2.2.1.2. AMÉNAGEMENTS (AUTRES QUE CEUX VISÉS AUX ARTICLES CI-DESSUS)

- toute création ou extension d'aires d'habitations légères de loisirs de type Parc Résidentiel de Loisirs (PRL) ;
- toute nouvelle implantation de mobile homes ainsi que le stockage des caravanes à l'année, hors campings ;
- toute création ou extension d'aires d'accueil de gens de voyage ;
- la création ou l'aménagement de sous-sol (le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située en-dessous du terrain naturel) ;

- toute création de station d'épuration. En cas d'impossibilité technique, une dérogation peut être accordée si la commune justifie la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables, en référence, notamment, à l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les centres de stockage et installations d'élimination de déchets, ainsi que les centres de transit temporaires ou de regroupement susceptibles de générer des risques ou des nuisances incompatibles avec le voisinage de la rivière et/ ou les nappes phréatiques, sauf à ce que l'exploitant mette en œuvre, sur son unité foncière, des mesures compensatoires visant à remédier à ces risques ou nuisances ;
- tout stockage au-dessous de la cote de référence de produits dangereux ou polluants susceptibles de générer des risques ou des nuisances incompatibles avec le voisinage de la rivière et/ou les nappes phréatiques ;
- tout dépôt au-dessous de la cote de référence de produits ou de matériaux susceptibles de flotter ou de faire obstacle à l'écoulement des eaux, même stockés de façon temporaire ;
- tout remblai à l'exception de ceux nécessaires à la construction des aménagements admis, auquel cas ils sont strictement limités à l'emprise de la construction sans utilisation possible des parties situées au-dessous de la cote de référence.

2.2.2. UTILISATIONS ET OCCUPATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les occupations ou utilisations du sol énumérées ci-dessous sont admises sous réserve de l'être également par les documents d'urbanisme en vigueur sur la commune. Celles-ci devront en outre respecter les règles de construction définies au chapitre 3 destinées à réduire leur vulnérabilité. Par ailleurs :

- les constructions et les installations admises ci-après ne devront pas, par leur implantation, entraver l'écoulement des eaux ou aggraver les risques à l'exception des constructions et installations démontables pour des activités saisonnières ;
- le niveau bas du premier plancher aménagé devra être situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence sur vide sanitaire, sur remblai strictement limité à l'emprise de la construction ou sur tout autre dispositif limitant l'entrave à l'écoulement de l'eau et sans utilisation possible des parties situées au-dessous de la cote de référence.
- Cette disposition ne s'applique pas aux annexes des habitations existantes (garage, abri de jardin, annexe techniques...) admises ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée ;
- la reconstruction totale ou partielle des bâtiments détruits, depuis moins de dix ans, par un sinistre accidentel autre que l'inondation, est admise dans la limite de l'emprise au sol initiale, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, de réduire la vulnérabilité des biens et à condition que les niveaux de plancher soient situés au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m.

Sont donc admis sous conditions :

2.2.2.1. HABITAT

- les constructions nouvelles et extensions de constructions à usage d'habitation sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) n'excède pas 50% de la superficie de l'unité foncière du projet.
Des extensions conduisant à un dépassement de la norme précitée pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.
- les changements d'affectation de bâtiments existants, en vue d'un usage d'habitation, dans le volume existant sous réserve de conduire globalement à une diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens ;
- les constructions annexes aux habitations existantes, sous réserve que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) reste inférieure à 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet :
 - du type garage, annexe technique, construites en « matériaux légers » non isolés, dans la limite maximale de 30 m² d'emprise au sol pour l'ensemble de ces constructions implantées sur l'unité foncière. Pour ces constructions, le plancher pourra au minimum être situé au niveau du terrain naturel et les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est à dire au-dessus de la cote de référence) ;
 - du type abri de jardin, construites en « matériaux légers » non isolés et sans raccordement aux réseaux, dans la limite maximale de 15 m² d'emprise au sol. Pour ces constructions, le plancher pourra au minimum être situé au niveau du terrain naturel ; la notion de « matériaux légers » exclue les élévations à ossatures béton et brique de terre cuite.
 - du type garage, annexe technique, construites en « dur » dans la limite maximale de 30 m² d'emprise au sol pour l'ensemble de ces constructions implantées sur l'unité foncière. Pour ces constructions, le niveau du plancher bas sera situé au-dessus de la cote de référence et les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est à dire au-dessus de la cote de référence).
- Les constructions de type garage, sur parcelle non bâtie, construite en "dur" dans la limite de 30m² d'emprise au sol. Pour ces constructions, le niveau du plancher bas sera situé au-dessus de la cote de référence et les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est à dire au-dessus de la cote de référence).
- les bassins et piscines privés sont admis sous réserve qu'ils soient démontables ou enterrés et réalisés sans exhaussement et avec une clôture transparente hydrauliquement (sinon un autre dispositif de sécurité sera à prévoir). Les emprises de ces piscines et bassins seront matérialisées en permanence par un dispositif de balisage en raison de leur effacement lors d'une inondation.

2.2.2.2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

- les constructions nouvelles et les extensions de constructions existantes à usage autre que l'habitation et non interdites (cf. § 2.2.1) sous réserve que :
 - l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) n'excède pas 50 % de la superficie de l'unité foncière du projet,
 - l'usage prévu ne concoure pas à augmenter la quantité de produits polluants sous la cote de référence majorée de 0,20 m.

Des extensions conduisant à un dépassement de la norme précitée pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.
- les créations et extensions d'activités touristiques autres que le camping-caravanage sous réserve que :
 - l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) n'excède pas 50 % de l'unité foncière du projet,
 - que la gestion de l'activité soit saisonnière et que le matériel d'accompagnement soit démontable et démonté du 16 octobre au 30 avril. Sinon, cette activité sera intégrée dans le plan communal de sauvegarde (PCS).

Des extensions conduisant à un dépassement de la norme précitée pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue de réduire l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.
- les changements d'affectation de bâtiments existants, en vue d'un usage autre que l'habitation et non interdit (cf. § 2.2.1), dans le volume existant sous réserve :
 - de conduire globalement à une diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - que l'usage prévu ne concoure pas à augmenter la quantité de produits polluants sous la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- les changements d'affectation de bâtiments existants, en vue d'un usage touristique autre que le camping-caravanage, dans le volume existant sous réserve :
 - de conduire globalement à une diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens,
 - que la gestion de l'activité soit saisonnière et que le matériel d'accompagnement soit démontable et démonté du 16 octobre au 30 avril. Sinon, cette activité sera intégrée dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- les travaux de restructuration des bâtiments sensibles au regard de la population (enseignement, établissements sanitaires et sociaux, accueil de personnes âgées,...) et de sécurité civile et d'ordre public :
 - dans le volume du bâtiment existant et sans augmentation de la capacité d'accueil,
 - et sous réserve que les travaux conduisent à une diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens ou que l'activité soit intégré dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;

- les terrains de camping et de caravanage sous réserve d'une gestion saisonnière et à condition que :
 - les installations nécessaires à leur exploitation soient implantées hors de la zone inondable ou que le niveau bas de leur premier plancher soit situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence,
 - les installations mobiles susceptibles d'être emportées par la montée des eaux et pouvant constituer des embâcles soient retirées du 16 octobre au 30 avril.
 - que le sol ne soit pas imperméabilisé ;
- la modification ou l'extension d'installations et/ou d'activités ne détenant pas et n'exploitant pas de produits dangereux et/ou polluants susceptibles de constituer un danger pour la santé publique ou de provoquer un risque de pollution en cas d'inondation :
 - à condition que l'emprise au sol de la totalité des bâtiments (existants et projetés) n'excède pas 50 % de l'unité foncière du projet.

Des extensions conduisant à un dépassement de la norme précitée pourront être ponctuellement admises dès lors que, dans le cadre du projet, elles s'accompagnent de démolitions partielles de bâtiments existants en vue d'améliorer l'exposition au risque et sous réserve que l'emprise au sol de l'extension soit inférieure ou égale à celle de la partie démolie.
 - et sous réserve de :
 - mesures particulières face au risque inondation adaptées à l'activité,
 - limiter la gêne à l'écoulement des eaux,
 - diminuer la vulnérabilité.

Les trois dernières conditions ne seront pas applicables pour les équipements d'intérêt collectif situés dans des communes dotées d'un plan communal de sauvegarde (PCS).

- Les remblais mis en dépôt à des fins commerciales (type sable de construction) sous réserve de ne pas dépasser un volume total stocké de 20 m³ en dessous de la cote de référence.

2.2.2.3. AMÉNAGEMENTS (AUTRES QUE CEUX VISÉS AUX ARTICLES CI-DESSUS)

- les parcs de stationnement uniquement aménagés au niveau du terrain naturel sous réserve :
 - que le sol ne soit pas imperméabilisé, ou que l'exploitant mette en œuvre des mesures compensatoires n'aggravant pas la situation antérieure (cf. en ce sens la loi sur l'eau),
et
 - d'une gestion saisonnière ou d'être intégrés dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- les postes de refoulement d'eaux usées dès lors que le fonctionnement du réseau principal ne subit aucune discontinuité dans le traitement des effluents ;
- les travaux de voirie et d'infrastructures publiques devront être dotés de dispositifs permettant d'assurer la libre circulation des eaux et de ne pas modifier les périmètres exposés ;
- les techniques de génie végétal vivantes permettant la protection des écosystèmes existants le long des berges. Les enrochements grossiers non maçonnés pourront exceptionnellement être autorisés sous réserve des prescriptions énoncées par la loi sur l'eau et de ces décrets d'application ;
- les fouilles archéologiques à condition qu'aucun stockage de matériaux ne s'effectue dans la zone inondable et que les installations liées aux fouilles soient déplaçables ou que leur enlèvement soit intégré au plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- les clôtures devront permettre l'écoulement des eaux, avoir une hauteur inférieure ou égale à 1,50 m et devront être entièrement ajourées et à larges mailles. Les fondations des poteaux ne devront pas faire saillies au dessus du terrain naturel
- la pose de clôture spécifique visant à protéger l'espèce Vison d'Europe sous réserve de ne pas créer d'obstacles physiques importants (cas des ouvrages de protection de l'espèce à poser à proximité des voiries en vue d'éviter les collisions routières).
- les remblais liés à la construction de filières d' Assainissement Non Collectif sous réserve de mesures compensatoires
- les terrains de sports, loisirs de plein air et les aires de jeux sous réserve d'être conçus en tenant compte du risque de crue, à savoir :
 - démonter et retirer du 16 octobre au 30 avril toute installation et construction située au-dessus du terrain naturel,
 - ou être intégrés dans le plan communal de sauvegarde (PCS).
- les clôtures de protection des stations de prélèvement, de traitement ou de distribution d'eau potable pourront avoir une hauteur supérieure à 1,50m et être ainsi conformes à la réglementation relative à la sécurisation des sites.
- Les ouvrages de franchissement piscicoles et autres ouvrages hydrauliques d'intérêt général ou devant répondre à des dispositions réglementaires.

2.2.2.4. MESURES PROPRES AUX ACTIVITÉS LIÉES À L'AGRICULTURE

- la construction de structures agricoles légères, d'installations techniques (station de prélèvement, de forage, ou de pompage), de tunnels bas ou serres-tunnels, liés et nécessaires aux exploitations agricoles dans la limite de 30 m² d'emprise au sol, sous réserve :
 - de ne pas entraver l'écoulement des crues et donc de mettre en place, éventuellement, des mesures compensatoires,
 - de la mise hors d'eau des biens vulnérables,
 - qu'il n'y ait ni chauffage fixe, ni soubassement ;
- les constructions nécessaires à l'observation du milieu naturel (observatoire ornithologique,...) ou à l'hébergement du bétail dans la limite de 20 m² d'emprise au sol à l'exclusion de tout bâtiment à usage d'habitation. Cette mesure ne s'applique qu'une seule fois par unité foncière à partir de la date d'approbation du présent PPRI ;
- les réseaux d'irrigation et de drainage et leurs équipements, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et sous réserve que le matériel d'irrigation soit démontable ou déplaçable et stocké hors zone inondable en dehors des périodes d'irrigation ; les installations de drainage devront être ancrées de façon à pouvoir résister à la pression hydrostatique correspondant à la crue de référence.
- les plantations forestières et paysagères à condition de respecter une distance minimale de 5 mètres entre le haut de berge et le premier rang ainsi qu'entre plants ;
- les travaux de plantation et de restauration de ripisylve constitués d'essences locales (aulnes, frênes, érables, chênes pédonculés,...) associés à des espèces buissonnantes (saules pourpres, roux, des vanniers,...).
- dans le cas de la mise aux normes d'installations existantes classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et celles classées au règlement sanitaire départemental (RSD), et par dérogation au paragraphe 2.2.1.2, sont admises les installations nécessaires sous réserve :
 - de ne pas aggraver les impacts sur l'environnement (pollution...),
 - de ne pas aggraver les inondations en générant des obstacles à l'écoulement,
 - de ne pas permettre d'enlever des volumes conséquents aux champs d'expansion des crues.
- Les cultures sont autorisées sous réserve de remise à nu des terres en hiver sauf prescriptions relevant de la réglementation applicable aux espaces agricoles et à celle relevant de la directive nitrate.



2.3. PRESCRIPTIONS LIÉES AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS APPLICABLES DANS LES DEUX ZONES- MESURES OBLIGATOIRES-

Les circuits électriques devront être mis hors d'atteinte de l'eau (c'est-à-dire au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m) dans les cas suivants :

- dans les nouvelles constructions à usage d'habitation ou d'activité et dans les établissements recevant du public (ERP) construites après la date d'approbation du présent PPRI ;
- dans les constructions à usage d'habitation ou d'activité et dans les établissements recevant du public (ERP) qui feront l'objet de travaux de restauration ou d'aménagement soumis à autorisation d'urbanisme après la date d'approbation du présent PPRI.

Ces prescriptions devront être mis en œuvre dans le délai de cinq ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation par l'autorité compétente.

Pour le cas du bâti existant, si pour des raisons techniques ou pratiques avérées, le déplacement des éléments électriques ne peut être envisagé, cette prescription ne sera plus obligatoire. Cela peut être notamment le cas si les hauteurs d'eau dans la construction nécessitent de placer les éléments électriques et les circuits à plus de 1,50 m par rapport au sol et donc présenter une incompatibilité avec une utilisation courante de l'installation.

Ces aménagements sont à réaliser par le propriétaire, à la condition que le coût des travaux engendrés soit inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du présent PPRI.



3. RÈGLES DE CONSTRUCTION

Ces prescriptions constructives sont sous la responsabilité du Maître d'ouvrage et des professionnels qui interviennent pour leur compte. Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L. 125-6 du Code des assurances).

Elles s'appliquent sur les deux zones (R et B), pour les constructions nouvelles ou extensions ainsi que pour les travaux de réhabilitation ou de rénovation réalisés postérieurement à la date d'approbation du présent PPRI :

- les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou seront installés au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage, seront placés au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m.
- le risque d'inondation sera pris en compte durant le chantier en étant intégré aux documents de prévention du chantier ;
- toute partie de la construction située au-dessous de la cote de référence majorée de 0,20 m sera réalisée dans les conditions suivantes :
 - l'isolation thermique et phonique utilisera des matériaux peu sensibles à l'eau,
 - les matériaux putrescibles ou sensibles à la corrosion seront traités avec des produits hydrofuges ou anti-corrosifs,
 - les revêtements de sols et leurs liants seront constitués de matériaux non sensibles à l'action de l'eau,
 - les fondations doivent être conçues de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions locales ;
- les ouvrages de franchissement des cours d'eau destinés aux piétons et aux deux-roues doivent être conçus pour résister à des affouillements et résister à la pression de la crue de référence pour ne pas être emportés ;
- le mobilier d'extérieur, à l'exclusion du mobilier aisément déplaçable, sera ancré ou rendu captif ;
- les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour. Afin d'éviter le soulèvement des tampons des regards, il sera procédé à leur verrouillage ;
- les citernes enterrées seront lestées et ancrées ; les citernes extérieures seront lestées et ancrées au sol support, et équipées de muret de protection à hauteur de la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- les chaudières et les équipements sous pression, ainsi que tous les récipients contenant des hydrocarbures, ou du gaz, devront être protégés contre l'inondation de référence majorée de 0,20 m ;
- le stockage des produits sensibles à l'eau, ainsi que le stockage de quantités ou concentrations de produits polluants même inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation ou déclaration au titre de la législation sur les installations classées, devront être réalisés dans un récipient étanche, résistant à la crue de référence et lestés ou fixés pour qu'ils ne soient pas emportés par la crue. À défaut, le stockage sera effectué au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m ;

- les piscines devront être dimensionnées pour résister aux sous-pressions et pressions hydrostatiques correspondant à la crue de référence et les unités de traitement devront être installées au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- les ouvrages comportant des pièces nues sous tension devront être encadrés de dispositifs de coupures (télécommandés ou manuels) situés au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- les captages d'eau devront être protégés de façon à prévenir tout risque de pollution. En particulier, les têtes de forage devront être étanches.

L'attention des maîtres d'ouvrage est attirée sur l'intérêt de fournir aux autorités compétentes, tout élément d'information permettant d'identifier et de vérifier d'une part, le respect des cotes de référence majorées de 0,20 m (cf. plan de zonage avec cotes NGF) et d'autre part, la faisabilité et la pérennité des dispositifs à mettre en œuvre afin d'assurer la stabilité de l'équipement, la transparence hydraulique, ou la compensation de l'obstacle.



4. RECOMMANDATIONS

Indépendamment des prescriptions définies au chapitre 2 et opposables à tout type d'occupation ou d'utilisation du sol, des mesures, dont la mise en application aurait pour effet de limiter les dommages aux biens et aux personnes, sont recommandées tant pour l'existant que pour les constructions futures. Elles visent d'une part à réduire la vulnérabilité des biens à l'égard des inondations, et d'autre part, à faciliter l'organisation des secours.

Elles se présentent comme suit :

Afin de réduire la vulnérabilité

- créer ou adapter un espace refuge permettant aux occupants du bâtiment de se mettre à l'abri en attendant l'évacuation ou la décrue ;
- aménager les abords immédiats de la construction pour améliorer les conditions d'évacuation : faciliter l'amarrage des embarcations, éviter les obstacles autour de la construction susceptibles de gêner, voire de mettre en danger les secours au cours des hélitreuillages ;
- protéger les fondations superficielles du risque d'affouillement¹ ;
- maintien au-dessus de la cote de référence majorée de 0,20 m, d'une ouverture de dimensions suffisantes pour permettre l'évacuation des personnes et des biens déplaçables ;
- mettre hors d'eau (cote de référence majorée de 0,20 m) les équipements électriques sensibles à l'eau (compteur, chaudière, centrale de ventilation et de climatisation, ballon d'eau chaude, tableau électrique, installation téléphonique,...) ;
- installer des clapets anti-retour sur le réseau d'assainissement ;
- lester et ancrer les citernes enterrées ; les citernes extérieures seront lestées et ancrées au sol support, et équipées de muret de protection à hauteur de la cote de référence majorée de 0,20 m ;
- installer un dispositif de balisage permettant de repérer l'emprise des piscines et des bassins enterrés afin d'éviter les noyades pendant les crues ;
- chaque propriété bâtie pourra être équipée de pompes d'épuisement en état de marche ;
- pendant la période où les crues peuvent se produire, il est recommandé d'assurer le remplissage maximum des citernes enterrées pour éviter leur flottement ;
- est recommandé l'entretien du lit mineur, des digues, des fossés et de tout ouvrage hydraulique.

À cet effet, il est rappelé que l'entretien des cours d'eau non domaniaux figure parmi les obligations à la charge des propriétaires riverains, à savoir :

- le curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles,
- l'entretien de la rive par l'égale et recépage de la végétation arborée,
- l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux,
- assurer la bonne tenue des berges et préserver les habitats de la faune et de la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

La réalisation des ouvrages de protection contre les inondations demeure à la charge des propriétaires riverains d'un cours d'eau quel que soit le statut de ce dernier (domanial ou non domanial) ;

¹ forme d'érosion produite par l'action de l'eau dans le lit d'un cours d'eau ou près d'une fondation

- est recommandée la plantation d'une ripisylve équilibrée constituée d'essences locales comprenant en alternance des espèces buissonnantes et des arbres de haut jet (sauf peupliers de culture) ;
- est recommandé de mettre en place des boisements de type forêts alluviales en vue de contribuer au ralentissement et à la rétention des écoulements de crue, en amont des lignes AA et BB ainsi qu'en aval de la ligne CC du zonage réglementaire.
- pour les extractions de matériaux, est recommandée la réalisation d'une étude hydraulique dans le cadre de l'étude d'impact au titre de la législation des installations classées, afin d'évaluer les risques que pourraient entraîner l'exploitation, notamment sur la modification du cours d'eau et sur le régime d'écoulement des eaux ;
- pour les établissements les plus sensibles (distribution de carburants, stockage de denrées périssables, services de distribution d'eau et de traitement, entreprises...), il est recommandé de réaliser une étude de vulnérabilité spécifique visant à :
 - établir les risques réels encourus par les installations,
 - recenser les dégradations possibles du patrimoine,
 - évaluer les conséquences sur le fonctionnement des services,
 - déterminer les mesures préventives à prendre et leur coût,
 - mettre en œuvre une meilleure protection des personnes et des biens (mise en place de plans de secours, annonce des crues,...) ;
- les activités relevant d'une procédure relative à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement pourront faire l'objet d'une étude préventive spécifique afin d'éviter, ou de réduire pour celles existantes, les risques liés à la montée des eaux ;
- dans tous les cas, une étude hydraulique devra être réalisée dans le cadre de l'étude d'impact au titre de la législation sur les installations classées, afin d'évaluer les risques que pourraient entraîner l'exploitation, notamment sur la modification du cours d'eau et sur le régime de l'écoulement des eaux.

Afin de faciliter l'organisation des secours

Les constructions dont une partie est implantée au-dessous de la cote de référence majorée de 0,20 m pourront comporter un accès au niveau supérieur (étage par exemple), afin de permettre l'évacuation des personnes.

Un plan d'alerte et de secours pourra être établi par l'exploitant, en liaison avec la municipalité, les Services de Secours, et les gestionnaires des voiries.

Il précisera notamment :

- les modalités d'information et d'alerte de la population,
- le protocole de secours et d'évacuation des établissements sensibles (cliniques, maisons de retraite, établissements scolaires...),
- le plan de circulation et de déviations provisoires ainsi que d'évacuation des rues.



5. INFORMATION PRÉVENTIVE

L'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs est un droit inscrit dans le Code de l'environnement aux articles L.125-2, L.125-5, L.563-3 et de R.125-9 à R.125-27. Elle doit permettre au citoyen de connaître les dangers auxquels il est exposé, les dommages prévisibles, les mesures préventives qu'il peut prendre pour réduire sa vulnérabilité ainsi que les moyens de protection et de secours mis en œuvre par les pouvoirs publics. C'est une condition essentielle pour qu'il surmonte le sentiment d'insécurité et acquière un comportement responsable face au risque.

Par ailleurs, l'information préventive contribue à construire une mémoire collective et à assurer le maintien des dispositifs collectifs d'aide et de réparation.

Obligation d'information des maires :

Dans les communes où un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été prescrit ou approuvé, le maire en application de l'article L.125-2 du Code de l'environnement, doit informer par des réunions publiques communales, ou tout autre moyen approprié, ses administrés au moins une fois tous les deux ans sur les caractéristiques des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article L 125-1 du code des assurances. Cette information est délivrée avec l'assistance des services de l'État compétents, à partir des éléments portés à la connaissance du maire par le représentant de l'Etat dans le département. Son plan de communication peut comprendre divers supports de communication, conformes aux modèles arrêtés par le ministère chargé de la sécurité civile.

Obligation d'implanter des repères de crues :

Conformément au décret n°2055-233 du 14 mars 2005, les maires ont obligation de poser des repères de crues sur les édifices publics ou privés afin de conserver la mémoire du risque et de mentionner dans le DICRIM² leur liste et leur implantation.

Information acquéreurs-locataires :

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a également introduit l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques auxquels un bien (cf. le 3^{ème} alinéa du paragraphe 4.5.1 de la note de présentation) est soumis, ainsi que les sinistres ayant affectés ce bien et ayant donné lieu au versement d'une indemnisation au titre des arrêtés de catastrophes naturelles ou technologiques. Cette double information a pour objectif principal une meilleure information du citoyen face au risque

Cette obligation d'information est précisée à l'article L 125-5 du Code de l'environnement.

Obligation des propriétaires et exploitants de terrains de camping, d'aires de loisirs, de sports, d'aires de stationnement, d'établissements recevant du public, de commerces, d'activités industrielles, artisanales ou de services, de logement loué à un tiers :

Ils doivent :

- afficher le risque inondation,
- informer les occupants sur la conduite à tenir,
- mettre en place un plan d'évacuation des personnes et des biens mobiles,
- prendre les dispositions pour alerter, signaler et guider.

Une fermeture de l'établissement peut s'avérer nécessaire en cas de forte crue.



² Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs

6. ANNEXES

6.1. GLOSSAIRE

Affouillement	Creusement volontaire d'un sol en raison de travaux occasionnés sur un terrain . Phénomène d'érosion causé par le mouvement de l'eau courante et qui consiste en un creusement des berges, du littoral et de tout ce qui fait obstacle au courant.
Aléa	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donné. L'aléa doit ainsi être hiérarchisé et cartographié en plusieurs niveaux, en croisant l'intensité des phénomènes avec leur probabilité d'occurrence. Cela est vrai pour les PPR inondation, qui devront indiquer et croiser des hauteurs de submersion et des vitesses d'écoulement pour une période de retour au moins centennale.
Aménagement	Toutes constructions ou occupations du sol non liées aux activités économiques ou à l'habitat.
Annexe	Sont considérés comme annexes, les locaux attenant ou non au bâtiment principal, constituant des dépendances destinées à un usage autre que celui de l'habitation tels que : réserves, celliers, remises, abris de jardins, serres, ateliers non professionnels, garages (liste non exhaustive). Compte tenu des définitions attribuées à l'extension et à l'annexe, la véranda n'est pas une annexe mais une extension.
Bassin versant	Zone limitée par une ligne de partage des eaux.
Champ d'inondation	Pour un événement donné, c'est l'ensemble des sols inondés, quelle que soit la hauteur d'eau les recouvrant.
Changement de destination	Transformation d'une surface pour en changer l'usage au regard des destinations établies à l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, fonction d'entrepôt, et constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif.
Clôture	La clôture est une "barrière", construite ou végétale, qui délimite une parcelle vis-à-vis d'une propriété mitoyenne ou de l'espace public, lorsque leur séparation n'est pas assurée par un bâtiment. Elle permet d'enclore un espace et de séparer deux propriétés, voire de les isoler visuellement . Une clôture transparente à l'eau doit permettre à l'eau de circuler pratiquement librement, entre un côté et l'autre de celle-ci. Ainsi, n'est pas considérée comme une clôture transparente à l'eau, une clôture ajourée qui : • constitue un obstacle au passage des eaux de la rivière en crue • crée un frein à l'évacuation des eaux de la rivière en décrue Les portails et portillons, s'ils sont pleins, ne sont pas considérés comme surface de clôture transparente à l'eau.
Construction	Synonyme de bâtiment. Ouvrage constitué d'un ensemble de matériaux ayant été édifié pour servir d'abri aux biens et/ou aux personnes . Une construction nouvelle est une construction indépendante d'une autre et nouvellement bâtie.

Cote NGF	<i>Niveau altimétrique d'un terrain ou d'un niveau de submersion, ramené au Nivellement Général de la France.</i>
Cote projet du terrain	<i>Cote du terrain après travaux.</i>
Cote de référence	<i>La cote de référence correspond à la cote atteinte par la crue de référence dite « centennale ». Cette hauteur est le résultat d'un calcul hydraulique.</i> <i>Elle est exprimée en m NGF. Cette cote est indiquée sur les cartes d'aléas. Ces cotes indiquées sur les profils en travers permettent de caler les niveaux de planchers (cote de seuil), mais ne sauraient remettre en cause le zonage retenu sur le terrain au regard d'une altimétrie moyenne du secteur.</i>
Cote de seuil	<i>C'est la cote utilisée dans le présent règlement aux fins de réduire la vulnérabilité des bâtiments ; cette cote représente le niveau à partir duquel devront être implantés les planchers pour se prémunir du risque inondation considéré.</i>
Cote TN (terrain naturel)	<i>Cote du terrain naturel avant travaux ou avant projet.</i>
Crue	<i>C'est l'augmentation du débit du cours d'eau, pendant une durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes.</i>
Crue de référence	<i>C'est la crue qui sert de base à l'élaboration du PPRI.</i> <i>Elle correspond à la plus forte crue historique connue ou à la crue centennale calculée si cette dernière est plus forte (ce qui est le cas pour le présent règlement).</i>
Dommages	<i>Ce sont les conséquences défavorables d'un phénomène naturel sur les biens, les activités et les personnes, exprimés généralement sous forme quantitative ou monétaire. Il peut s'agit de dommages directs, indirects (induits), intangibles (non quantifiables),</i>
Embâcle	<i>Il s'agit de l'accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, bidons...) qui réduisent la section d'écoulement, et que l'on retrouve en général bloqués en amont d'un ouvrage (pont) ou dans des parties resserrées d'une vallée (gorge étroite).</i> <i>Les conséquences d'un embâcle sont, dans un premier temps, la rehausse de la ligne d'eau en amont de l'embâcle, une augmentation des contraintes sur la structure supportant l'embâcle et, dans un second temps, un risque de rupture brutale de l'embâcle, et de sa structure porteuse, occasionnant une onde potentiellement dévastatrice en aval.</i>
Emprise au sol	<i>Au sens du présent règlement, l'emprise au sol est définie comme étant la projection verticale des bâtiments au sol, hormis les débords (balcons, encorbellement, débords de toits ...).</i> <i>Tous bâtiments ou toute partie de bâtiment reposant sur le sol et construits au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) sur une structure de type pilotis ou autre surélévation détermine une superficie d'emprise au sol.</i>

Enjeux	<i>Les personnes, biens, activités, moyens, patrimoine... susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils peuvent être quantifiés à travers de multiples critères : dommages corporels ou matériels, cessation de production ou d'activité.</i>
Équipement collectif	<i>Installations et bâtiments qui permettent d'assurer à la population résidente et aux entreprises les services collectifs dont elles ont besoin.</i>
Équipement d'intérêt général	<i>Ce sont les équipements non ouverts au public dont la présence ou la construction sont déclarées d'utilité publique, ou nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services gestionnaires d'infrastructures publiques.</i> <i>Dans le présent règlement, sont considérés comme équipement d'intérêt général : les stations d'épuration, les stations d'eau potable, les barrages régulateurs, les postes transformateurs, les infrastructures et superstructures de distribution de fluides.</i>
ERP	<i>Établissement Recevant du Public, au sens de l'article R-123-2 du code de la construction et de l'habitation.</i> <i>La « capacité d'accueil » est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.</i>
ERP sensible ou activité sensible	<i>ERP ou activité faisant partie de la liste ci-dessous :</i> <i>Établissements accueillant spécifiquement des personnes à mobilité réduite (maisons de retraite, Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes ou EHPAD), foyers-logements, établissements scolaires, de soin, post-cure, maisons de l'enfance, crèches, haltes garderies, maisons de l'enfance...).</i> <i>Établissements utiles en cas de crise : casernes de pompiers et de gendarmerie, police, mairie, et plus généralement tout équipement qui sera impliqué dans la gestion d'une crise en lien avec un sinistre survenu sur l'établissement,</i> <i>Établissements difficilement évacuables dans un temps restreint vers des lieux de protection identifiés, en fonction de l'effectif, des grandes dimensions, de la configuration de l'établissement et de son environnement, etc : gymnase, cinéma, salle polyvalente, salle de spectacles, piscine...</i>
Existant	<i>Ensemble des constructions, infrastructures, usages, qui existaient déjà à la date d'approbation du PPRI.</i>
Extension	<i>Dans le présent règlement, sont considérés comme extensions, toutes constructions attenantes au bâtiment principal ayant pour effet de modifier le volume existant par addition contigüe.</i>
Hauteur d'eau	<i>Différence entre la cote de référence et la cote du TN.</i>
Hébergements « en dur »	<i>Pour le cas des campings, les hébergements « en dur » concernent les structures d'accueil fixées au sol et non mobiles.</i>
ICPE	<i>Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, au sens de l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</i>
Lit majeur	<i>Partie de la vallée où les eaux du cours d'eau s'étalent lors des inondations.</i>
Lit mineur	<i>Partie de la vallée empruntée habituellement par le cours d'eau.</i>

Logement

Un logement est un lieu d'habitation. C'est un local, un appartement ou une maison et plus généralement tout endroit où une ou plusieurs personnes peuvent s'abriter, en particulier pour se détendre, dormir, manger et vivre en privé. C'est un endroit pour s'abriter (héberger) le jour et la nuit.

Partie d'un immeuble ou partie d'un ensemble d'immeubles dont l'usage est affecté à de l'habitation.

Comprend également les résidences services, les résidences destinées aux étudiants, aux jeunes travailleurs, aux travailleurs migrants, aux personnes âgées, aux handicapés, aux enfants et aux adolescents.

Matériaux légers

Matériaux entrant dans une construction non isolée, sans ossature béton ou briques.

Mesures compensatoires

Mesures prises par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, pour annuler les impacts induits par un projet situé en zone inondable, qui portent sur les points suivants, de manière non cumulative :

- la vitesse d'écoulement,*
- les cotes de lignes d'eau,*
- la capacité de stockage des eaux de crue.*

Les capacités de stockage des eaux de crue peuvent faire l'objet de mesures compensatoires dès lors que le volume neuf d'un projet est compensée par l'enlèvement d'un volume équivalent.

Le volume doit être calculé en dessous de la côte de référence et dans la partie de lit majeur concernée.

À ce titre, indépendamment des dispositions prévues au titre du présent PPRI ou du code de l'urbanisme, ils sont soumis à autorisation par application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement.

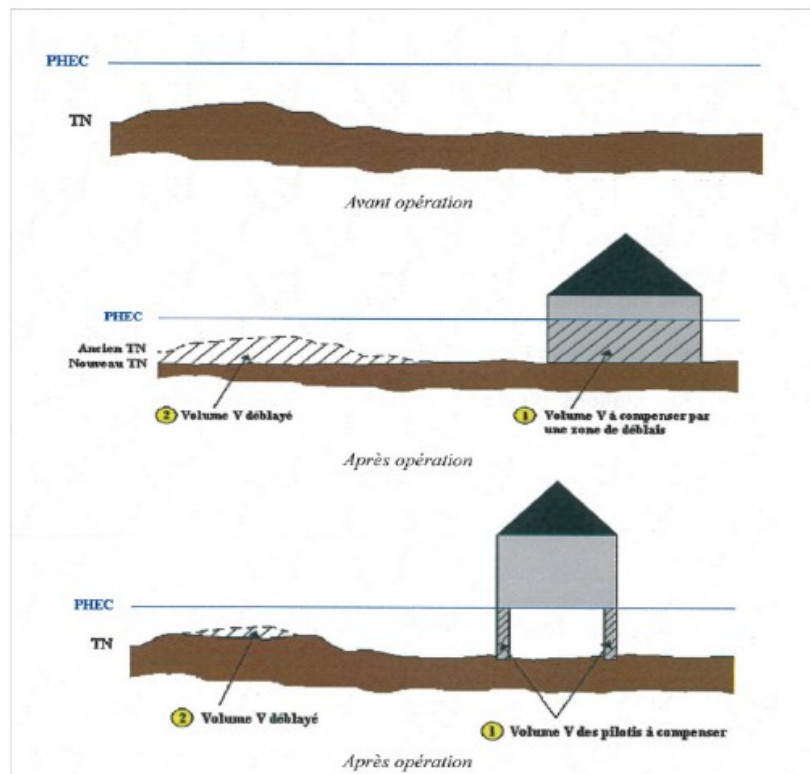
Dans ce cadre, ils peuvent être soumis à la réalisation d'une étude d'incidence portant sur l'écoulement des eaux des cours d'eau, laquelle doit définir si besoin les mesures compensatoires nécessaires pour annuler leurs impacts.

Modification de construction

Nouveau logement

Surface ou plancher habitable

Projet



Transformation de tout ou partie de la surface existante, sans augmentation d'emprise, sans création de planchers supplémentaires. Cela suppose de ne pas toucher au volume du bâtiment ni aux surfaces des niveaux, sinon le projet relèvera de l'extension.

Sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son (ses) occupant(s) d'y vivre en autonomie (exemple : studio d'étudiant dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe...).

Pour les constructions à caractère d'habitation, d'hébergement hôtelier, de bureaux, d'activités commerciales ou artisanales, correspond à la surface de plancher d'une construction définie par l'article R.112-2 du code de l'urbanisme.

Les bâtiments ou parties de bâtiments destinées exclusivement à l'exploitation forestière ou agricole, d'industrie, à la fonction d'entrepôt, et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne constituent pas de la surface habitable. Ainsi, dans un bâtiment d'activité industrielle, seules les surfaces de vente, de bureaux, de logement seront considérées comme habitables, contrairement aux entrepôts et autres salles de production.

On entend par « projet » l'ensemble des projets :

- « nouveaux » : projets de constructions nouvelles, quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), d'infrastructures nouvelles, ou d'équipements nouveaux,
- « sur biens existants » : projets de réalisation d'aménagements ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions existantes, d'infrastructures existantes ou d'équipements existants).

Reconstruction

La reconstruction d'un bâtiment correspond à la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs, conformément à l'article L 111-23 du code de l'urbanisme.

Reconstruction après sinistre

Projet correspondant à la réédification d'un bâtiment existant, et ne constituant pas une ruine avant le sinistre, sans modification extérieure (sauf liée à la rehausse éventuelle des cotes de planchers imposée par le PPRI).

La reconstruction d'un bâtiment à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans, conformément aux dispositions de l'article L 111-15 du code de l'urbanisme et sauf notamment si le plan de prévention des risques naturels en dispose autrement.

Si le bâtiment constituait une ruine avant le sinistre, sa réédification sera traitée comme une construction nouvelle.

La reconstruction de bâtiments n'est pas autorisée si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

Risque

Évaluation des pertes en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel. C'est le croisement des enjeux avec les aléas.

Sous-sol

Dans le présent règlement, est considéré comme sous-sol tout niveau de plancher dont une partie est située sous le niveau du sol naturel.

Unité foncière

Une unité foncière représente une parcelle ou un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire.

Zonage réglementaire

Il détermine le risque affiché qui provient du croisement des zones d'aléas et d'enjeux. Il définit les zones où sont applicables les mesures d'interdictions et les prescriptions du règlement du PPRI.

Dans le présent PPRI, on aboutit à la définition de deux zones réglementaires.

Zones d'aléas

Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les aléas.

Ils permettent de localiser et hiérarchiser les zones soumises au phénomène d'inondation. Ces zones sont définies à partir d'une analyse qualitative au cours de laquelle les hauteurs d'eau sont croisées avec les vitesses d'écoulement.

Les hauteurs d'eau sont déterminées à partir de l'estimation faite de la hauteur atteinte par les eaux en m NGF par la crue de référence centennale modélisée et représentée sur les cartes d'aléas à l'aide d'un certain nombre d'isocotes par comparaison au niveau du terrain naturel.

Les vitesses sont définies sur deux catégories de zones :

- les zones où les vitesses sont importantes (supérieures ou égales à 0,50 m/s) d'après les résultats d'une étude qualitative sur les vitesses,*
- les zones où les vitesses sont faibles ou négligeables (inférieures à 0,50 m/s).*

Zones d'aléas (suite)

En les croisant avec les hauteurs d'eau, on obtient les classes d'aléas suivants :

- *aléas forts de type 1 : zones de vitesses importantes et/ou dans lesquelles les hauteurs d'eau sont supérieures à 1 m,*
- *aléas forts de type 2 : secteur situé à moins de 50 m d'une digue dans une zone où les conditions de surverses et/ou de rupture de la digue peuvent générer des phénomènes de « turbulence »,*
- *aléas faibles : vitesses inférieures à 0,50 m/s et hauteurs d'eau inférieures à 1 m, absence d'ouvrage de protection à moins de 50 m.*

Zone d'enjeux

Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les enjeux.

Ils permettent de définir les différents types d'occupation des sols. Une reconnaissance a été faite sur chacune des communes concernées par des visites de terrain.

Quatre zones d'enjeux ont été reconnues :

- *les zones non urbanisées qui sont les zones d'expansion des crues à conserver et le présent règlement a pour objectif de les préserver de toute nouvelle urbanisation,*
- *les zones urbanisées autres que centres urbains qui regroupent les zones de bâti homogènes comme les quartiers pavillonnaires ou les ensembles collectifs isolés. Les critères dominants retenus pour les identifier ont été la continuité du bâti et l'homogénéité de la morphologie urbaine. Ces zones doivent répondre au principe de ne pas aggraver la situation, et donc de ne pas favoriser l'extension d'une nouvelle urbanisation,*
- *les zones dites centres urbains définies par la circulaire du 24 avril 1996 comme « des ensembles qui se caractérisent par leur histoire, une occupation du sol importante, une continuité du bâti et une mixité des usages entre logements, commerces et services ».*

Zone d'expansion

Champ d'expansion des crues : ce sont les secteurs peu ou pas urbanisés, indispensables au stockage des importants volumes d'eau apportés par la crue. Les champs d'expansion des crues participent au laminage de celles-ci.

Zone refuge

La zone refuge dispose :

- *d'un plancher situé au-dessus de la cote de référence,*
- *d'un accès permanent de l'intérieur du bâtiment*
- *et d'une accessibilité extérieure (ouverture dans toiture, balcon) pour d'éventuels secours.*

Elle se situe de préférence à l'intérieur du bâtiment et a une surface minimale de 6 m² pour un logement et de 0,5 m² par personne susceptible d'être accueillie pour les établissements recevant du public ou les activités avec un minimum de 15 m²,

